



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

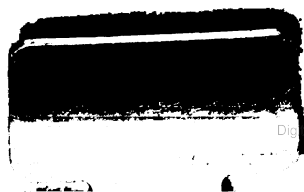
Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



LA CHAMBRE

DE MIL HUIT CENT VINGT,

ou

LA MONARCHIE SAUVÉE.

Cet Ouvrage se trouve aussi

CHEZ { LENORMANT, rue de Seine, n° 8;
RICHARD, quai Conti, n° 5;
PILLET, rue Christine, n° 5.
DENTU, Palais-Royal, galerie de bois.

IMPRIMERIE DE COSSON, RUE GARENCIÈRE, N° 5.

LA CHAMBRE

DE MIL HUIT CENT VINGT,

OU

LA MONARCHIE SAUVÉE;

GALERIE POLITIQUE

DES QUATRE CENT VINGT-DEUX DÉPUTÉS QUI SIÈGENT DANS LA
PRÉSENTE SESSION,

Renfermant des détails sur leur conduite, sur les preuves de
dévouement qu'ils ont données au Roi, sur la carrière
qu'ils ont suivie, etc, etc.;

DÉDIÉE A TOUS LES ÉLECTEURS DU ROYAUME;

PAR UN ROYALISTE.

« Si nous voulons que le Trône et la Charte soient
» affermis, ne dirigeons nos suffrages que sur de vé-
» ritables amis de la Charte et du Trône, sur des ci-
» toyens qui leur soient également dévoués, dont la
» conduite passée garantisse la fidélité, qui sachent
» souffrir, et, s'il le faut, mourir, plutôt que d'aban-
» donner les sentiers de l'honneur et de la justice. »

(Discours de Mgr. le Chancelier de France à l'ou-
verture du grand collège de Ronen.),

PARIS,

PONTHIEU, LIBRAIRE, PALAIS-ROYAL,

GALERIE DE BOIS, N° 25a.

1821.

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

1915

JN 2858
C 45

A MM. LES ÉLECTEURS

DES soixante-dix-neuf grands Colléges,
et des cinquante-deux Colléges d'ar-
rondissement, qui ont voté cette année.

MESSIEURS,

*LE Roi vous a parlé, vous l'avez
entendu; il vous a signalé des dangers;
vous avez senti que les véritables dan-
gers étaient ceux que faisaient naître
autour du trône ces prétendus inter-
prètes des vœux du siècle et de l'opinion
publique, qui ne veulent souffrir rien
de religieux, rien de régulier, rien
de monarchique; royalistes et Fran-
çais, vous vous êtes réunis, vous*

vous êtes montrés sur tous les points du royaume, et le colosse aux pieds d'argile a été brisé; vos nouveaux choix ont rendu l'espoir à notre belle patrie, ils lui rendront bientôt cette sécurité nécessaire à l'artisan comme au noble, au laboureur comme au manufacturier, au négociant comme au propriétaire. Vous nous avez donné une chambre royaliste, malgré les vœux, malgré les efforts de ces hommes qui se vantaient d'être à eux seuls la nation; c'est donc à vous, messieurs, c'est à la nation véritable dont le nom usurpé aurait bientôt, peut-être, servi de signal aux plus funestes excès, que je dois offrir cette Galerie politique; elle est destinée à recueillir et à consacrer les titres des députés qui ont fixé votre choix; c'est votre ouvrage que je vous dédie, veuillez en accepter l'hommage, avec celui de mon estime et de ma reconnaissance.

Un Royaliste.

LOAN STACK

AVANT-PROPOS.

J'OSE croire que je *fais paraître* aujourd'hui un ouvrage utile, non-seulement au public, qui doit aimer à connaître des hommes chargés des plus importantes fonctions, mais à MM. les Députés eux-mêmes, non moins intéressés à se connaître entre eux. Les cent soixante et douze nouvellement nommés n'avaient pour la plupart siégé dans aucune assemblée ; on doit donc éprouver un désir d'autant plus vif de lire tous les détails qui les concernent, pour mieux apprécier encore le mérite des choix.

Il semblera peut-être qu'il ait suffi de mentionner les noms tout-à-fait nouveaux ; mais mon travail aurait été bien incomplet,

si je n'avais pas présenté une notice sur chacun des Députés qui ont figuré dans la précédente session, et qui n'ont jamais été convenablement appréciés.

Deux biographies ont paru l'année dernière: l'une intitulée *Petit Almanach du Corps Législatif*, et l'autre, *Biographie Pittoresque*: dans ces deux recueils la bouffonnerie se montre partout et la vérité nulle part; il suffit qu'un Député soit monarchique pour qu'on lui refuse talent, esprit et droiture, et qu'on croie l'avoir jugé en parlant de la longueur de son nez ou de la petitesse de sa taille,

Ce n'est pas ainsi que les royalistes écrivent; les auteurs de ces deux recueils ne se sont peut-être tout permis que parce qu'ils ont gardé l'anonyme; ils ont eu pouvoir en conséquence aller au-delà

des bornes, je ne dirai pas de la politesse, mais de la décence; je ferai tout le contraire, et c'est parce que des circonstances étrangères à la politique me décident à ne point mettre mon nom à cet ouvrage, qu'on sera plus sûr encore d'y trouver de l'impartialité, de la modération et de la mesure.

Qu'on ne s'attende donc pas à rencontrer dans cette galerie de froids quolibets sur les noms des Députés, sur leur maintien, sur le son de leur voix, sur leurs infirmités physiques, etc., etc.

Qu'on s'attende encore moins à ces calomnies impudentes dont les pamphlétaires cherchent à noircir les hommes dont ils ne partagent pas l'opinion. J'aurai sans doute un grand plaisir à venger les royalistes des injustes attaques dirigées contre eux, mais sans me venger des libéraux, auxquels

on verra que je sais souvent rendre justice. Je tâcherai enfin qu'il y ait entre mon livre et ces scandaleuses chroniques, la même différence que l'on remarque entre le libelle et l'histoire.

Malheur aux écrivains qui croient que les injures, les mensonges et les noirceurs sont les seuls moyens de célébrité; si cette route est la plus facile, elle n'est pas la plus sûre; on peut exciter aussi l'intérêt du lecteur en lui offrant des portraits tracés avec vérité, des anecdotes piquantes, des faits ignorés, des traits de courage, de dévouement et de fidélité; en réunissant, en un mot, tout ce qui peut plaire à l'esprit, élever l'âme, et donner plus d'éclat encore au beau nom de Français (1).

(1) C'est tout à la fois pour moi un devoir et un

C'est à ce but que j'aspire; j'ai apporté la plus scrupuleuse attention à ne produire que des faits exacts, et peut-être le public sera-t-il porté à m'accorder quelque bienveillance en réfléchissant que je suis parvenu à terminer seul en un mois un travail aussi considérable.

J'ai indiqué avec bonne foi le côté où

plaisir que de citer les noms des écrivains qui, depuis six ans, défendent avec autant de courage que de talent les bons principes et la bonne cause : dans le *Conservateur*, MM. de Châteaubriant, de Bonald, de Frénilly, La Mennais, Saint-Victor, etc., etc.; dans le *journal des Débats*, MM. Bertin, Duviquet, Felets, Hoffmann, Maltebran, etc., etc.; dans la *Quotidienne*, MM. Michaud, Mely-Janin, Soulier, Laurentie, Merle, etc., etc.; dans la *Gazette de France*, MM. de Lourdoueix, Colnet, Achille de Jouffroy, etc., etc.; dans le *Drapeau blanc*, MM. Martainville, O'Mahony, Nodier, de Sevelinges, etc., etc.

je crois que doivent siéger MM. les Députés ; si j'ai commis quelque erreur involontaire , je suis prêt à me rétracter ; j'aurais surtout bien du plaisir , si c'était pour les faire passer de gauche à droite.

Je compte ajouter dans la seconde édition de cet ouvrage , l'âge de MM. les Députés , leurs titres , les ordres dont ils sont décorés , etc. , etc. ; ceux qui auraient à me communiquer quelques réclamations , quelques faits qui leur seraient personnels ou qui intéresseraient leurs honorables amis , sont priés d'adresser ces renseignemens au libraire Ponthieu ; on ne manquera pas d'en faire usage.

PROCLAMATION

DU ROI.

LOUIS, par la grâce de Dieu, Roi de France
et de Navarre,

A tous ceux qui ces présentes verront, salut.

Français, au moment où la loi qui garantit
à vos suffrages une entière indépendance, qui
assure à vos intérêts une plus juste représen-
tation, va recevoir son exécution pour la pre-
mière fois, je veux que vous entendiez ma
voix.

Les circonstances sont graves !

Regardez chez vous, autour de vous : tout
vous dira vos dangers, vos besoins et vos de-
voirs.

Une liberté forte et légitime vous est ac-

quise, elle est fondée sur des lois émanées de mon amour pour mes peuples, et de mon expérience des temps où nous vivons : avec ces lois, il dépend de vous d'assurer le repos la gloire et le bonheur de notre commune patrie ; vous en avez la volonté, sachez la manifester par vos choix. La liberté ne se conserve que par la sagesse et la loyauté ; écarter des nobles fonctions de député les fauteurs de troubles, les artisans de discordes, les propagateurs d'injustes défiances contre mon gouvernement, ma famille et moi ; et s'ils vous demandaient pourquoi vous les repoussez, montrez-leur cette France, si accablée, il y a cinq ans, si miraculeusement restaurée depuis ; touchant enfin au moment de recevoir le prix de tant de sacrifices, de voir ses impôts diminués, toutes les charges publiques allégées ; dites-leur que ce n'est pas quand tout fleurit, tout prospère, tout grandit dans votre patrie, que vous entendez mettre au hasard de leurs

rêves insensés , où livrer à leurs desseins pervers, vos arts, votre industrie, les moissons de vos champs, la vie de vos enfans, la paix de vos familles, une félicité enfin que tous les peuples de la terre envient.

De toutes parts s'offrent à vos suffrages une foule de citoyens, amis sincères et zélés de la Charte, également dévoués au trône et à la patrie, également ennemis du despotisme et de l'anarchie. Choisissez parmi eux ; vos députés affermiront avec moi l'ordre sans lequel aucune société ne peut exister ; j'affermirai avec eux ces libertés qui toujours ont eu pour selle le trône de mes aïeux ; et que deux fois je vous ai rendues.

Le monde attend de vous de hautes leçons, et vous lui devez d'autant plus que vous les lui avez rendues nécessaires. En offrant aux peuples le spectacle de cette liberté qui remue si puissamment les âmes, vous leur avez donné le droit de vous demander compte des écarts

dans lesquels elle pourrait les entraîner ; enseignez-leur donc à éviter les écueils dont votre route a été semée, et montrez-leur que ce n'est pas sur des ruines et des débris, mais sur la justice et le respect des droits, que les institutions libres se fondent et s'affermissent.

C'est ainsi que, marchant à la tête de la civilisation, la France, au milieu des agitations qui l'environnent, doit rester calme et confiante. Unie avec son Roi, ses prospérités sont au-dessus de toute atteinte. L'esprit de faction pourrait seul les compromettre : s'il ose se produire, il sera réprimé : dans l'enceinte des chambres, par la vigilance des magistrats, hors des chambres, par la fermeté de tout ce qui est armé pour protéger, maintenir la paix publique, et surtout par mon inébranlable volonté.

Français, vous m'avez donné de récents témoignages de vos nobles et généreux senti-

mens; vous avez partagé les consolations que la Providence vient d'envoyer à moi et à ma famille; que ce gage de perpétuité que le ciel donne à la France soit aussi l'heureux gage de la réunion de tous les hommes qui veulent sincèrement les institutions que je vous ai données, et avec elles l'ordre, la paix, le bonheur de la patrie.

Donné au château des Tuileries, le 25 octobre de l'an de grâce 1820, et de notre règne le vingt-sixième.

Signé LOUIS.

LA CHAMBRE

DE MIL HUIT CENT VINGT.

ADMYRAUD.

(Charente-Inférieure , La Rochelle)

CÔTÉ GAUCHE, DEUXIÈME SECTION.

Maire d'une petite commune du département de la Charente, il est député depuis 1815, et il ne s'est jamais fait remarquer ni par un royalisme bien ardent, ni par une opposition bien dangereuse; puisqu'il a pensé quelquefois comme les ministres pendant que la monarchie ne reposait pas sur un pivot très-solide, espérons qu'il sera aussi de leur avis aujourd'hui qu'ils veulent raffermir ses bases et rassurer ses défenseurs.

AMBRUGEAC (LE COMTE LOUIS D').

(Corrèze, Tulle.)

CÔTÉ DROIT.

Maréchal de camp, commandant une brigade de la garde royale ; il a donné dans tous les temps les preuves de l'attachement le plus vif et le plus sincère à la dynastie des Bourbons : pendant la révolution, en apaisant des émeutes, au mois de mars 1814, en contribuant à rétablir l'autorité du roi ; en 1815, en arborant le drapeau blanc dans plusieurs villes de la Vendée, et depuis la seconde restauration, en défendant à la chambre la bonne cause et les vrais principes. A l'époque des troubles de juin, un député de l'extrême gauche s'étant permis quelques expressions déplacées sur la garde royale, M. d'Ambrugeac monta à la tribune, et improvisa un discours rempli de noblesse et de dignité. Le roi et les princes ont en lui une confiance bien

justifiée par son dévouement et son courage
aux époques les plus difficiles.

ANDIGNÉ DE MAYNEUF (LE COMTE D').

(Maine-et-Loire, Angers.)

CÔTÉ DROIT.

Proche parent du chevalier d'Andigné, pair
de France, qui a fait toutes les guerres de la
Vendée, et qui a si souvent exposé sa vie pour
les Bourbons, M. d'Andigné de Mayneuf
partage ses opinions, et il en a donné la
preuve à la chambre de 1815, en parlant avec
force pour les malheureux émigrés; il avait
été réélu même après l'ordonnance du 5 sep-
tembre, d'où l'on peut conclure qu'il a dans
le département de Maine-et-Loire une in-
fluence que rien ne peut balancer.

ANDRAULT (DE MELLE).

(Deux-Sèvres, Niort.)

CÔTÉ GAUCHE, DEUXIÈME SECTION.

Ce député nouvellement élu jouit d'une

fortune considérable. Il a été porté par les libéraux.

ANGLÈS (LE COMTE).

(Hautes-Alpes, Gap.)

CÔTÉ DROIT.

Maire d'une petite commune près Grenoble, il est député depuis 1815, et toujours président d'âge. A l'époque de la première restauration, il opina pour que l'on restituât aux émigrés leurs biens non vendus, « seul moyen, disait-il, d'éteindre les haines » et de cicatriser les plaies de l'état. » M. Anglès votera toujours avec les amis de la religion, du trône et des lois. Il est père du préfet de police comte Anglès.

ANGOSSE (LE BARON ARMAND B').

(Basses-Pyrénées, Pau.)

CÔTÉ DROIT.

Il ne monte jamais à la tribune, mais il a

(13)

des idées saines, l'esprit juste, et vote toujours
avec les amis de la monarchie.

ARNAUD DE PUYMOSSON (LE CHEVALIER).

(Basses-Alpes , Digne.)

CÔTÉ DROIT.

Procureur - général près la cour royale
d'Aix : il a eu le tort de ne pas donner sa dé-
mission pendant les cent jours : mais il a
voté pour l'amendement Boin, qui nous a
valu de si bonnes élections. Je le place donc
du côté droit.

ASTOIN.

(Aude , Carcassonne.)

CÔTE GAUCHE, DEUXIÈME SECTION.

Avocat, jouissant de quelque réputation à
Carcassonne. Il a été porté par les libéraux,
et votera avec eux,

AUBERGEON (D').

(Aude , Carcassonne.)

CÔTE DROIT.

Un des plus riches propriétaires du département de l'Aude ; ses biens sont situés près de Limoux ; sa piété profonde et l'extrême rigidité de ses principes donnent à son extérieur quelque chose de froid et de solennel qui impose au premier abord ; mais on ne tarde pas à s'apercevoir que ces formes austères cachent une bonté parfaite , une bienfaisance inépuisable et toutes les vertus privées. M. d'Aubergeon est un de ces royalistes sans conditions , qui soutiendra les droits du trône avec une fidélité inviolable , et s'il le faut même avec une *fidélité intrépide* (1).

(1) Expressions de M. de Lalot , député de la Marne , dans son discours de remerciement.

AUBIERES (ANDRÉ D').

(Puy-de-Dôme , Clermont.)

CÔTE DROIT.

Député à la chambre de 1815, il avait prouvé par des actions courageuses et des discours excellens son dévouement à la cause royale. Il cessa d'être député après l'ordonnance du 5 septembre, et fut également remplacé en qualité de maire de Clermont; le roi vient de lui rendre cette place à l'instant même où il était réélu député à une grande majorité. Il n'est pas un royaliste qui n'ait vu avec une vraie satisfaction un accord si touchant entre un monarque et des sujets, qui ont paru s'entendre pour honorer le mérite et récompenser le dévouement.

(16)

AUGIER (DE CHEZEAUX).

(Creuse , Guéret.)

CÔTÉ DROIT.

Nommé président du collège électoral du département de la Creuse en 1815 , depuis ce temps il a toujours été député , et toujours du côté droit : il ne monte presque jamais à la tribune mais il saisit une question avec une sagacité remarquable : ses avis sont très-souvent adoptés dans les bureaux.

AUPETIT-DURAND.

(Allier , Moulins.)

CÔTÉ DROIT.

Procureur du roi près le tribunal civil de Montluçon ; il était député à la chambre de 1815 , et il y a fait preuve tout à la fois de

zèle et de talent : il est du petit nombre des hommes qui n'écoutent que la voix de leur conscience et qui se croient engagés par un serment.

AURRAN DE PIERREFEU.

(Var , Draguignan.)

CÔTÉ DROIT.

Il n'a presque jamais pris la parole que pour défendre les intérêts de son département , et quoique ses efforts aient été souvent infructueux , ses compatriotes lui ont su gré de son infatigable persévérance.

AVOYNE-DE-CHANTEREINE.

(Manche , Saint-Lô.)

CÔTÉ DROIT.

Ce magistrat distingué a toujours appuyé , depuis 1814, de ses talens et de son éloquence , la cause de la légitimité. Il a parlé dans

plusieurs occasions importantes ; une entre autres l'a fait particulièrement remarquer. C'est lui qui fit le rapport sur la pétition par laquelle quelques étudiants en droit demandaient à être rendus aux leçons de M. Bavoux, l'un de leurs professeurs. M. de Chantereine fit ressortir dans un discours parfaitement écrit toute l'inconvenance d'une pareille demande, et la chambre, adoptant ses conclusions, passa à l'ordre du jour d'après le motif suivant :

« Attendu que les désordres qui ont précédé
» la pétition dont il s'agit ne permettent pas
» à la chambre d'accueillir une réclamation
» formée sous de tels auspices, elle passe à
» l'ordre du jour. »

BACHELLERIE.

(Haute-Vienne, Limoges.)

CÔTE GAUCHE, DEUXIÈME SECTION.

Conseiller à la cour royale de Limoges. Il est surprenant qu'un homme de son âge, qu'un magistrat ait adopté la bannière du libéralisme ; espérons que l'exemple de ses collègues et une majorité aussi respectable qu'imposante en feront bientôt un déserteur.

BALISSON-DE-MORTAIN.

(Manche, Saint-Lô.)

CÔTÉ DROIT.

Ce riche propriétaire a été présenté et porté vivement par les électeurs royalistes de l'arrondissement de Mortain, dont il fait partie. Les preuves qu'ils ont données de son courage, de son excellent esprit et de sa

franchise, lui ont valu une grande majorité.

BARBARY DE (D'ANGLADE).

(Dordogne, Périgueux.)

CÔTÉ GAUCHE, DEUXIÈME SECTION.

Les procès-verbaux de la chambre, et les journaux qui rendent compte des séances, n'ont jamais rapporté aucun discours de lui ; on sait seulement qu'il vote avec le côté gauche.

BARBIER.

(Loire-Inférieure, Nantes.)

CÔTÉ DROIT.

C'est un homme qui saisit une question avec la plus grande facilité, qui l'examine sous toutes ses faces, et qui sait parfaitement les inconvénients qu'elle offre et les avantages qu'elle pré-

(21)

sente, seulement il manque d'habitude pour exprimer son opinion à la tribune, et il n'y monte jamais : on ne sait donc pas comment il parle, mais on sait comment il vote, et je puis certifier que ce n'est pas avec le côté gauche.

BARBAIRON (LE COMTE),

(Lot, Cahors.)

Il est mort à Châtellerault le 5 décembre 1820. La députation du Lot est à compléter.

BARTHE LA BASTIDE.

(Aude, Carcassonne.)

CÔTÉ DROIT.

Membre du conseil général de l'Aude, il est député depuis 1816, et n'a jamais dévié un instant de la ligne des vrais principes ; ami de M. de Villèle, de M. de Corbières, etc., M. Barthe la

Bastide a souvent parlé et toujours voté pour tout ce qui pouvait consolider le trône des Bourbons : il a des connaissances étendues et variées ; il s'entend surtout très-bien en finances.

BASTERRECHE.

(Basses-Pyrénées , Pau.)

CÔTE GAUCHE , PREMIÈRE SECTION.

Frère d'un banquier connu par son opulence, et possédant lui-même une fortune considérable : il a été très-long-temps sans prendre la parole ; mais il est devenu tout à coup un des orateurs les plus véhéments du côté gauche.

(.23.)

BAYET.

(Puy-de-Dôme, Clermont.)

CÔTÉ DROIT.

Président du tribunal d'Issoire ; il sait mieux qu'un autre, en qualité de magistrat, qu'il faut respecter les prérogatives royales, et c'est d'après son avis que la chambre a refusé de prendre en considération une proposition par laquelle M. Brun de Villeret demandait qu'on sollicitât du gouvernement un projet de loi contenant un code rural.

BAZIRE.

(Calvados, Caen.)

CÔTÉ DROIT.

L'avocat le plus distingué de la ville de Caen ; il manie parfaitement le sarcasme, et c'est avec

cette arme dangereuse qu'il a souvent combattu et vaincu les libéraux : il a fait preuve de courage pendant les cent jours, et son royalisme ardent et soutenu lui a valu les suffrages de ses concitoyens : il parlera souvent à la chambre et ce sera un excellent auxiliaire de M. Cornet d'Incourt.

BEAUREPAIRE (MARQUIS DE).

(Saône-et-Loire, Mâcon.)

CÔTÉ DROIT.

Il vient d'être réélu par le département de Saône-et-Loire, qui n'a pas cru pouvoir confier ses intérêts à un homme qui fût tout à la fois plus instruit, plus ferme et plus dévoué.

BEAUSEJOUR.

(Charente-Inférieure , la Rochelle.)

CÔTÉ GAUCHE , PREMIÈRE SECTION.

Il n'est député que depuis un an. Placé à côté de MM. Lafitte , Chauvelin , etc. , il ne parle guère que sur la rédaction du procès-verbal. M. Beauséjour ayant été à Bordeaux il y a quelques mois, et sa présence dans cette ville ayant servi de signal ou de prétexte à une sorte d'agitation, il en est résulté une correspondance entre le maire de la ville et le député de la Charente.

BEAUSSET (LE MARQUIS DE).

(Bouches-du-Rhône , Marseille.)

CÔTE DROIT.

Il était député à la chambre de 1815, où il a constamment voté avec la majorité : il a une grande fixité dans les idées, un jugement sain et un esprit orné ; il réfléchit long-temps sur les résolutions à prendre, mais il ne revient jamais sur celles qu'il a prises.

BÉCHADE-DIDIER.

(Gironde , Bordeaux.)

CÔTÉ DROIT.

Président du tribunal de commerce et membre du conseil municipal de Bordeaux ; il appartient à une ancienne famille, et il a embrassé de bonne heure la carrière du commerce ; l'espèce d'incertitude qu'il a dans

l'esprit n'a jamais atteint ses opinions ; les principes conservateurs de la société ont toujours été gravés dans son âme , et ont constamment servi de règle à sa conduite ; les deux premières vertus du négociant, l'honneur et la loyauté, ont été en tout temps la base de son caractère ; aimé et estimé de tous ses compatriotes, M. Didier-Béchade était bien digne de la marque de confiance qu'il en a reçue.

BECQUEY.

(Haute-Marne, Chaumont.)

CÔTÉ DROIT.

Il faut rendre justice à M. Becquey ; membre de l'assemblée de 1792, du corps-législatif de 1805 et de la chambre de 1815, il a constamment combattu les partisans de la révolution. Depuis le retour du Roi auquel

il a travaillé secrètement, il a été nommé conseiller d'état au département de l'intérieur, et il occupe aujourd'hui celle de directeur-général des ponts-et-chaussées, et des mines.

BEDOCH.

(Corrèze, Tulle.)

CÔTÉ GAUCHE, DEUXIÈME SECTION.

Ancien procureur général à Tulle; il fut de la chambre de 1814: quand Buonaparte revint de l'île d'Elbe, il fut nommé conseiller d'état, et vint siéger à la chambre des représentans; il parlait sur toutes les questions, sur les finances, sur les douanes, sur la guerre, etc. Il a ce qu'on appelle de la faconde, mais aucun de ces mouvemens oratoires qui électrisent les assemblées. A la fin de juin 1815, il fut envoyé au-devant des souverains étran-

gers pour sonder leurs intentions, J'étais à la séance où il rendit compte de sa mission : il annonça que le général Blucher protégerait les délibérations des représentans; mais il était mal informé : le lendemain la salle fut fermée.

M. Bedoch est resté plusieurs années dans l'inaction, et il a été nommé de nouveau député en 1819; il a très-peu parlé, et il a constamment voté avec MM. Manuel, Bignon, etc., etc., etc.

BELLART (LE CHEVALIER).

(Seine, Paris.)

côté droit.

Ancien avocat, connu par un grand nombre de triomphes judiciaires. Il offrit de défendre Louis XVI, et signa plus tard, conjointement avec M. Bonnet, un mémoire

en faveur du général Moreau. M. Bellart s'immortalisa dans le fameux procès de mademoiselle de Cicé, par un des plus beaux plaidoyers dont le barreau moderne puisse s'honorer. Nommé procureur-général à la cour royale de Paris, il remplit les fonctions du ministère public dans l'affaire du maréchal Ney. Il porta plusieurs fois la parole à la chambre des députés, et prouva qu'on peut être bon avocat et bon orateur. Le discours qu'il prononça en 1817, pour démontrer que tous les malheurs de la France devaient être attribués à la licence de la presse, est un chef-d'œuvre de raison, de goût, de force et de logique. Le talent de discussion et d'éloquence oratoire ne peut pas aller plus loin ; ses réquisitoires sont en général remplis d'idées nobles et d'une grande énergie ; rien n'est plus touchant que le discours qu'il a prononcé le 11 décem-

bre 1820, en faisant entériner les lettres de grâce en faveur de Gravier et Bouton.

« Messieurs, a-t-il dit, voici encore une
» des vengeances des Bourbons : un crime
» de plus a été commis contre eux ; un
» crime de plus a été pardonné. On dirait
» que leur longanimité a fait à la perversité
» du siècle le défi héroïque de voir qui
» l'emporterait à la fin de ses efforts impies
» ou de leur clémence.

» C'en est assez pour les âmes vulgaires
» du désintéressement et de la justice : pour
» eux, ils ont soif de mansuétude et de
» générosité.

» Hélas ! nous ne le savons que trop ;
» sous la hache des bourreaux, naguère les
» chefs de cette auguste race n'ont su que
» prier pour leurs assassins ; et leurs testamens,
» sans même permettre à la faiblesse de la
» nature une plainte un peu amère sur des

» infortunes inouïes, sont devenus des sublimes
» leçons d'abnégation de soi-même, et d'une
» charité surhumaine.

» Leçons divines ! vous avez été recueillies.
» Un prince, les délices et l'espoir des
» Français, est frappé par un fanatique. Le
» fils de Saint-Louis s'oublie ; il oublie tout
» ce bonheur temporel qui lui est ravi à
» la fleur de l'âge, pour ne s'occuper que
» du soin de conserver la vie de l'homme
» dont le bras parricide vient de trancher
» sa vie.

» Sa digne et magnanime veuve, est à
» son tour poursuivie par un nouvel attentat,
» par un attentat d'autant plus irrémissible
» selon toute les lois de la terre, qu'il s'at-
» taquait à la fois et au trône et à la société
» entière dont il voulait détruire les plus
» chers intérêts.

» Les lois et la justice avaient prononcé.

» Et quelle voix en France, fût-ce celle
» du souverain lui-même, en une occasion
» pareille, eût voulu s'élever spontanément
» contre la décision de la justice et des
» lois ?

» Cette voix s'est trouvée, Messieurs,
» c'est celle de la royale victime elle-même,
» c'est celle d'UNE BOURBON ; c'est celle de
» son A. R. madame la duchesse de Berri !

» Voici comment, dans une lettre que
» l'histoire placera à côté des testamens de
» Louis XVI et de Marie-Antoinette, dans
» une lettre qu'il faut consigner aux ar-
» chives de cette première cour de justice
» de France, pour expliquer à la pos-
» térité comment la peine due manque à
» un tel crime, la fille, la femme et la
» mère d'un Bourbon, a su faire violence
» aux devoirs du monarque, pour lui arra-
» cher un pardon que l'impuissance de résister

» à une si auguste sollicitation peut seule
» rendre compréhensible.

» De telles grâces, Messieurs, sont trop
» au-dessus de la faiblesse humaine pour
» qu'elle prenne la liberté de les juger par
» des sentimens ordinaires. Les saints seuls
» peuvent les accorder : que ce soient du
» moins des hommes qui les reçoivent ; et
» puissent ceux qui, tellement hors de toute
» espérance, en sont devenus les objets ,
» comprendre, et prouver par leurs remords
» qu'ils comprennent qu'il n'y a qu'une
» seule race au monde qui puisse s'élever à
» une telle hauteur de miséricorde, et qu'il
» n'y a que des monstres qui, contre elle ,
» puissent s'armer de nouveau de ses propres
» bienfaits. »

S'il est vrai, comme l'assure le rédacteur
d'un de nos meilleurs journaux, que ce dis-
cours si touchant ait inspiré des remords

aux deux coupables, M. Bellart a fait plus qu'un beau réquisitoire, il a fait une grande et belle action !

BENOIST.

(Maine-et-Loire , Angers.)

CÔTE DROIT.

Il a occupé sous l'ancien gouvernement une place très-importante au ministère de l'intérieur ; mais ayant en 1814 prêté serment de fidélité au roi, il s'en souvint au 20 mars, abandonna sa place, et resta pendant tout l'inter règne étranger aux affaires publiques. Nommé député à la chambre de 1815, il y occupa un rang distingué, et se fit remarquer par la sagesse de ses vues et la finesse de ses observations. M. Benoist a un genre d'éloquence familière qui lui est propre ; il parle toujours d'abondance et discute avec une logique parfaite, mais sans emphase et

sans apparat, comme s'il causait dans un salon avec ses collègues. Il avait perdu en 1817 sa place de conseiller d'état, le Roi vient de la lui rendre à la grande satisfaction des royalistes.

BERBIS (LE CHEVALIER DE)

(Côte-d'Or, Dijon.)

CÔTÉ DROIT.

Homme de cœur et homme d'esprit, prêt à défendre l'épée à la main la cause pour laquelle il parle avec autant d'esprit que de goût.

BERNIS (LE COMTE RENÉ DE).

(Lozère , Mende.)

CÔTÉ DROIT.

Il a fait preuve depuis la restauration d'un dévouement et d'un courage au-dessus de tout éloge. Officier supérieur des gardes de S. A. R. MONSIEUR, il eut l'honneur d'accompagner ce prince à Lyon, au mois de mars 1815 : revenu avec lui à Paris, il en partit quelques jours après lorsque le Roi sortit de France, et ne quitta S. M. qu'à Neuve-Eglise, après le licenciement ; M. de Bernis résolut alors de rejoindre Mgr. le duc d'Angoulême à Nîmes, mais quelque diligence qu'il pût faire, il n'arriva qu'au moment où ce prince venait de signer le traité de la Pallud (1) ; M. de Bernis,

(1) Lors du traité de la Pallud, Mgr. le duc

qui était déjà décidé à suivre S. A. R. en Espagne, voulut avant connaître la situation du département de la Lozère , et se rendit dans ses propriétés. Le nouveau préfet lui enjoignit de prêter un serment à Buonaparte, et lui écrivit la lettre suivante dont voici la copie exacte :

d'Angoulême eût pu sauver sa personne en abandonnant son armée , mais il aima mieux se livrer pour obtenir que ses soldats licenciés rentrassent dans leurs foyers sans éprouver de mauvais traitemens. Un général qui gagne une bataille doit souvent sa victoire à la bravoure de ses soldats et à la fortune , mais un prince qui se dévoue pour son armée ne partage avec personne ce qu'une telle action a de sublime. (*Mémoires de M. de Bernis.*)

PRÉFECTURE

DE LA LOZÈRE.

Mende, le 5 mai 1815.

DIVISION.

LE PRÉFET DU DÉPARTEMENT
DE LA LOZÈRE.

Objet de la lettre.

On l'invite à trans-
mettre au préfet
son serment prêt-
é dans les termes
prescrits par les sé-
natus consulte du
28 floréal an 12.

A M. René-Pierre DE BERNIS ,
ex - lieutenant honoraire des
gardes du corps de *Monsieur*,
à Salgas.

MONSIEUR ,

« Un décret impérial du 25 mars dernier
» impose à tous ceux qui ont fait partie de la
» maison militaire ou civile de Louis Stanislas
» Xavier, comte de Lille, ou de celles des princes
» de sa famille, l'obligation de prêter le serment
» voulu par les lois. Comme vous êtes dans le
» cas de l'application de cette disposition du
» décret, je suis persuadé que vous vous em-
» presserez de remplir une obligation qui est
» gravée dans l'âme de tout *honnête homme* ,

» et à laquelle il n'est aucun Français qui puisse
» se croire dispensé de se soumettre , sans se
» déclarer soi-même étranger.

» Le serment que vous avez à prêter doit être
» conçu en ces termes ; « Je jure obéissance aux
» constitutions de l'empire , et fidélité à l'em-
» pereur. » Veuillez bien me l'adresser par
» écrit en double expédition, dans les vingt-
» quatre heures de la réception de la présente.

Recevez, etc., etc.

(*Suit la signature.*)

M. de Bernis ne répondit pas , refusa le serment , et partit pour Cette , où il s'embarqua ; arrivé en Espagne , il y reçut les pouvoirs de S. A. R. Mgr. le duc d'Angoulême , et l'ordre de retourner dans le Midi avec le titre de *commissaire extraordinaire du roi* : M. de Bernis ne tarda pas à

faire flotter le drapeau blanc dans plusieurs villes importantes , telle que Beaucaire , Aiguesmortes , etc. etc. Nîmes seule persistait dans la rébellion. En vain M. le commissaire extraordinaire écrivit le 9 juillet la lettre la plus pressante au conseil municipal , il n'obtint rien ; et le 12 juillet , lorsque Louis XVIII était déjà rentré dans Paris , Napoléon II fut proclamé dans Nîmes. Il est vrai que la joie des fédérés fut courte , car cinq jours après l'autorité légitime fut rétablie. M. de Bernis ayant reçu plus tard une ordonnance du roi qui révoquait les pouvoirs de tous les commissaires extraordinaires , cessa ses fonctions et se retira dans ses terres ; là il fut attaqué par plusieurs écrivains révolutionnaires , et sans s'abaisser à leur répondre , il fit imprimer un ouvrage fort intéressant intitulé : *Précis de ce qui s'est passé en 1815 dans les départemens*

du Gard et de la Lozère (1). Il vient d'être nommé député de ce dernier département, qui lui a décerné ainsi la récompense la plus flatteuse qu'il pût recevoir de ses honorables efforts et de son dévouement au Roi.

BERSET (DE).

(Mayenne, Laval.)

CÔTÉ DROIT.

Conseiller de préfecture pendant les années 1815, 1816 et 1817, il possède tout à la fois l'esprit du monde et l'esprit des affaires; bon Français, et par conséquent bon royaliste, il a été dans les temps les plus difficiles, pendant les cent jours, et depuis l'occupation des alliés, d'une utilité réelle à son département, qui a voulu lui témoigner sa reconnaissance en lui confiant de nouveau ses intérêts.

(1) C'est cet ouvrage que j'ai cité plus haut.

BERTIN-DEVEAUX.

(Seine-et-Oise , Versailles.)

CÔTÉ DROIT.

Il appartient à une famille honorable, et il a fait de brillantes études : surpris par la révolution presque en sortant du collège il en a toujours abhorré les principes et les a combattus à outrance ; nommé en 1812 président du tribunal de commerce de Paris , il a rempli ces fonctions avec une rare habileté : la restauration lui a causé une joie égale à l'horreur qu'il avait pour la révolution ; il fut appelé en 1816 à la place de secrétaire général du ministère de la police , mais il avait des opinions trop prononcées pour la conserver long-temps. Il a écrit depuis sa retraite dans le journal des Débats dont il est le propriétaire ; à l'époque du 13 février il y a inséré des articles qui ont fait une grande sen-

sation ; c'étaient plus que des articles , c'étaient des morceaux d'histoire ; on les attribuait à M. de Bonald , à M. de la Mennais , à M. de Châteaubriand , etc., etc., et j'ai la preuve qu'ils étaient de M. Bertin-Devaux. Le grand collège du département de Seine-et-Oise a fait un excellent choix : M. Devaux réunit tout ce qu'on peut désirer dans un député : un esprit distingué, un jugement sain, une grande connaissance des hommes , une élocution facile, une logique pressante, un dévouement à toute épreuve. Un poète royaliste, enchanté de sa nomination, a improvisé pour lui les vers suivans :

Nous avons gagné la bataille ,
 On t'a nommé : vive le Roi !
 Un royaliste comme toi
 Devait représenter Versaille,

BESLAY.

(Côtes-du-Nord, Saint-Brieux.)

CÔTÉ GAUCHE, DEUXIÈME SECTION.

Négociant, représentant des cent jours, et depuis membre de la chambre des députés, il avait voté silencieusement avec le côté gauche, jusqu'au moment où la commission des comptes le chargea dans la dernière session de la partie du rapport concernant les opérations de la commission des subsistances, sous le ministère de M. Lainé. Il saisit cette occasion pour blâmer toutes les mesures prises à cette époque ; M. Lainé lui répondit par improvisation ; il réfuta avec une présence d'esprit admirable tous les raisonnemens de son adversaire, et repoussa des sophismes par des plaisanteries ; l'assemblée trouva entre autres de fort bon goût le trait suivant : M. Beslay parlant d'une opération qui avait

assuré les subsistances de Paris pour six semaines, mais à un prix assez considérable, voulut dans son système de dénigrement prendre une autre proportion, et fit remarquer que la France n'en aurait pas eu pour un jour : « Vous pouviez aller plus loin, lui » répliqua M. Lainé, et dire qu'il n'y en aurait pas eu pour un déjeuner de l'Europe. »

Une plaisanterie pareille peut passer pour une excellente raison, aussi fut-elle accueillie même par le côté gauche.

BETHIZY (LE COMTE CHARLES DE):

(Nord , Lille.)

CÔTÉ DROIT.

L'un des plus braves officiers de l'armée française , et député à la chambre de 1815 où il livra une guerre à mort aux révolutionnaires : c'est à la suite de son discours que le fameux amendement sur les régicides a passé à la presque unanimité : aussi S. A. R. Monsieur dit quelques jours après à M. de Béthizy son père , général octogénaire : « Vous devez être bien » fier d'avoir un tel fils , il parle comme il se » bat. »

Le comte Charles de Béthizy commande une brigade de la garde royale depuis la création de ce corps ; l'infortuné duc de Berry l'honorait d'une amitié particulière , et c'est tout à la fois pour rendre hommage à la mémoire de ce malheureux prince , et pour reconnaître les services rendus à la monarchie

par ce loyal chevalier, que les habitans de Lille l'ont nommé député : il est à remarquer que le comte de Béthizy , quoique très-flatté , sans doute , d'être élu par cette cité fidèle , n'avait pas voulu s'y rendre et ne s'était pas mis sur les rangs : son nom et sa réputation l'ont fait proclamer en dépit de sa modestie.

BEUGNOT (LE COMTE).

(Seine-Inférieure , Rouen.)

CÔTÉ DROIT.

Il serait difficile de calculer le nombre de places , la plupart très-importantes , que M. Beugnot a occupées depuis trente ans. Tour à tour député , conseiller d'état , préfet , directeur général de la police , ministre de la marine , directeur général des postes , etc. , il a porté dans l'exercice de toutes ces fonctions , sinon assez de profondeur et de réflexion , au moins l'esprit le plus aimable et

le plus conciliant ; aussi a-t-il , contre l'usage des ministres en retraite , fort peu d'ennemis. Quoique M. Beugnot ait publié un grand nombre de rapports et de discours très-bien écrits , celui de tous ses ouvrages que je préfère c'est l'inscription aussi remarquable par sa précision que par son élégance , qu'il a composée pour la statue de Henri IV.

*Ludovico reduce
Henricus redivivus.*

BIGNON (LE BARON)

(Haut-Rhin , Colmar.)

✱ CÔTÉ GAUCHE , PREMIÈRE SECTION.

Nommé par le département du Haut-Rhin et par celui de la Vendée , il sera obligé d'opter ; en attendant sa décision , je choisis pour lui Colmar ; je conserverai du moins l'espoir que la terre classique de la monarchie nommera un député royaliste.

(50)

BILLARDET.

(Saône-et-Loire, Mâcon.)

CÔTÉ DROIT.

Maire de la ville d'Autun, chéri et estimé de tous les habitans, qui connaissent la bonté de son cœur et l'inflexibilité de ses principes; il fait bénir l'autorité dont il est le dépositaire, et le regret de son absence, même momentanée, eût été un motif capable d'empêcher sa nomination, si des considérations plus importantes n'avaient pas déterminé le suffrage de ses concitoyens.

BIZEMONT (LE MARQUIS DE).

(Seine-et-Oise, Versailles.)

CÔTÉ DROIT.

L'un des administrateurs les plus distingués et les plus utiles du département de Seine-et-

Oise, parce qu'il joint à des notions de sage théorie l'expérience des choses positives : M. de Bizemont en a donné des preuves, comme maire, comme membre du conseil-général et comme député zélé pour le bien public. La confiance dont il est environné a été si puissante qu'en 1816 on l'a nommé député en son absence.

BLANQUART DE BAILLEUL (BARON DE).

(Pas-de-Calais, Arras.)

CÔTÉ DROIT.

Il était avocat à Boulogne-sur-Mer, sa ville natale, lorsqu'il fut nommé au corps législatif en 1801 ; lors des événemens du 20 mars, il montra le plus grand dévouement. J'étais à la séance où l'on apprit le fatal débarquement, et je me rappelle la profonde impression que fit M. Blanquart de Bailleul, en déclarant solennellement *que jamais il ne rentrerait sous le joug de Buonaparte*, et en

demandant que tous ceux qui partiraient pour le combattre conservassent leurs emplois : l'assemblée entière se leva avec le plus grand enthousiasme.

M. Blanquart de Bailleul a été nommé député en 1815, il l'est encore aujourd'hui, et dans les intervalles des sessions, il remplit d'une manière distinguée les fonctions de procureur-général à Douai.

BLONDEL-D'AUBERS.

(Pas-de-Calais, Arras.)

CÔTÉ DROIT.

Ancien conseiller au parlement de Paris, aujourd'hui membre de la cour de cassation et premier conseiller de la maison de S. A. R. Monsieur; il était député à la chambre de 1815, et jamais il n'y a parlé que dans l'intérêt de la monarchie : M. Blondel d'Aubers a une grande habitude du monde, un sentiment

parfait des convenances , et beaucoup de sens et d'esprit ; quant à ses opinions, ce n'est pas un de ces prétendus royalistes qui , séparant le roi de sa famille , ne veulent qu'une légitimité viagère ; c'est un homme éminemment monarchique , qui voit tout à la fois dans la royauté le bonheur du présent et la sécurité de l'avenir, et qui ne dit jamais *vive le Roi* sans ajouter *vivent les Bourbons*.

BODIN.

(*Maine-et-Loire ; Angers.*)

CÔTÉ GAUCHE.

Auteur d'un ouvrage intitulé : *Recherches historiques sur les antiquités de Saumur*. Il était en 1814 receveur d'arrondissement, et il a perdu sa place après la seconde restauration.

BOGNE DE FAYE.

(Nièvre , Nevers.)

CÔTÉ GAUCHE , PREMIÈRE SECTION.

Ce député était avec M. le prince de Talleyrand, en 1815, au congrès de Vienne; il revint à Paris au 20 mars. Il perdit ses emplois après le second retour du roi; il est député depuis 1817.

BOIN.

(Cher , Bourges.)

CÔTÉ DROIT.

Célèbre par l'amendement de la loi des élections qui est devenu la loi elle-même; la chambre délibérait depuis trois semaines au milieu des vociférations séditieuses des prétendus amis de la Charte; il n'y avait pour le projet des ministres qu'une majorité presque

imperceptible, lorsque M. Boin proposa l'amendement suivant, qui concilia toutes les opinions: « Les collèges des départemens sont » composés du quart des électeurs les plus » imposés, ayant leur domicile politique dans » le département; ils nommeront d'ici à la » session prochaine cent soixante-douze députés, conformément au tableau qui sera » annexé à l'ordonnance de convocation, et » sera ratifié par la loi. Les collèges électoraux » d'arrondissemens sont composés de tous les » électeurs désignés par la loi du 5 février, » et nommeront deux cent cinquante-huit » députés. Le territoire de ces collèges sera » déterminé sur l'avis des conseils généraux du » département, par des ordonnances du roi »

Cet amendement passa à une très-grande majorité, et l'on connaît les admirables élections qu'il vient de produire; gloire soit donc rendue à M. Boin. Les royalistes espèrent qu'il est fixé pour toujours sur les bancs du côté

droit; ou ne saurait se repentir du bien qu'on a fait.

BOISCLAIREAUX.

(Sarthe, Mans.)

CÔTÉ DROIT.

Digne collègue de M. le baron de la Bouillerie et de M. Piet, il siégera près d'eux et votera dans le même sens. M. de Bois-claireaux a été commandant de la garde nationale de Versailles, et il a laissé dans cette ville les plus honorables souvenirs.

BOISGELIN (LE COMTE ALEXANDRE DE).

(Ille-et-Vilaine, Rennes.)

CÔTÉ DROIT.

Chef de la dixième légion de la garde nationale en 1814 , cessa tout service dans l'interrègne ; c'est lui qui ferma , le 7 juillet 1815, veille de l'entrée du roi à Paris, les grilles du palais Bourbon, et empêcha MM. Dumolard, Dupont de l'Eure, etc. etc., de pénétrer. Le jour où il fut nommé député, il écrivit aux gardes nationaux de la sixième légion une lettre très-affectueuse dans laquelle il leur attribuait l'honneur qu'il venait de recevoir.

M. de Boisgelin est sincèrement attaché à la légitimité et aux institutions monarchiques.

BONALD (VICOMTE DE).

(Aveyron , Rodéz.)

CÔTÉ DROIT.

Un des hommes de France qui ont le plus d'élevation dans les idées; membre de la Chambre de 1815, il n'a jamais cessé de combattre les doctrines pernicieuses des ennemis du trône; toutes les opinions qu'il a émises, tous les discours qu'il a prononcés ont un cachet particulier de goût et de finesse : il a fait dans le *Conservateur* quelques articles d'une grande supériorité ; on n'oubliera jamais ce mouvement admirable d'éloquence sur les derniers momens de S. A. R. Monseigneur le duc de Berry : l'écrivain s'adresse aux révolutionnaires, et leur dit : « Venez voir comment savent » mourir ceux que vous ne voulez pas laisser » vivre. » Les libéraux lui ont reproché vingt fois et lui reprochent tous les jours d'avoir

dit à la tribune qu'il y avait des Suisses plus Français que certaines personnes nées en France ; ceux qui critiquent cette phrase font semblant de ne pas la comprendre ; elle a pourtant un sens bien clair et bien précis ; M. de Bonald a voulu dire que les Suisses , qui ont combattu pour Louis XVI, le 10 août, sont plus français que les misérables auteurs de cette journée, et que les factieux qui en font l'apologie. Je ne crois pas qu'il y ait de proposition au monde plus incontestable et surtout *plus française*.

BONDY (COMTE DE).

(Indre , Châteauroux.)

CÔTÉ GAUCHE.

J'aurais trop de plaisir à le voir dans les rangs des royalistes, pour ne pas m'empres-
 ser de convenir qu'il a prononcé, à l'é-
 poque de l'horrible attentat du 13 février, un

discours rempli des plus nobles et des plus honorables sentimens.

BONNET.

(Seine, Paris.)

CÔTÉ DROIT.

Bâtonnier de l'ordre des avocats, il passe pour un des orateurs les plus distingués du barreau; il a surtout un talent particulier pour la réplique, et manie avec beaucoup de grâce l'arme de la plaisanterie: ennemi constant des révolutionnaires qu'il a souvent attaqués dans des écrits ou des mémoires, il a plaidé plusieurs fois pour des proscrits, et je me rappelle encore l'impression que produisit sur moi le beau plaidoyer qu'il prononça pour le général Moreau dans cette mémorable affaire où les accusés avaient l'air plus tranquille que les juges (1). La péroration me

(1) On sent que je ne parle ici qu'en général,

parut surtout du plus grand effet , et je ne puis résister au plaisir de citer ici ce morceau rempli de chaleur et de mouvement.

« Permettez , messieurs , que je me livre
» à une hypothèse propre peut-être à donner
» un nouveau jour à la justification de l'illus-
» tre accusé que vous avez à juger.

» Je suppose qu'étranger à la profession
» que j'exerce , aux fonctions du ministère
» que je remplis , et immédiatement après
» ce 18 brumaire , qui nous a rendu l'ordre ,
» le bonheur et la sécurité , j'aie entrepris
» un voyage de plusieurs années. Loin de
» la France , j'ai entendu sans cesse parler

et qu'il y a des exceptions à faire ; comment ne pas admirer , par exemple , le caractère héroïque de M. Clavier , l'un des juges , à qui l'on dit dans la salle du conseil « : Il n'y a aucun danger à
» condamner Moreau , le premier consul l'absou-
» dra. — Oui , répliqua-t-il avec noblesse , mais
» qui nous absoudra , nous ? »

» du dévouement, des actions éclatantes du
» vainqueur d'Hohenlinden. Rempli d'impas-
» sion de revoir mon heureuse patrie, je
» touche enfin son sol désiré.

» Mais qu'éviens-je d'apprendre ? Moreau
» est arrêté, Moreau est accusé d'un délit.

» J'ignore...., je tremble.

» Ses défenseurs et ses juges sont là : alarmé
» sur son sort, je demande quelles sont les
» preuves contre lui. Existe-t-il des écrits de
» sa main ? on me répond qu'il en existe deux,
» mais que ces écrits peignent son âme, ex-
» priment son caractère et sont tout entiers
» à sa justification.

» Je m'informe s'il existe des pièces de
» conviction ; mes yeux cherchent à les dé-
» couvrir. Je vois des pièces qui appartiennent
» au procès, aucune n'est représentée contre
» le général Moreau ; toutes lui sont étran-
» gères.

» Mais où sont les témoins ? On m'apprend
» qu'il y en a cent quarante-huit. Que vont-ils
» déclarer ? je frémis d'abord , mais l'instruction me rassure. De cent quarante-huit témoins , pas un seul n'a rien dit sur le général
» Moreau.

» Reprenant alors le courage et l'espérance,
» je demande quelles sont enfin les preuves
» contre lui. On me dit qu'il est accusé d'avoir
» eu un rendez-vous sur le boulevard de la
» Madeleine. Eh bien ce rendez-vous , qu'a-t-il produit ? quel en a été l'effet ? quel est
» le crime ? — On me répond qu'il n'est pas
» bien prouvé d'abord que le rendez-vous ait
» eu lieu , que cela est dénié par le général
» Moreau ; qu'il en est parlé par l'un des
» accusés seulement , qui , au surplus , ne l'affirme pas positivement. — Mais enfin , vrai
» ou faux , qu'a produit ce rendez-vous ? que
» s'y est-il passé ? — Il n'aurait rien produit,

» me dit-on , il ne s'y serait rien passé ; de
» l'aveu de tout le monde , on s'est séparé sur-
» le-champ : ceux mêmes qui en parlent l'ont
» déclaré ainsi.

» Alors , je demande où sont les autres
» preuves ; je vois bien que celles-là ne peu-
» vent fixer l'attention d'un homme raison-
» nable.

» On me dit qu'il est accusé d'avoir tenu
» un propos.

» D'avoir tenu un propos ! mais de quoi
» est-il question au procès ? Il me semble qu'il
» s'agit d'une conspiration alléguée par le
» vengeur public, présentée par lui , sur la-
» quelle il requiert des peines. Le général Mo-
» reau est-il complice de cette conspiration ?

» Non, me réplique-t-on , il est reconnu ,
» au procès , que le général Moreau a refusé
» absolument de prendre part à cette cons-

» piration. — Eh bien, de quoi donc est ac-
» cusé le général Moreau ? sur quoi veut-on
» faire porter une condamnation ?

» Le voici. Un individu dit lui avoir pro-
» posé d'entrer dans cette conspiration ; il a
» ajouté qu'il a été repoussé sur cette propo-
» sition ; mais on annonce qu'incidemment,
» à son refus, le général Moreau, dans la con-
» versation, et tout à coup, a proposé une
» autre conspiration ayant un autre but ; qu'il
» a dit que si on voulait entrer dans son parti,
» agir dans un autre sens, *il avait un fort*
» *parti dans le sénat, et qu'il ferait ce que*
» *l'opinion dicterait.*

» — Moreau a parlé ainsi, à qui ? — à un
» coaccusé, à l'un de ceux qui sont impliqués
» le plus fortement dans l'accusation.

» — Eh, mais ! sont-ce là toutes les preu-
» ves ? N'y a-t-il aucun autre témoin ? n'a-
» t-on pas d'autres pièces ?

» Non, il n'y a que cet accusé qui ait chargé
 » le général Moreau ; au reste , celui-ci dénie
 » hautement le propos ; il le dénie avec l'ac-
 » cent du cœur de l'honnête homme ; il sou-
 » tient que c'est une atrocité. Il en déclare les
 » motifs, il le démontre. Il dénie et il est seul ;
 » mais l'autre allègue et il est seul aussi.

» Eh ! quoi, m'écriai-je , après avoir ré-
 » cueilli quelques autres détails , ne voyez-
 » vous pas dans quelles circonstances celui-là
 » a chargé le général ? C'est lorsqu'on lui a
 » déclaré que s'il se taisait il serait regardé,
 » non comme confident, mais comme com-
 » plice. Quelle force , en une telle circon-
 » stance , peut avoir l'allégation d'un seul co-
 » accusé.

» Mais dites-moi enfin quelles sont les autres
 » preuves ? — Vous savez tout, il n'y en a
 » pas d'autres. — Eh ! que peut donc craindre
 » le général Moreau ? — Le général Moreau

» n'a point de crainte, il ne connaît pas ce
» sentiment-là ; mais la France entière tremble
» qu'il ne soit trouvé coupable.

» Alors , messieurs , ranimé par ces expli-
» cations et méditant sur les détails de ce
» fameux procès , je me dis à moi-même :

» Le général Moreau a été arrêté , je le con-
» çois ; dans une matière qui intéresse l'Etat ,
» toutes les mesures de sûreté sont permises ,
» et même commandées par la nécessité ;
» c'est un sacrifice que tout citoyen , quelque
» illustre qu'il puisse être , doit faire à la sû-
» reté publique.

» Moreau a été mis en accusation ; certes il
» faut en gémir ; un héros , un défenseur
» dévoué à la patrie dans les fers ! C'est un
» spectacle qui navre les cœurs. Mais dans
» une accusation si grave , qui oserait dire
» qu'il eût fallu , sans éclaircissements et sans
» justification , renvoyer l'accusé sur ce seul

» témoignage de sa gloire et de son caractère ?
» Mais mon cœur et ma conscience me di-
» sent que sa défense lui reste tout entière,
» et qu'il sortira de l'épreuve plus pur et plus
» glorieux que jamais.

» Voilà , messieurs , quels devraient être ,
» je le pense , l'impression , les discours , les
» sentimens de celui qui , sorti de France
» il y a trois ans , y rentrerait aujourd'hui.

» Je n'ai pas besoin de vous dire quelle peut
» être sur tous les esprits l'influence de cette
» explication si naturelle.

» Messieurs , la confiance de mon client est
» entière dans votre justice , vous ne devez
» sûrement voir ici que les preuves , et vous
» n'y verrez que les preuves.
» Vous jugerez le général Moreau comme
» vous jugerez les autres accusés. Chaque me-
» sure sera pesée dans la balance : vous ne
» condamnerez pas en masse ; tout sera vu ,

**examiné; et ceux qui sont innocens doivent
» conserver toute leur sécurité.**

**» Messieurs , votre jugement interviendra
» sur un des procès les plus célèbres que l'his-
» toire puisse transmettre à la postérité; il
» sera digne de l'impartialité qui vous carac-
» térise; il sera digne d'être le premier émané
» de la cour criminelle de la première ville de
» France. Songez-y , messieurs; et certes vous
» y avez déjà songé : votre conscience est là ,
» et c'est elle seule qui peut dicter votre juge-
» ment ; l'univers vous écoute pour l'entendre ,
» et la postérité vous en bénira , parce qu'il
» sera conforme à la justice. »**

**M. Bonnet a été long-temps le collabora-
teur de M. Bellart , et il est toujours resté son
ami ; il partage ses opinions et ses sentimens ;
aussi dévoué que lui à l'auguste dynastie des
Bourbons , il défendra avec le même zèle et
la même ardeur les principes sacrés de la
monarchie légitime.**

BOREL DE BRETIZEL,

(Oise , Beauvais.)

CÔTÉ DROIT.

Il a été nommé conseiller à la cour de cassation après le 18 brumaire , et membre de la chambre des députés en 1817. La délicatesse de sa santé ne lui permet pas de prendre souvent la parole , mais ses avis sont très-utiles dans les discussions des bureaux , et font regretter qu'il ne puisse pas soutenir et exposer lui-même les idées que son expérience lui suggère.

BOSCAL DE REALS.

(Charente-Inférieure, La Rochelle.)

CÔTÉ DROIT.

Il appartient à une famille accoutumée à bien servir son Roi et sa patrie , et il a fait ses preuves lui-même. Maire de la ville de Saintes,

il s'est concilié l'estime générale par la sagesse de son administration , son nobles désintéressement et sa loyauté toute française.

BOUCHER.

(Orne , Alençon.)

CÔTÉ DROIT.

Un des négocians les plus distingués de la ville de Laigle, membre du conseil général et du conseil des manufactures; M. Boucher a obtenu la grande médaille d'or à la dernière exposition; il a facilité dans les cent jours à beaucoup d'officiers le moyen de rejoindre le Roi. Un seul trait suffira pour peindre son dévouement. Ne pouvant dans l'inter règne se rendre à Gand, il y a envoyé ses deux fils.

Il avait pour concurrent M. Saillard, riche banquier de Paris, également recommandable par son attachement à la cause royale.

BOURCIER (LE COMTE).

(Meurthe, Nancy.)

CÔTÉ DROIT.

Parvenu par sa bravoure aux grades les plus élevés, ce général est connu par ses belles actions et ses nombreuses campagnes. Le Roi l'a nommé chevalier de Saint-Louis en 1814 ; il a été élu député en 1816. Les libéraux ont de la peine à s'expliquer, à ce qu'ils assurent, comment un général dont ils exaltent avec raison le courage et les brillans exploits, siège parmi les membres du côté droit. Un moment de réflexion suffira pour les convaincre que rien n'est plus naturel. Qu'ils regardent autour d'eux, ils verront des guerriers plus célèbres encore que le général Bourcier, prêts à verser leur sang pour la légitimité. Les Macdonald, les Victor, les Oudinot leur prouveront que l'on peut joindre aux talens militaires les plus distingués un

royalisme à toute épreuve et un dévouement sans bornes aux Bourbons.

BOURDEAU.

(Haute-Vienne, Limoges.)

CÔTE DROIT.

Procureur - général à Rennes, il a toujours été député depuis 1815 ; il a beaucoup de facilité pour l'improvisation ; son discours sur les abus de la presse est fort de choses , et démontre jusqu'à l'évidence l'inconvénient de faire juger ces sortes de délits par des jurés ; il n'a pas vu aussi juste à l'époque de la proposition si sage de M. le comte Barthélemy, qu'il a combattue par des argumens très - faibles ; au reste , M. Bourdeau n'en est pas moins attaché au Roi et à sa dynastie ; il faut bien que les libéraux en soient persuadés puisque ceux de Brest lui ont donné un *charivari*. M. Bourdeau n'est heureusement pas du nombre de

ces hommes pusillanimes que les vociférations de quelques fous peuvent intimider ; ni ces vaines clameurs, ni même un danger véritable ne pourraient engager ce magistrat à trahir ses sermens et à tromper le vœu de sa conscience.

BOURDONNAYE (LE COMTE DE LA).

(Indre-et-Loire, Tours.) (1)

CÔTE DROIT.

Il a servi long-temps dans l'armée de la Vendée ; Lescure et Charette ont plus d'une fois remarqué sa valeur et son dévouement ; il a été depuis le second retour du roi député à toutes les chambres qui se sont succédé ; ses discours ont presque tous été remarquables par une sorte de rudesse énergique qui donne à son talent une physionomie toute particu-

(1) Cet honorable député a été nommé aussi dans le département de Maine-et-Loire ; il aura l'option.

lière : il a parlé dans toutes les occasions mémorables : la liberté de la presse , l'ordonnance du 24 juillet, l'évasion de M. de la Vallette, le budget , les cours prévôtales, les événemens de Grenoble, lui ont fourni tour à tour des sujets sur lesquels il n'a pas manqué de s'exercer ; plusieurs de ses discours ont produit une vive sensation ; nous citerons un fragment de celui qu'il a prononcé sur le recrutement de l'armée , il pourra donner une idée de sa manière vive et précise.

« Fixer l'avancement de l'armée par une
 » loi, c'est instituer les chambres juges de son
 » exécution ; c'est annoncer à l'armée que
 » son sort ne dépend plus de son chef ; c'est
 » placer la force dans la force ; c'est offrir à
 » tous les mécontents un recours. Si les
 » chambres, par suite de ce principe, ad-
 » mettent des pétitions de l'armée pour
 » juger le mérite et en font l'objet d'une en-
 » quête, la subordination militaire est dé-

» truite, et tous les pouvoirs sont concentrés
 » dans les chambres ; alors ou elles imiteront
 » le sénat de Suède à la mort de Charles XII ;
 » et ne laisseront au Roi qu'une ombre de pou-
 » voir, ou un nouveau Gustave, effrayé de sa
 » position, en sortira en revendiquant des droits
 » arrachés par la force à une puissance usur-
 » pée par la ruse, et dans l'un et l'autre cas
 » il y aura une révolution : le trône ou la
 » liberté périront. »

M. de la Bourdonnaye n'a jamais quitté et
 ne quittera jamais la place qu'il occupe à la
 chambre ; défenseur intrépide des doctrines
 monarchiques, il combattra les factieux à la
 tribune comme il a combattu dans la Vendée
 les républicains ; il sera l'éternel ennemi des
 révolutionnaires et de ces misérables intri-
 gans qui profitent des troubles comme les fri-
 pons des orages, et qui veulent éterniser nos
 malheurs pour éterniser leur puissance.

BOURIENNE (DE).

(Yonne , Auxerre.)

CÔTÉ DROIT.

Il avait été à l'Ecole-Militaire camarade de Buonaparte, qui lui témoigna d'abord beaucoup de confiance, mais qui ne tarda pas à le disgracier pour quelques vérités un peu trop dures. Au mois d'avril 1814, il fut nommé directeur - général des postes par le gouvernement provisoire, et conserva cette place jusqu'à l'arrivée du Roi, qui la confia à M. le comte Ferrand. Le 12 mars 1815, lorsque Bonaparte était déjà à Lyon, le Roi proposa à M. de Bourienne les fonctions de préfet de police, et celui-ci, ne consultant que son désir de se rendre utile à la cause royale, n'hésita pas à les accepter : pendant les sept jours qu'il conserva cette place, il déploya la plus grande énergie et une in-

troyable activité ; tout porte à croire que s'il y avait été nommé au moment où l'on apprit le débarquement de Buonaparte, il n'aurait pas arrivé à Paris : M. de Bourienne suivit le roi à Gand, revint avec lui, fut nommé ministre d'état et ensuite député à la chambre de 1815, où il a eu plus d'une occasion de faire un heureux emploi de ses talens et de ses lumières ; depuis l'ordonnance du 5 septembre il est rentré dans la vie privée, il vient d'être nommé député par le département de l'Yonne, et il saura soutenir tout à la fois les intérêts des ses commettans, les droits du trône, et nos véritables libertés.

BOUTHILLIERS (LE MARQUIS LÉON DE).

(Seine-et-Oise, Versailles.)

CÔTÉ 22037.

Fils du marquis de Bouthilliers, major-général de l'armée de Condé ; à peine âgé de seize ans (en 1790), il se conduisit de la ma-

nière la plus brillante à Nancy, à l'époque de la révolte du régiment de Châteaueux; l'attachement qu'il témoigna dans un âge si tendre à la cause royale ne s'est jamais démenti; il a eu l'honneur de servir sous les ordres de S. A. R. Mgr. le duc d'Enghien, qui lui témoignait une bienveillance particulière. En 1814 il fut nommé préfet du Var, et au mois de mars 1815 il donna au roi des preuves du dévouement le plus intrépide; il leva en toute hâte des corps de volontaires pour s'opposer à l'invasion de Buonaparte; et n'ayant pas pu y parvenir, il se vit menacé de la prison pour avoir fait son devoir, il vécut isolé et caché pendant les cent jours, et fut appelé, au second retour du Roi, à la préfecture de Strasbourg; on n'avait dans cette ville que des motifs de bénir son administration, et les habitants désiraient vivement garder toujours ce magistrat qui leur servait de père, lorsqu'il re-

çut l'avis de son rappel. Il vit depuis plusieurs années dans la retraite; les électeurs de Seine-et-Oise l'en ont arraché, et nous devons leur en savoir gré; puisque M. de Bouthilliers est à même par ses connaissances administratives et militaires de rendre à la France de très-importans services.

BOUVILLE (LE MARQUIS DE).

(Seine-Inférieure, Rouen.)

CÔTÉ DROIT.

Ancien conseiller au parlement de Rouen; il fut nommé, en 1789, député de la noblesse aux états-généraux, et vota constamment avec les Maury, les Cazalès, les Montlozier, les Folleville, et tous les défenseurs du trône: depuis l'acceptation de la constitution de 1791, par l'infortuné Louis XVI, M. de Bouville vécut dans la retraite, et ne reparut sur l'horizon politique qu'à la seconde restau-

ration ; nommé par le département de la Seine-Inférieure , député à la chambre de 1815 , il a soutenu les doctrines monarchiques avec beaucoup de talent ; il est du très-petit nombre des hommes habiles qui voient loin, vite et bien ; des études profondes , une expérience consommée , un esprit vif et pénétrant , un caractère plein d'honneur , tels sont les titres qui ont valu à M. de Bouville la confiance de ses concitoyens , et qui lui vaudront de nouveaux succès à la chambre de 1820.

BRACKENHOFFER.

(Bas-Rhin , Strasbourg.)

CÔTÉ GAUCHE , PREMIÈRE SECTION.

Ancien maire de Strasbourg. Son âge et le défaut d'habitude de la langue française l'empêchent de parler ; mais il est placé à l'extrême gauche et vote avec MM. Manuel , Lafayette , etc., etc., etc.

BRENET.

(Côte-d'Or, Dijon.)

CÔTÉ DROIT.

Célèbre médecin de Dijon, il se montra dès 1789 ennemi de la révolution ; l'exaltation de ses idées et la franchise de ses opinions lui valurent un long emprisonnement, et sans le 9 thermidor il aurait perdu la vie. Député à la chambre de 1815, il s'y fit remarquer par la simplicité de ses manières et la tournure piquante de son esprit : on s'efforçait déjà à cette époque de supposer à cette chambre des intentions qu'elle n'avait pas ; le docteur Brevet, devinant cette tactique, disait avec force : « On cherche à nous ca-
» lomnier, et l'on répand des bruits qu'il
» serait au-dessous de notre dignité de dé-
» mentir, si je ne les retrouvais consignés dans

» des feuilles publiques qui paraissent sous la
 » protection de l'autorité : que veut la cham-
 » bre des députés, elle veut l'affermissement
 » du pouvoir royal, elle ne veut ni révolu-
 » tion, ni révolutionnaires ; et que veulent
 » ceux qui ne marchent pas avec elle ? ils
 » veulent, malgré l'expérience de l'année der-
 » nière, des amalgames pernicieux ; ils veulent
 » mettre en communauté la fidélité et la tra-
 » hison, le vice et la vertu, les révolution-
 » naires et ceux qui les ont combattus de-
 » puis 25 ans ; voilà la fusion qu'ils veulent
 » opérer, l'alchimie morale qu'ils ambi-
 » tionnent. »

Le docteur Brenet arrive à la chambre avec
 les mêmes principes et des vues qui se sont
 encore développées par quatre années de tra-
 vaux et d'expérience. Que ne doit-on pas
 attendre de l'accord si rare d'un beau talent
 et d'un beau caractère.

BRESSAND-DE-RAZE.

(Haute Saône, Vesoul.)

CÔTÉ DROIT.

Ce député a fait ses preuves en 1814. S. A. R. Monsieur étant entré en France par Vesoul, M. Bressand-de-Raze alla lui offrir ses hommages, et lui facilita les moyens de faire reconnaître l'autorité du Roi. Il professe toujours les mêmes sentimens, et il en donnera de nouvelles preuves dans cette session.

BRETON.

(Seine, Paris.)

CÔTÉ DROIT.

Notaire de S. A. R. Monsieur; il est connu par ses bons sentimens, et il en a donné dans les cent jours des preuves périlleuses.

BRICOULT (DE).

(Nord, Lille.)

CÔTÉ DROIT.

Maire de Cateau - Cambresis ; il a manifesté son dévouement au Roi dans plus d'une occasion mémorable ; pendant les cent jours il a donné à beaucoup de bons Français les moyens de rejoindre S. M. à Gand, et il leur a avancé l'argent dont ils pouvaient avoir besoin ; après la seconde chute de Bonaparte il est allé au-devant du Roi, et a grossi son cortège lorsqu'il est entré à Cambrai ; enfin, M. de Bricoult est un de ces royalistes intrépides, capables de faire tous les sacrifices, même celui de la vie, pour le triomphe de la légitimité.

BRIGODE (LE BARON DE).

(Nord , Lille .)

CÔTÉ GAUCHE , DEUXIÈME SECTION .

Né avec de l'esprit et de l'imagination ,
M. de Brigode s'est laissé séduire par les systèmes de MM. Royer-Collard et Camille-Jordan , et il vote avec eux .

BROGLIE (LE PRINCE DE).

(Orne , Alençon .)

CÔTÉ DROIT .

Fils du maréchal de Broglie , si connu par son attachement à la cause de ses rois . Il suivit son père en Allemagne , et servit sous ses ordres comme aide de camp . Attaché depuis à la personne de S. M. Louis XVIII , on peut citer comme un illustre témoignage l'éloge que ce souverain a fait de lui dans une lettre qu'il écrivait au maréchal .

M. le prince de Broglie, rentré en France quelque temps avant la seconde restauration, n'a jamais pris de service sous l'ancien gouvernement; et depuis le retour du roi, il a rempli avec autant de zèle que de dévouement les différentes missions dont il a été chargé en Normandie. Le plus bel éloge qu'on puisse faire de lui, c'est de dire qu'il porte bien le nom de son père.

BBUN DE VILLERET (LE BARON).

(Lozère, Mende.)

CÔTÉ GAUCHE, DEUXIÈME SECTION.

Les libéraux trouvent qu'il n'est pas assez libéral, et les royalistes trouvent qu'il l'est trop.

BUCELLE.

(Hautes-Alpes, Gap.)

CÔTÉ DROIT.

Excellent royaliste , M. Bucelle joint à toute la vivacité du midi la raison que donne l'expérience ; il a fait remarquer pendant les cent jours sa conduite noble et courageuse ; on ne peut lui refuser le titre d'ami des Bourbons ; c'est dans l'adversité qu'il leur a prouvé son dévouement.

BUQUET.

(Vosges, Épinal.)

CÔTÉ GAUCHE, DEUXIÈME SECTION.

Colonel en 1807 , il a fait toute la guerre d'Espagne, et s'est particulièrement distingué à la bataille de Talaveyra ; blessé dangereusement , il fut fait prisonnier et conduit à Cadix ; il s'échappa au péril de sa vie ,

et parvint au camp français. Député à la chambre des cent jours, il fut nommé par le gouvernement provisoire premier inspecteur-général de la gendarmerie : il a été élu cette année député des Vosges par les libéraux.

BURELLE.

(Allier, Moulins.)

CÔTÉ GAUCHE, PREMIÈRE SECTION.

Membre de la chambre des représentans pendant les cent jours, il a toujours gardé le silence ; la place qu'il a occupée pendant la session dernière prouve qu'il aurait parlé dans le sens de M. de Lafayette , du général Tarayre , etc.

BUSSON.

(Eure-et-Loir, Chartres.)

CÔTÉ GAUCHE, PREMIÈRE SECTION.

Représentant à la chambre des cent jours, M. Busson ne parle jamais; est-ce modestie, est-ce impuissance? Ses amis peuvent seuls décider la question, je la sou mets sans la résoudre.

CABANON.

(Seine-Inférieure, Rouen.)

CÔTÉ GAUCHE, PREMIÈRE SECTION.

Négociant de Rouen, ville où le libéralisme a beaucoup de partisans, M. Cabanon n'a été nommé député que dans la persuasion où l'on était qu'il siégerait sur les bancs du côté gauche; il l'a promis et il a tenu parole.

CAISERGUES.

(Hérault , Montpellier .)

CÔTÉ DROIT.

Constamment dévoué à la cause royale, on l'a vu , dans le temps où les émigrés avaient tant besoin d'appui et de protection , leur rendre comme avocat et comme magistrat les plus importans services. Beaucoup d'entre eux lui doivent leur fortune , quelques-uns lui doivent la vie. M. Caisergues est un avocat tellement distingué , qu'il doit selon toute apparence être un bon orateur ; dans une des précédentes élections , il a , en se retirant , et en cédant toutes ses voix , facilité la nomination d'un autre candidat que les royalistes désiraient voir arriver , et il recueille aujourd'hui le prix de ce noble sacrifice. M. Caisergues possède une fortune honorablement

acquise ; il est membre du conseil d'arrondissement de Montpellier , et du conseil municipal de la même ville ; enfin il offre , par la réputation dont il jouit , et par ses principes connus , toutes les garanties désirables à l'ordre public et à la monarchie.

CALMONT.

(Lot , Cahors.)

CÔTE DROIT.

Administrateur de l'enregistrement , chargé de la comptabilité et des pensions ; il a été envoyé en 1810 à Corfou en qualité d'inspecteur-général pour y établir le timbre , et ensuite à Munster pour y accélérer la vente des biens communaux ; les opérations dont il fut chargé le mirent en rapport avec M. le baron Louis , alors commissaire extraordinaire du gouver-

nement à Hambourg, et qui, devenu depuis ministre des finances, appela M. Calmont à la place d'administrateur. Un avancement si rapide ne permet pas de douter que M. Calmont ne soit entièrement dévoué au gouvernement du Roi, et par là même tout-à-fait disposé à soutenir les mesures qui seront proposées à la chambre par les ministres de S. M.

CALVIÈRES (LE BARON JULES DE).

(Gard, Nîmes.)

CÔTE DROIT.

Nommé au mois de juin 1815 préfet du Gard par M. René de Bernis, commissaire extraordinaire dans le Midi, il exerça ces fonctions difficiles avec une grande énergie accompagnée d'une modération parfaite; député à la chambre de 1815, il donna tous les éclaircissemens possibles sur les événemens de Nîmes,

et prouva très - bien que si quelques excès avaient eu lieu ce n'étaient que de faibles représailles des crimes atroces commis par les ennemis du Roi pendant les cent jours. M. de Calvière a reçu des habitans de Nîmes l'accueil le plus distingué ; il a vu en arrivant le drapeau sans tache flotter à toutes les fenêtres, et c'est par le cri de vive le Roi mille fois répété qu'on a célébré le retour d'un de ses plus fidèles serviteurs.

CAQUET.

(Eure-et-Loir , Chartres.)

CÔTE DROIT.

Il joint à une érudition peu commune une grande facilité d'improvisation. Député à la chambre de 1815, il a pris la parole dans plusieurs occasions importantes, et n'a jamais souffert qu'on attaquât la religion ni le trône sans opposer à de vains sophismes de sages ar-

gumens, et à de folles théories une utile expérience.

CARDENEAU (LE BARON).

(Landes, Mont-de-Marsan.)

CÔTÉ DROIT.

Collègue et ami de M. Poyféré de Cère, il est placé à côté de lui, et il y a entre ces deux députés une parfaite identité pour la manière de voir, d'agir et de voter.

CARDONNEL (DE).

(Tarn, Alby.)

CÔTÉ DROIT.

Ennemi constant de la révolution, M. de Cardonnel l'a attaquée ouvertement dans le conseil des cinq cents dont il était membre; a pris la défense des émigrés, et a mérité les dénonciations des plus ardens révolution-

naires. A l'époque de la restauration, M. de Cardonnel a donné dans le Midi un nouvel essor à son amour pour les Bourbons, et le Roi lui a conféré des lettres de noblesse qu'il a bien méritées par son courage et son dévouement.

CARLET-DE-LOISY.

(Saône-et-Loire, Mâcon.)

CÔTE DROIT.

Riche propriétaire de l'arrondissement d'Autun, il se rend digne de la fortune très-considérable qu'il possède par le noble emploi qu'il en fait ; les hôpitaux, les établissemens religieux, les royalistes sans ressources, reçoivent souvent des preuves de sa générosité ; M. de Loisy joint à des qualités si estimables un esprit distingué, des idées nettes et justes, une élocution facile, tout ce qu'il faut enfin pour faire un excellent député.

CASSAIGNOLES (DE).

(Gers , Auch.)

CÔTÉ DROIT.

Il est difficile d'indiquer d'une manière précise où siège un député que ses fonctions de secrétaire retiennent au bureau de la chambre; cependant, persuadé que M. de Cassaignoles, premier président de la cour royale de Nîmes, ne peut pas siéger du côté gauche, je le mets à droite, et je suis sûr qu'il y restera.

CASTEL-BAJAC (LE VICOMTE DE).

(Haute-Garonne , Toulouse.)

CÔTÉ DROIT.

Député depuis 1815, il a parlé dans toutes les questions importantes avec une chaleur et une force qu'il puisait dans son âme. Peu content de soutenir à la tribune les droits de la couronne, il les a défendus dans des articles pleins de talent dont il a enrichi le

Conservateur. Lorsque, malgré la loi du 5 février, M. de Castel-Bajac fut nommé à Toulouse, les royalistes éprouvèrent la joie la plus vive, et se dirent : si les factieux veulent renouveler leurs propositions funestes, s'ils énoncent des hérésies politiques, nous aurons au côté droit un bon député de plus pour leur répondre ; nous aurons un homme courageux qui ne sera intimidé ni par les vociférations ni par les menaces, et qui se souviendra qu'on peut tout braver pour l'intérêt de la religion et du trône. Voilà ce qu'on attendait de M. de Castel-Bajac, et il a plus que rempli nos espérances : loin de s'arrêter jamais dans la route de l'honneur, ce chevalier français ne regarde pas en arrière et va toujours en avant : c'était la devise de Bayard.

CAUMARTIN.

(Côte-d'Or, Dijon.)

CÔTÉ GAUCHE, DEUXIÈME SECTION.

Riche propriétaire de forges dans les environs de Dijon. M. de Saint - Simon , M. l'abbé de Pradt, etc., etc., ont de grandes obligations à M. Caumartin; c'est sur sa proposition qu'on a décidé que les délits de la presse seraient jugés par les jurés.

CAUSANS (LE MARQUIS DE).

(Vaucluse, Avignon.)

CÔTÉ DROIT.

Député à l'assemblée soi-disant constituante, M. de Causans y siégeait avec les Cazalès, les Maury, et tous les courageux défenseurs du trône et de l'autel. Nommé après trente ans aux mêmes fonctions, ce respectable vieil-

lard a vivement ému toute la chambre par le rapprochement que je vais citer :

« De quelle douleur ne suis-je pas pénétré,
» depuis que j'entends professer tous les jours
» à cette tribune les mêmes principes, faire
» les mêmes discours que ceux que j'ai en-
» tendu prononcer à l'assemblée constituante,
» qui furent suivis de la chute du trône, de
» l'assassinat de Louis XVI et de la subver-
» sion totale de ma patrie ! De quelle inquié-
» tude ne suis-je pas agité lorsque je vois dans
» les ministres de Louis XVIII la même sé-
» curité, le même sang froid que je remar-
» quai dans ceux de l'infortuné Louis XVI ;
» lorsque je vois dans ces ministres le même
» amour de ces idées prétendues libérales qui
» ont bouleversé la France et menacent de
» bouleverser l'Europe ; la même complai-
» sance, les mêmes moyens, les mêmes
» égards, et peut-être la même crainte pour
» ceux qui en poussent les conséquences au-

» delà de toutes les bornes ?..... Après vingt-
» sept ans je me retrouve député ; c'est pour être
» fidèle à mes sermens que je vais dire la vé-
» rité , non à ceux qui m'entendent dans ces
» tribunes , étrangers ou mes concitoyens ,
» ils la savent comme moi ; non au peuple
» français qui la connaît ; mais aux ministres
» du Roi , aux ministres qui l'ignorent ou
» feignent de l'ignorer ; je leur dirai : La
» conspiration qui menaçait le trône de l'in-
» fortuné Louis XVI , et qui le renversa ,
» menace encore aujourd'hui le trône de
» Louis XVIII , votre maître et le nôtre.
» L'expérience dit : ne repoussez pas ces le-
» çons , elle vous dit quelle responsabilité
» pèse sur vos têtes si vous les rejetez (1). »

(1) *Quotidienne*, décembre 1818.

CAYROL (DE).

(Nièvre, Nevers.)

CÔTÉ DROIT.

Ancien commissaire des guerres ; sincèrement dévoué au Roi et aux Bourbons ; en citant un extrait du discours qu'il a improvisé après sa nomination , je présenterai au public ce député peint par lui-même.

« Je sais , messieurs , a dit M. de Cayrol ,
» que votre député doit nécessairement marcher dans les rangs de tous les défenseurs
» de l'autel et du trône. On les a vus venir au secours du vaisseau de l'Etat qui était au moment de s'engloutir , quand le sang de
» l'héritier de la couronne est venu se mêler
» aux flots dont il était battu.

» Espérons , messieurs , qu'éclairés par
» cette série de fautes, d'injustices , et, je dois
» le dire, de crimes qui ont signalé cette fatale

» époque, les ministres de la légitimité vont
» enfin saisir d'une main ferme le timon
» de l'Etat ; et que, rendant désormais à la re-
» ligion sa divine influence, aux lois leur
» force et à l'autorité royale sa plénitude, nos
» yeux ne seront plus affligés du spectacle de
» la société en délire, et que nous ne verrons
» plus l'artisan quitter ses travaux pour dé-
» vorer les pages incendiaires d'un journal
» révolutionnaire, et l'étudiant imberbe passer
» des bancs de l'école sur les tréteaux de la
» révolte. »

CESBRON-LAVAUX.

(Maine-et-Loire , Angers.)

CÔTÉ DROIT.

Riche fabricant, il a été porté à la députa-
tion par les libéraux, sans toutefois être
engagé avec eux. Il a des motifs bien puis-
sants pour ne pas s'asseoir du côté gauche ;

son père a été persécuté comme Vendéen; ses beaux-frères ont été proscrits; l'un des deux a été fusillé; sa sœur a péri sur l'échafaud en 1798 : M. Cesbron-Lavaux ne peut donc pas aimer une révolution qui a coûté la vie à presque toute sa famille : son libéralisme serait une apostasie.

CHABALLIER.

(Haute-Loire , le Puy.)

CÔTÉ DROIT.

Les électeurs libéraux du Puy voulaient pour député M. le marquis Georges de la Fayette. Les électeurs royalistes ont nommé un bon et honnête négociant, qui avait pour toute recommandation cette probité que la corruption du siècle ne force d'appeler antique ; M. Chaballier, excellent royaliste, ne donnera jamais sa voix pour des propositions anti-monarchiques.

CHABAUD-LATOIR (LE BARON DE).

(Gard , Nîmes.)

CÔTÉ DROIT.

M. Chabaud-Latour a des principes politiques qui ne sont pas équivoques; il a été arrêté pendant la terreur; il s'est très-bien conduit pendant les cent jours, et il est propriétaire du *journal des Débats*.

CHABROL DE CHAMEANE (LE COMTE DE).

(Nièvre , Nevers.)

CÔTÉ DROIT.

Riche propriétaire dans le département de la Nièvre , M. de Chabrol de Chaméane a été long-temps maire de la ville de Nevers, où il jouit d'une considération méritée. Il siège à la chambre avec deux de ses frères, et tous les trois n'ont qu'un même avis pour le maintien de la charte et de la légitimité.

CHABROL DE CROUZOL (LE COMTE DE).

(Puy-de-Dôme, Clermont.)

CÔTÉ DROIT.

Préfet de Lyon à l'époque de l'invasion de Buonaparte, il a fait son devoir, et s'est conduit avec zèle et dévouement. Après le 8 juillet, le Roi lui a donné la même préfecture, où son administration toute paternelle lui avait fait de nombreux amis : les circonstances sont devenues, comme on sait, extrêmement critiques, et M. de Chabrol a eu la douleur de voir que sa vigilance infatigable et ses sentimens connus ne le mettaient pas à l'abri des attaques de la calomnie ; les allégations absurdes dont il a été l'objet lui ont dicté une réponse pleine de dignité, de force et de modération, qui a confondu ses ennemis. Tous les royalistes désirent voir M. de Chabrol occuper une

place importante, persuadés que le pouvoir ne peut pas être en meilleures mains.

CHABROL DE TOURNOEL (LE COMTE DE).

(Puy-de-Dôme, Clermont.)

CÔTÉ DROIT.

Frère des deux précédens; M. de Chabrol a de l'instruction, l'habitude du grand monde, un esprit orné, une conversation très-agréable; et s'il ne prend pas la parole à la chambre, c'est plutôt par réserve que par impuissance. Il n'occupe aucune place dans le gouvernement, et n'est administrateur que de sa propre fortune. L'emploi qu'il en fait lui a mérité en Auvergne la considération dont jouit toujours un homme riche qui sait dépenser.

CHABRON DE SOLILHAC.

(Indre-et-Loire, Tours.)

CÔTÉ DROIT.

Il a fait la guerre pendant plusieurs années dans la Vendée, et a été blessé assez dangereusement pour la cause royale ; il n'a occupé aucune place sous l'ancien gouvernement ; nommé député en 1815, le Roi lui a confié les fonctions de grand-prévôt du département du Nord, et il les a remplies avec une impartialité et une modération dignes des plus grands éloges ; M. de Solilhac a défendu toujours avec énergie et souvent avec talent les grands principes monarchiques ; on n'a pas oublié le beau mouvement par lequel il a terminé son discours sur la nécessité de réprimer les profanations religieuses : « La religion, dit-il, sera-t-elle placée hors du gouvernement et de la » société, et la liberté des cultes ne serait-elle

» chez nous que l'absence de la liberté? Sera-
» t-il permis d'insulter la Divinité, d'outrager
» les ministres des autels, dans un gouver-
» nement qui, tolérant toutes les religions,
» n'en protégerait aucune? Non, quand on jette
» les yeux sur le texte de la loi et qu'on voit
» en tête, — Louis, par la grâce de Dieu, —
» on se dit que cette omission ne saurait être
» dans la volonté d'un gouvernement dont le
» chef prend le titre de fils aîné de l'Eglise.»

M. de Solilhac pense qu'il n'y a pas de salut possible pour nous sans le triomphe de la légitimité ; aussi les cris de *vive le Roi, vive la France*, lui paraissent inséparables.

**CHALVET-DE-ROCHEMONTAIX (LE MAR-
QUIS DE).**

(Haute-Garonne , Toulouse.)

CÔTÉ DROIT.

Un des plus riches propriétaires de la Haute-Garonne : il a de l'esprit , des connaissances , et des principes religieux et politiques aussi parfaits qu'on puisse le désirer ; c'est chez lui que se réunissaient dans les cent jours et que se sont toujours réunis depuis , les royalistes toulousains qui voulaient se concerter pour opposer une résistance plus efficace aux projets des libéraux.

CHAMBOST (DE).

(Rhône , Lyon.)

CÔTÉ DROIT.

Prononcé dans ses opinions , ferme dans sa

conduite, inébranlable dans sa fidélité, M. de Chambost est commandant de la garde nationale de Lyon. Il a été porté par les royalistes, et sa nomination a été une vraie fête pour eux.

CHAMPY.

(Vosges, Epinal.)

CÔTÉ GAUCHE, SECONDE SECTION.

Possesseur d'un grand nombre de forges et d'une fortune considérable, ce député a embrassé le parti libéral. On a droit d'en être surpris, puisque les grands propriétaires sont plus intéressés que d'autres à la durée des institutions monarchiques sans lesquelles il n'y aurait ni bonheur public ni fortunes particulières.

CHARLEMAGNE.

(Indre, Châteauroux.)

CÔTÉ GAUCHE, DEUXIÈME SECTION.

Ce député ne monte jamais à la tribune ; on sait seulement qu'il n'a que des boules noires pour les projets de loi présentés par les ministres.

CHATELLUX (LE COMTE DE).

(Yonne, Auxerre.)

CÔTÉ DROIT.

M. de Châtellux, dont le père était chevalier d'honneur de madame Victoire, tante du roi, sortit de France avec Mesdames en 1791 : il partagea leur exil, les suivit dans le pénible voyage dont il a publié le touchant récit, et reçut à Trieste les derniers soupirs de la princesse à laquelle sa famille s'était dévouée. Son père refusa de rentrer en France, où il

aurait recouvré une fortune considérable, pour continuer à suivre les affaires du roi près des cours d'Italie. Le comte de Chatellux, après avoir été quelque temps au service de Naples, rejoignit ses parens en Toscane, et fut mis sous une surveillance très-sévère, qui dura jusqu'à la restauration : en 1814, il fut employé comme major à l'organisation de la garde nationale à cheval, et comme aide-major à celle des chevau-légers. En 1815, après avoir escorté les princes jusqu'à la frontière, il chercha les moyens de servir activement la cause royale, il fut associé à la mission que le roi avait donnée à M. le comte Roger de Damas, et se rendit dans les départemens de l'Est, pour mettre, au moment de l'entrée des alliés, tous les habitans sous la protection du drapeau blanc.

Après le 8 juillet, le roi le nomma colonel des chasseurs de la Côte-d'Or ; il est difficile

d'unir une bravoure plus brillante à un jugement plus sain et à des principes plus arrêtés ; la devise des chevaliers français, *Dieu et le Roi*, est gravée dans son cœur, comme elle est inscrite sur ses drapeaux.

M. de Chatellux vient d'être nommé gentilhomme de la chambre du roi.

CHATEAUDOUBLE (PAUL DE).

(Var, Draguignan.)

CÔTÉ DROIT.

Ce député a exercé les fonctions de maire dans sa commune, pendant plusieurs années.

A l'époque du débarquement de Buonaparte, M le comte de Bouthilliers, préfet du Var, le chargea de l'organisation des gardes nationales mobiles. Le 25 mars, son altesse royale le duc d'Angoulême le nomma sous-préfet de Toulon, poste qu'il occupa fort peu de temps.

Le 26 juin 1815, il se joignit au général comte Loverdo, qui ce jour-là fit arborer le drapeau blanc dans le département des Basses-Alpes.

M. de Châteaudouble servit comme officier d'état-major jusqu'au 10 juillet, époque à laquelle il reçut l'ordre de se rendre à Lorgues (Var), en qualité de commandant supérieur des gardes nationales mobiles de l'arrondissement de Draguignan. Il fut nommé par le général, préfet provisoire du Var, ce qui l'obligea à traverser, non sans danger, le corps d'armée du maréchal Brune.

Pendant son séjour à Lorgues, il organisa les cohortes de gardes nationales ; il correspondit utilement avec les royalistes influens de tout le département, et disposa les choses de manière que le 17 juillet le drapeau blanc flotta à Draguignan, et par suite dans presque tout le département, sans aucune espèce de réaction hostile, mal-

gré la proximité des troupes de Buonaparte.

Le 28 du même mois, M. le marquis de Rivière, commissaire extraordinaire du roi dans le midi, lui fit reprendre ses fonctions de sous-préfet provisoire à Toulon, qu'il exerça jusqu'à la fin du mois d'août. C'est alors qu'il fut élu membre de la chambre des députés.

Le 13 novembre 1815, S. M. le nomma sous-préfet de Toulon; il fut réélu député; il siégea, après l'ordonnance du 5 septembre, constamment du côté droit de la chambre, et le 4 mai 1818 il perdit sa sous-préfecture.

M. de Châteaudouble, attaché de tout temps à l'auguste famille des Bourbons, a vu son retour avec ivresse, et n'a pas négligé une seule occasion de prouver au roi son dévouement : dépositaire de son autorité, il a su la faire aimer dans les temps les plus difficiles, au lieu de chercher à la rétablir par des moyens violens. M. de Châteaudouble

réunit, aux talens d'un homme de cabinet ,
toutes les vertus d'un homme de bien et
toute l'amabilité d'un homme du monde.

CHAUVELIN (LE MARQUIS DE).

(Côte-d'Or, Dijon.)

CÔTÉ GAUCHE, PREMIÈRE SECTION.

Il était avant la révolution maître de la
garderobe du Roi. Il a joué un très-grand rôle
cet été ; il faut convenir que les ovations
ridicules que son parti s'est permises ont
amené les scènes déplorables dont le retour
est désormais impossible. M. de Chauvelin
ne manque pas du reste d'esprit et de fi-
nesse ; mais ce n'est pas dans les longs dis-
cours qu'il brille, c'est dans les petits mots ;
il s'élance à la fin des discussions, et pro-
pose des retranchemens, des additions qui
prolongent le débat : une femme d'esprit l'a
nommé la *providence des amendemens*.

CHEVALIER LE MORE.

(Haute-Loire , le Puy.)

CÔTÉ DROIT.

Procureur du roi à Issengaux , il a toujours manifesté un véritable attachement aux principes monarchiques ; on n'a pas oublié l'éloquent discours dans lequel il a rappelé à la chapabre la situation déplorable d'un grand nombre d'anciennes religieuses qui , après avoir abandonné leurs biens dans l'espoir de rester toute leur vie occupées d'exercices pieux , n'ont plus d'asile aujourd'hui , et sont en proie à la plus affreuse misère. M. Chevalier le More a été réélu , et il a dû trouver dans cette marque de confiance renouvelée la plus douce récompense de ses efforts et de ses travaux.

CHIFFLET.

{Doubs, Besançon.}

CÔTÉ DROIT.

Président de la cour royale de Besançon, il appartient à une des familles les plus distinguées de cette ville ; il fut nommé député de la chambre de 1815, et se fit remarquer par la franchise de ses opinions et l'énergie de ses discours : il appuya très-vivement la proposition de M. de Bonald pour supprimer le divorce, et il était d'avis qu'on infligeât des peines sévères aux grands fonctionnaires qui avaient trahi le Roi pendant l'inter règne ; il approuvera toutes les propositions qui auront pour but l'affermissement du trône, le respect de l'autorité et le triomphe des principes religieux.

CHILHAUD DE LA RIGAUDIE.

(Dordogne, Périgueux.)

CÔTÉ DROIT.

Député à la chambre de 1815, président de la cour royale de Bordeaux, il est, ce que devraient être tous les magistrats, sincèrement attaché à la légitimité, plein de sagesse et de modération, cherchant à éteindre les haines, doux et conciliant, mais inflexible sur les principes : la balance de la justice n'a jamais été tenue par une main plus ferme et plus pure.

(121)

CLARAC (DE).

(Hautes-Pyrénées , Tarbes.)

CÔTÉ DROIT.

Cet intendant militaire s'est voué franchement depuis 1814 au gouvernement du Roi, lui a été fidèle dans les cent jours, et suivra dans ses nouvelles fonctions la ligne dont il ne s'est jamais écarté.

CLAUSEL DE COUSSERGUES.

(Aveyron , Rodez.)

CÔTÉ DROIT.

Conseiller à la cour des aides de Montpellier avant la révolution, député au corps-législatif sous le règne de Napoléon, il tint pendant les cent jours une conduite courageuse, fut de la chambre de 1815, et ensuite nommé conseiller à la cour de cassation : M. Clau-

sel de Coussergues est un peu prolix dans ses discours, mais ils renferment toujours des pensées fortes et d'excellens principes.

CLEMENT.

(Doubs, Besançon.)

CÔTÉ GAUCHE, DEUXIÈME SECTION.

Il fut nommé député à la chambre des représentans où il figura comme secrétaire ; il siége à gauche, et parle peu, mais on dit que depuis qu'il est député il n'a pas mis une boule blanche.

CONSTANT DE REBECQUE (BENJAMIN DE).

(Sarthe, le Mans.)

CÔTÉ GAUCHE, PREMIÈRE SECTION.

Je n'ai pas l'intention de parler ici de la carrière qu'il a parcourue ni de ses différens ouvrages, je dirais ce que tout le monde sait ;

j'aime mieux raconter une anecdote que tout le monde ignore et qui a eu une grande influence sur sa destinée (1). On fut informé à Paris le 19 mars 1815 que Buonaparte devait y arriver le lendemain : M. Benjamin de Constant, qui avait lancé contre lui dans le *Journal des Débats* un manifeste aussi courageux qu'éloquent, ne voulut pas subir son joug, et quitta la capitale : il avait le projet de sortir de France ; mais quelques jours après un incident tout-à-fait étranger à la politique le décida à revenir, et il revint en effet. Supposons un instant qu'il ait exécuté son premier projet et qu'il ait passé la frontière ; quelle différence dans sa destinée ! Il est probable que, faisant succéder à son écrit déjà si vigoureux du 17 mars d'autres écrits aussi forts

(1) Cette anecdote est certaine ; elle m'a été racontée par une personne qui la tient de M. de Constant.

(124)

de style et de logique , il aurait élevé un mur d'airain entre Buonaparte et lui ; peut-être aurait-il été à Gand , peut-être aurait-il attaché son sort à celui des Bourbons , peut-être aurait-il employé ses talens à défendre leur cause qu'il regardait lui-même comme sacrée !... Peut-être enfin !... son retour à Paris le 25 ou le 26 mars a donné à ses idées une autre direction , et lui a fait prendre la route qu'il a suivie. Tant il est vrai que souvent la moindre circonstance suffit pour bouleverser notre avenir.

CORBIÈRES.

(Ille-et-Vilaine , Rennes.)

CÔTÉ DROIT.

Doyen de la faculté de droit à Rennes*, il exerçait avec le plus grand succès la profession d'avocat , lorsqu'il fut nommé député à la chambre de 1815 , où il s'est fait en très-

peu de temps la réputation qu'il a toujours conservée , d'un bon orateur et d'un homme de bien. Son discours contre le projet de loi sur le recrutement renferme des beautés du premier ordre ; le passage suivant excita dans l'assemblée un véritable enthousiasme.

« Lorsque la révolution eut besoin de la
» guerre pour exercer une grande force au de-
» dans et trouver au dehors de nouveaux ap-
» puis , la guerre amena des levées forcées , les
» levées étendirent la guerre ; lorsqu'enfin l'in-
» cendie s'accroissant toujours par les alimens
» qu'elle dévorait , il fallut généraliser les
» mesures particulières , la conscription fut
» inventée. Cette terrible découverte fournis-
» sait un instrument toujours en action à une
» force toujours mobile ; l'Europe fut mena-
» cée d'une convulsion sans terme. Cepen-
» dant la révolution avait créé un homme
» qui , malgré tous ses efforts , n'a jamais pu
» s'en séparer ni se faire une destinée indé-

» pendant d'elle, et qui fut obligé d'en em-
» brasser la cause comme son unique soutien
» au dernier moment marqué pour leur chute
» commune. Il n'avait pu recevoir d'elle ce
» qu'elle possédait elle-même, la violence qui
» détruit et non la force qui fonde ; il avait
» trouvé la conscription imposée à la France ;
» il ne cessa d'user de ce ressort comme de
» tout le reste, et à force de le tendre, il le
» brisa. La conscription, Bonaparte et la
» révolution tombèrent en France. Les peuples
» bénirent le bienfait d'une délivrance imat-
» tendue. Les hommes qui ne marchent pas
» au hasard reconnurent cet ordre éternel
» qui conserve tout en plaçant le remède
» dans le mal même. La charte du roi a dé-
» claré que la conscription était abolie : on a
» cherché à tourmenter ce texte ; les défini-
» tions, les distinctions, toutes les ressources
» d'une argumentation vulgaire ont été em-
» ployées pour éluder une disposition qui

» n'est pas moins éludée, malgré tant de com-
» mentaires. Quant l'art. 12 serait effacé, la
» charte entière nous apprend que l'autorité
» légitime est valable, que la révolution est
» finie, que les moyens qui avaient servi à la
» fortifier et l'étendre ne peuvent lui survivre.
» La charte, ici, semble autant proclamer un
» événement de l'histoire, que poser un prin-
» cipe de droit public (1). »

Le caractère particulier du talent de M. de Corbières est une extrême simplicité ; on pourrait presque l'appeler le La Fontaine de la tribune ; trouvant l'effet sans jamais y prétendre, il répond avec douceur et modération aux sorties les plus violentes. D'une complexion faible et d'une santé délicate, il n'a rien de flatteur dans l'organe, et toujours il émeut, toujours il persuade par la seule autorité de son talent, par la seule puissance de sa raison ;

(1) *Journal des Débats*, décembre 1812.

depuis cinq ans qu'il est député, on ne peut pas lui reprocher une seule faute, une seule inconvenance; il ne dit que ce qu'il faut dire, et comme on voudrait l'avoir dit soi-même : M. de Corbières ressemble au génie de la vérité, toujours calme et noble, s'exprimant sans passion, et ne voulant que le bonheur général; la France pourra se croire heureuse si ce génie obtient le droit d'influer sur ses destinées.

CORCELLES (DE).

(Rhône, Lyon.)

CÔTÉ GAUCHE, PREMIÈRE SECTION.

Elu député par le département du Rhône en 1818, il était commandant de la garde nationale de Lyon pendant l'inter règne. M. de Chambon, qui occupe aujourd'hui la même place, vient à son tour d'être nommé député du Rhône; de manière que, par une bizarrerie

qui tient à la différence des temps et à la différence des lois, la chambre aura pour représenter le même département, l'homme qui a commandé la garde nationale de Lyon pendant les cent jours, et celui qui la commande depuis le retour du Roi.

CORDAY (DE).

(Calvados , Caen.)

CÔTÉ DROIT.

Député depuis 1816, il n'a jamais quitté ses honorables amis du côté droit. Il a prouvé que les hommes les plus calmes en apparence ne ménagent rien quand ils croient qu'on a voulu blesser à leur égard les lois des convenances et de la politesse.

(130)

CORDOUE (DE).

(Drôme, Valence.)

côté DROIT.

Il jouit d'une fortune assez considérable; il a eu une sous-préfecture dans laquelle il a fait preuve de connaissances administratives. Il est sincèrement attaché au Roi et aux Bourbons.

CORNET D'INCOURT.

(Somme, Amiens.)

côté DROIT.

Membre de la chambre de 1815, il sortait cette année comme tous les députés de la quatrième série; il a été réélu par l'arrondissement rural d'Amiens. M. Cornet d'Incourt a un talent particulier pour l'ironie; ses discours pétillent d'esprit, et l'atticisme de ses bons mots fait une heureuse diversion à la gravité des discussions habituelles;

il sait aussi parler sérieusement, et il ne plaisantait pas le jour où il a obtenu de M. de Barante une réduction de six millions sur les frais des contributions indirectes.

COTTON (DE).

(Rhône, Lyon.)

CÔTÉ DROIT.

Ce député a professé dans tous les temps les opinions les plus royalistes; il a même attaqué très-vivement son collègue, M. Camille Jordan, sur la manière donc celui-ci avait présenté les événemens de Lyon. M. de Cotton est persuadé, comme tous les gens raisonnables le pensent, qu'il y a eu dans le département du Rhône une vaste conspiration, et que M. de Chabrol de Crousol et M. le général Canuel méritent les plus grands éloges pour le dévouement périlleux avec lequel ils ont rempli des fonctions difficiles.

COURTARVEL (MARQUIS DE).

(Eure-et-Loir, Chartres.)

CÔTÉ DROIT.

Chevalier de Malte, et chevalier de Saint-Louis, il a servi long-temps dans la cavalerie avec la plus grande distinction; il a été nommé en 1816 commandant de la garde nationale de Châteaudun; il votera toujours comme un bon français fidèle à la devise de ses pères : *Dieu, le Roi et l'honneur.*

COURVOLSIER (LE CHEVALIER).

(Doubs, Besançon.)

CÔTÉ GAUCHE, DEUXIÈME SECTION.

On est fâché qu'un homme qui a de l'instruction, de l'esprit et de la capacité ait choisi sa place à gauche; mais enfin, puisqu'ils'y est mis, je l'y laisse; libre à lui de n'y pas rester.

CREUZÉ (DE).

(Vienne, Poitiers.)

CÔTÉ DROIT.

Ses sentimens politiques ne sont pas douteux ; c'est lui qui, à l'époque où un journal annonça que les principales autorités de Châtellerault avaient donné une fête à des députés libéraux, écrivit, en sa qualité de maire, à tous les rédacteurs des feuilles publiques pour démentir ce fait, comme on se plaint d'une calomnie.

CRIGNON D'AUZOER.

(Loiret, Orléans.)

CÔTÉ DROIT.

Riche négociant d'Orléans, il est député depuis 1815, et n'a jamais varié dans son opinion; quoique peu habitué à demander la parole, il monta à la tribune pour défendre le général

Canuel, et M. de Chabrol, préfet de Lyon, qu'il était alors de mode d'attaquer; son discours fut tout à la fois simple, énergique et mesuré; M. Crignon d'Auzeer joignit de l'estime de tous ses compatriotes.

CROIZET.

(Cantal , Aurillac.)

CÔTÉ DROIT.

- Lorsqu'un grand comptable joint à la plus scrupuleuse délicatesse un attachement véritable au gouvernement de son roi, il réunit tout ce qu'on peut désirer en lui; et c'est là l'éloge que l'on aime à faire de M. Croizet.

CURZAY (DE).

(Vienne , Poitiers.)

CÔTÉ DROIT.

Ancien préfet des Deux-Sèvres (Niort); il fut remplacé par M. Poyfère de Cère, et il

(135)

écrivit à ce sujet au ministre de l'intérieur une lettre pleine de force et de dignité; depuis cette époque M. de Curzay a vécu éloigné des affaires, et les royalistes le voient avec une grande satisfaction siéger dans la nouvelle chambre. Son esprit fin et délié, ses connaissances administratives et son expérience le mettront à même de donner d'excellens conseils, et il sera doublement utile dans les comités et à la tribune.

DALPHONSE (BARON).

(Allier, Moulins.)

CÔTÉ GAUCHE, DEUXIÈME SECTION.

Il a exercé depuis le commencement de la révolution un grand nombre de fonctions publiques; tour à tour commissaire, membre du conseil des cinq-cents, préfet, intendant en Hollande, conseiller d'état, il a reconnu en 1814 l'autorité du roi, et l'a méconnue

en 1815 en signant le fameux manifeste du conseil d'état. M. le baron d'Alphonse siège au côté gauche où il parle peu.

DASSIER.

(Loire, Montbrison.)

CÔTÉ DROIT.

Député d'une ville (Montbrison) qui a pour préfet un excellent royaliste, très-bon administrateur, M. le vicomte de Nonneville ; M. Dassier est un très-riche propriétaire, et comme tel il est encore plus intéressé qu'un autre au maintien de l'ordre ; aussi ne vote-t-il jamais pour aucune mesure soi-disant libérale, mais pour toutes celles qui peuvent maintenir le respect dû au roi et à la légitimité.

(137)

DARRIEUX.

CÔTÉ GAUCHE, DEUXIÈME SECTION.

(Hautes-Pyrénées , Tarbes.)

Avocat à la cour de cassation depuis l'année 1808, il a plaidé avec succès dans plusieurs affaires importantes : le département qui l'a élu avait trois députés à nommer ; M. Darrieux est le seul qui siégera au côté gauche.

DARTIGAUX.

(Basses-Pyrénées , Pau.)

CÔTÉ DROIT.

Député depuis 1815, et depuis un an procureur-général à la cour de Pau, il a voté pour l'amendement Boin, et votera toujours pour toutes les mesures qui pourront affermir le gouvernement du roi.

DAUNOU.

(Finistère , Quimper.)

CÔTÉ GAUCHE, PREMIÈRE SECTION.

Professeur au collège de France, ancien oratorien ; ce dernier titre, qui me rappelle des souvenirs bien chers, puisque c'est à ce corps respectable que je dois mon éducation, me commande pour M. Daunou des égards et des ménagemens ; je me bornerai donc à dire que son talent très-remarquable, et son érudition aussi étendue que variée, augmentent les regrets qu'on éprouve de voir son nom cité trop souvent dans les fastes de la révolution ; on est fâché qu'un homme qui a le goût sûr et le jugement sain ait assez mal calculé la marche des événemens, pour prédire en 1795 que *la république française ne périrait jamais* ; et l'on ne consent à lui pardonner que parce qu'il a été faux prophète.

(139)

DAVELUY-BELLANCOURT.

(Somme , Amiens.)

CÔTÉ DROIT.

Ancien négociant ; il est aujourd'hui président du tribunal de commerce : il jouit d'une considération universelle, et sa vie entière est un titre à l'estime de tous les royalistes.

DEFOREST DE QUARTDEVILLE.

(Nord , Lille.)

CÔTÉ DROIT.

Premier président à la cour de Douai ; jamais il ne refuse son vote aux ministres lorsqu'ils proposent des lois utiles : c'est un ami du Roi et de la charte , mais dans la bonne et sage acception du mot ; il ne veut pas qu'elle puisse servir d'arme aux malveillans , il demande au contraire qu'elle soit un bouclier contre eux.

DE LA CROIX FRAINVILLE.

(Eure-et-Loir, Chartres.)

CÔTÉ GAUCHE, DEUXIÈME SECTION.

Ancien bâtonnier de l'ordre des avocats ; il a acquis une assez grande célébrité en publiant des mémoires et en signant des consultations.

DELAITRE (BARON).

(Seine-et-Oise, Versailles.)

CÔTÉ GAUCHE, DEUXIÈME SECTION.

Ancien préfet d'Eure - et - Loir et ensuite de Seine-et-Oise. Le Roi le maintint en 1814 dans cette dernière préfecture ; il la conserva pendant l'inter règne et la perdit à la seconde restauration. Le département de Seine-et-Oise l'a élu député en 1815.

DELAROCHE.

(Seine-Inférieure, Rouen.)

CÔTÉ GAUCHE, PREMIÈRE SECTION.

Négociant de Rouen , nommé député en 1818 : il siège près de MM. Cabanon, Le-seigneur , ses compatriotes, et vote comme eux.

DELAUNAY (DE L'ORNE).

(Orne, Alençon.)

CÔTÉ DROIT.

Il a commencé par la carrière du commerce , et il y a fait une fortune brillante ; il est entré ensuite dans la magistrature, et il est aujourd'hui premier président de la cour royale de Caen : M. Delaunay a reçu de la nature ce qu'il faut pour réussir dans tout ce qu'on entreprend ; de la force dans les conceptions, de la suite dans les idées , de bons

principes, et une grande habitude des hommes et des choses.

DELAUNEY (PROSPER).

(Mayenne, Laval.)

CÔTÉ GAUCHE, DEUXIÈME SECTION.

Quoiqu'il siège avec les députés libéraux, il ne prend pas ordinairement la parole pour traiter les grandes questions qui intéressent l'ordre social ; il ne pense guères qu'aux intérêts de son département, et s'occupe plus de commerce et de finances que de politique.

DELBREIL D'ESCORBIAC.

(Tarn-et-Garonne, Montauban.)

CÔTÉ DROIT.

Président du conseil-général du département de Tarn-et-Garonne, à l'époque du 20 mars, il a déployé une énergie si active, que, grâce à ses dispositions, la ville de Mont-

tauban a été la dernière à reconnaître l'autorité de Buonaparte : nommé député de la chambre de 1815, M. Delbreil s'est toujours montré digne de siéger à côté des Villèle, des Corbières, etc., etc. Il vient d'être nommé de nouveau par son département, et le discours qu'il a prononcé en apprenant le résultat du scrutin, peut donner une idée exacte de la modération de son caractère et de la pureté de ses principes politiques : « Messieurs, » a-t-il dit, au milieu des partis qui si malheureusement divisent la France, on ne peut espérer encore qu'un vote unanime sorte de l'urne électorale : c'est au temps à produire enfin de tels résultats : cependant je désire que ceux que ma nomination a pu contrarier soient bien persuadés que je ne porterai dans ma nouvelle situation aucun ressentiment des persécutions éprouvées ou des pertes subies; le sacrifice en est fait dès long-temps au besoin

» de la paix publique. Je désire qu'ils sachent
 » qu'élevé dans les principes de l'ancienne
 » magistrature, j'ai appris de bonne heure
 » à apprécier les avantages d'un gouverne-
 » ment tempéré, et des institutions qui limitent
 » la puissance; ce sont ces principes qui m'ont
 » fait détester le despotisme des assemblées
 » populaires, comme le despotisme d'un usur-
 » pateur; ils ont toujours dirigé ma conduite;
 » ils la dirigeront encore. Sans doute je don-
 » nerai un appui loyal à toutes les proposi-
 » tions monarchiques; mais je ne serai pas,
 » je n'ai jamais été le servile instrument du
 » pouvoir, et je prends l'engagement solennel
 » de ne jamais trahir ni vos intérêts ni ma
 » conscience. Un jour plus pur semble luire
 » enfin, messieurs, sur notre belle patrie. Cha-
 » cun rentrant dans la sphère qui lui est
 » propre, nous finirons par voir s'éteindre les
 » haines politiques qui divisent les familles;
 » les nuances des différens partis s'effaceront,

» et nous abandonnerons aux pages inexo-
» rables de l'histoire, nos malheurs, nos cri-
» mes et ces hommes, tourmentés du besoin
» de nuire, qui en ont été les funestes agens.

» Alors Messieurs nos enfans élevés avec ce re-
» jeton que la divine providence nous résér-
» vait pour gage de salut, apprendront à l'ai-
» mer comme nous aimons ses paréns, comme
» nos pères ont aimé ses ancêtres, et ils instrui-
» ront leurs arrière-neveux à chérir la posté-
» rité de Henri IV ; et à faire que ce cri si
» éminemment français, ce cri d'amour et
» de bonheur, ce cri de la légitimité se répète
» toujours dans le royaume des lis !.... *vive le*
» *Roi.* »

DELESSERT (BENJAMIN).

(Seine , Paris.)

CÔTÉ GAUCHE.

Il a commencé par la carrière des armes, et
il a voulu ensuite être négociant. D'abord

régent de la banque, à l'époque de sa création, ensuite vice-président du conseil de commerce il jouit parmi les négocians d'une réputation de délicatesse et d'intégrité peu commune. En 1819, il proposa à la chambre de voter pour M. le duc de Richelieu une récompense nationale, et il parla depuis cette époque plusieurs fois, principalement sur le budget, et les matières commerciales. M. Delessert n'a pas les opinions d'un royaliste prononcé, mais il a trop d'honneur et un trop grand désir d'ordre public, pour devenir jamais l'ennemi du gouvernement.

DELONG.

(Gers , Auch.)

CÔTÉ GAUCHE, DEUXIÈME SECTION.

Premier président de la cour d'Agen, il a eu le tort de voter contre la sage proposition de M. Barthélemy relative à la loi des élections, et le tort plus grand de vouloir attaquer le

noble pair, avec les armes du persiflage. Le sujet était trop sérieux pour que la plaisanterie ne fût pas déplacée.

DEMARÇAY.

(Vienne, Poitiers.)

CÔTE GAUCHE, PREMIÈRE SECTION.

Il a parlé souvent pendant le cours de la dernière session, et toujours dans le sens de MM. Bignon, Devaux, etc., etc.

DEQUEUX SAINT-HILAIRE.

(Nord, Lille.)

CÔTE DROIT.

Une seule action courageuse dans des temps difficiles suffit pour faire juger un homme. Je vais citer la lettre que M. Dequeux Saint-Hilaire, membre de la chambre des cent jours, écrivit à M. Lanjuinais président, le

lendemain de la séance où l'on avait proposé de reconnaître le fils de Napoléon.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT.

« Je suis Français, les discours que j'ai entendu dans la séance de ce jour ont oppressé mon âme. L'opinion de M. de Malleville (il voulait qu'on proclamât Louis XVIII) me paraissant être la seule qui tende au bonheur de ma patrie, je la partage et je le dois ainsi que tout bon Français ; c'est avec cette opinion que je me suis permis de siéger dans cette enceinte. Veuillez monsieur le président donner connaissance de cette lettre à l'assemblée et recevoir l'assurance, etc. »

Une pareille lettre élève l'âme et commande l'estime, aussi est-ce là le sentiment que M. de Dequeux Saint-Hilaire inspire à tous les royalistes.

(149)

DESBORDES-BORGNIS.

(Finistère, Quimper.)

CÔTE GAUCHE, PREMIÈRE SECTION.

Il ne fait point de discours, mais il vote constamment avec le côté gauche.

DESCORDES.

(Charente, Angoulême.)

CÔTE DROIT.

Avocat très-distingué d'Angoulême, dévoué, par principes et par sentiment, à la famille des Bourbons ; il ne ménage le libéralisme ni dans ses écrits ni dans ses discours : il a défendu beaucoup de proscrits, et il a arraché quelques victimes aux tribunaux révolutionnaires.

(150)

DESPATYS.

(Seine-et-Marne , Melun.)

CÔTÉ DROIT.

Les libéraux prétendent qu'il a voté quelquefois avec le côté gauche , mais je le place hardiment du côté droit , parce qu'il est impossible qu'un homme qui a une bonne réputation, et une place de procureur du roi au tribunal de Melun , ne soit pas toujours prêt à soutenir le gouvernement et à défendre la cause royale.

DESPERIES DE LANGELOUSE.

(Landes , Mont-de-Marsan.)

CÔTÉ DROIT.

Officier des gardes du corps , compagnie de Grammont ; digne par sa bravoure et sa fidélité de servir sous un tel chef , il est digne aussi par son excellent esprit , et la solidité de ses principes , du poste honorable où il vient

d'être appelé par les suffrages de ses concitoyens.

DEVAUX.

(Cher, Bourges.)

CÔTÉ GAUCHE, PREMIÈRE SECTION.

Maire de Bourges pendant les cent jours ; il a été nommé député en 1817 ; il soutient les doctrines libérales avec beaucoup de chaleur ; il s'assied auprès de MM. Lafitte, Benjamin-Constant, Lafayette, etc., etc.

De tous les discours prononcés par ce député, celui par lequel il a appuyé la fameuse pétition Madier-Monjau, me paraît le plus dangereux : si j'avais connu M. Devaux, et qu'il m'eût annoncé le projet de parler en cette circonstance, j'aurais essayé de lui faire quelques représentations ; « de quel droit lui aurais-je » dit voulez-vous signaler à la tribune les dangers imaginaires d'un prétendu gouvernement occulte ? vous y croyez, dites-vous ;

» publiez donc les pièces à conviction , éclai-
» rez le monarque , éclairez son successeur ,
» ce prince héroïque , modèle de toutes les
» vertus , ce premier sujet du Roi , qui n'a
» d'occulte que sa bienfaisance et qui montre
» au grand jour et son cœur si pur , et sa vie
» si utile , et ses pensées si généreuses , Enfin ,
» avant d'annoncer¹ que vous donnez votre
» assentiment à cette pétition téméraire , ré-
» fléchissez que l'adopter et la soutenir , c'est
» en répondre. » Voilà ce que j'aurais dit , à
M. Devaux , et peut-être qu'en cédant à mes
objections , il se serait évité une démarche
dont l'imprudence a frappé les moins clair-
voyans.

DIJON (LE COMTE).

(Lot-et-Garonne , Agen.)

CÔTÉ DROIT.

Colonel avant la révolution , il fut en-
fermé pendant la terreur et allait être con-

duit à l'échafaud, lorsqu'un homme, qu'il a eu la douleur de ne pas retrouver, et dont il n'a jamais su le nom, le fit sortir de la conciergerie. Religieux par principe, bon et humain par caractère, le général Dijon a une bienfaisance active et ne refuse jamais les malheureux : c'est lui qui a fait à la ville de Nérac le magnifique présent de la statue de Henri IV.

Du bon roi dont le pauvre a gardé la mémoire.

DONNADIEU (Le vicomte).

(*Bouches-du-Rhône, Marseille.*)

CÔTÉ DROIT.

Il entra au service à dix-neuf ans, fit plusieurs campagnes sous le général Moreau, et se distingua d'une manière particulière en Espagne et en Prusse; il prêta en 1814 serment de fidélité au roi, lui fut fidèle pendant les cent jours et alla rejoindre S. M. à Gand; nommé commandant militaire à Grenoble, il y repoussa par la

force les projets des factieux; S. M., satisfaite de sa conduite, lui conféra le titre de vicomte et le nomma lieutenant-général. On a voulu depuis envelopper de nuages cette affaire mémorable; mais, particulièrement lié avec des habitans de Grenoble, et ne connaissant nullement le général Donnadien, je puis affirmer, dans l'intérêt de la vérité, qu'il y a eu à Ebin, près Grenoble, des rassemblemens considérables, armés contre l'autorité du roi, et que sans le dévouement et la vigueur du général Donnadien, il est impossible de prévoir quelles eussent été les suites de cette sédition organisée : attaqué dans plusieurs brochures, et entre autres par un avocat nommé Rey, le général l'a poursuivi en réparation (1). Mais son

(1) M. le vicomte Donnadien avait pour défenseur M. Berryer fils, jeune avocat, aussi distingué par ses talens que par ses principes, et pour qui chaque nouvelle plaidoirie est un nouveau succès.

Mais son adversaire ayant passé en pays étranger, la cour d'assise a rendu par défaut le jugement suivant, le 30 octobre 1820.

« La cour, après délibération, a condamné
» le sieur Rey au maximum de la peine ré-
» vée aux calomniateurs, dix-huit mois de
» prison, 3,000 fr. d'amende, et 10,000 fr. de
» dommages-intérêts envers M. le vicomte
» Donnadiou : l'arrêt sera imprimé au nom-
» bre de 500 exemplaires à Paris et à Gre-
» noble. »

Les libéraux se réjouissent, dit-on, de la nomination du général Donnadiou; mais leur joie sera courte, car on assure qu'il aura à la chambre la contenance tout à la fois la plus ferme et la plus calme, et qu'il soutiendra avec la plus grande énergie, mais sans aucune exagération, la noble cause qu'il a déjà défendue avec tant de courage et de dévouement.

(156)

DORIA (Le marquis).

(Saône-et-Loire, Mâcon.)

CÔTÉ DROIT.

Son nom semble annoncer une origine italienne , et cependant il est Français : on peut même dire qu'il est bon Français, quand on l'entend parler , et qu'on sait comment il vote ; c'est sur sa proposition que la chambre a décidé que les députés ne recevraient pas de traitement, et cette idée seule annonce toute l'indépendance de son caractère : M. Doria était du nombre des députés sortans, mais il a été réélu à une très-grande majorité.

DOUBLAT.

(Vosges, Épinal.)

CÔTÉ DROIT.

Receveur général des finances à Epinal ; je n'ai aucune notion bien précise , sur ce député, mais on assure qu'il a voté pour l'amén-

(157)

dement Boin , et par conséquent pour la loi qui nous a valu de si belles élections ; alors je le place du côté droit.

DOUNOUS (HENRI).

(Arriège , Foix.)

CÔTÉ DROIT.

Homme recommandable par ses vertus , ses opinions et son esprit ; il jouit de la confiance de tous les royalistes de son département , et c'est cette confiance qui l'a porté à la chambre des députés.

DRUET DES VAUX.

(Orne , Alençon.)

CÔTÉ DROIT.

Ce député, déjà avancé en âge, monte rarement à la tribune ; mais il n'a jamais refusé sa voix au gouvernement dans toutes les occasions où il s'est agi de la tranquil-

lité publique : à l'époque des troubles de juin, pour la loi des élections, etc., etc.

DUBOIS-DE-RIOCOURT.

(Meurthe, Nancy.)

CÔTE DROIT. . .)

Premier président de la cour royale de Nancy ; c'est pour de tels magistrats, que l'on se réjouit de l'inaltérabilité comme d'un bienfait ; peu de mots suffiront pour que l'on apprécie M. de Riocourt. Il a l'honneur, il eut le courage d'être du très-petit nombre de ceux qui se présentèrent à S. A. R. Monsieur, à son arrivée à Nancy en 1814. Pendant les cent jours, toute la cour royale jura fidélité à Buonaparte, hors deux membres ; M. de Riocourt en était un. Député en 1815, il vint d'être réélu à une immense majorité.

(159)

DUBOTDERU (LE COMTE).

(Morbihan, Vannes.)

CÔTÉ DROIT.

Bon et loyal député de la chambre de 1815; il est monté à la tribune pour faire sa profession de foi monarchique et religieuse, et on l'a trouvée digne d'un chevalier français. C'est un franc Breton, qui a toujours eu pour devise :
Mon âme à Dieu, ma vie au Roi.

DUBRUEL.

(Aveyron, Rodez.)

CÔTÉ DROIT.

Il a toujours combattu dans toutes les assemblées dont il a été membre, les maximes désastreuses des révolutionnaires; le Roi, pour le récompenser de son courage et de sa fidélité, lui a donné des lettres de noblesse et l'a nommé proviseur du lycée de Versailles. On ne pouvait pas faire un

meilleur choix , et cet homme respectable fait aux maîtres de ce lycée les mêmes recommandations que M. le sous-préfet de Limoux (1) vient d'adresser au chef du collège de cette ville, « que les instituteurs s'occupent » sans cesse, leur dit ce magistrat, à graver » dans l'esprit de leurs élèves ces sentimens honorables qui seuls peuvent faire » un jour leur bonheur et celui de la patrie. » Si, pour le besoin des études, ils sont forcés » de faire usage des auteurs de la bonne latinité, » qui, ayant écrit sous une république, professent des maximes contraires à nos mœurs » et à nos principes de gouvernement, qu'ils » s'empressent d'éclairer l'inexpérience de » leurs élèves, en leur faisant remarquer

(1) M. Fauveau, sous-préfet de Limoux, aussi recommandable par l'étendue de ses connaissances que par son dévouement sans bornes pour la famille des Bourbons.

» que ces idées qui semblent sublimes au
» premier coup d'œil sont souvent désas-
» treuses dans leur application ; qu'ils leur
» rappellent que la religion chrétienne a poli
» nos mœurs ; et que nos gouvernemens mo-
» dernes n'admettent pas cette exagération de
» sentimens, qui a produit quelques vertus
» et beaucoup de crimes.

» Songez en un mot, messieurs , que la
» jeunesse est l'espérance la plus chère de la
» patrie, et que le roi ne souffrira pas qu'elle
» soit confiée à des mains indignes d'un dépôt
» aussi précieux. »

Tels sont les principes d'après lesquels le
digne proviseur du lycée de Versailles élève
les jeunes gens confiés à ses soins , et qui tous
voient en lui plutôt un père qu'un maître. Je
n'ai pas besoin de dire d'après cela que M. Du-
bruel, collègue de M. de Bonald, pense comme
lui, et qu'il siège du même côté.

(162)

DUCAMBOUT DE COISLIN.

(Loire-Inférieure , Nantes.)

CÔTÉ DROIT.

Il était plusieurs fois inscrit pour la parole, lorsque la clôture de la discussion l'a empêché de monter à la tribune : à en juger par ses opinions, on doit regretter ses discours.

DUCHERRAY.

(Moselle , Metz.)

CÔTÉ DROIT.

Convaincu que dans un moment de danger tout Français se doit à son pays, il a accepté la marque de confiance que lui ont donnée ses citoyens. Ses principes sont les mêmes que ceux de ses estimable collègues, MM. de Turmel et de Haussen, dévouement au Roi et à la légitimité.

(163)

DUDON.

(Ain , Bourg.)

CÔTÉ DROIT.

Conseiller d'état, l'un des commissaires chargés d'examiner en 1816, de concert avec les délégués des puissances alliées, le montant des paiemens faits et à faire en vertu de la convention du 20 novembre. M. Dudon n'a pas eu depuis plusieurs années de destination fixe : ceux qui connaissent l'activité de son esprit, sa facilité prodigieuse et la solidité de ses principes politiques, ont beaucoup regretté son inaction, et se réjouissent de le voir appelé à des fonctions importantes qu'il remplira avec le dévouement qu'on doit attendre d'un bon et loyal député.

(164)

DUGAS DES VARENNES.

(Loire , Montbrison.)

CÔTÉ DROIT.

Il était député à la chambre de 1815 , et il y a développé de si excellens principes , que les électeurs du grand collège ont voulu lui prouver à la fois et leur reconnaissance pour le passé , et leur confiance pour l'avenir , en le chargeant de cette nouvelle mission.

DUHAMEL (LE COMTE LOUIS).

(Gironde , Bordeaux.)

CÔTÉ DROIT.

Filleul de S. M. Louis XVIII, il appartient à une ancienne famille de la Guienne. Son père a rempli long-temps à Bordeaux la place de lieutenant de maire.

A l'époque de la restauration M. Duhamel était préfet du département des Pyrénées.

Orientales. Il se conduisit de manière à mériter la bienveillance de monseigneur le duc d'Angoulême, et conserva sa place.

Au 20 mars, il resta fidèle au roi et maintint son département dans l'obéissance, jusqu'à l'instant où M. de Vitrolles fut dépouillé de toute autorité. Il eut à lutter dans cette circonstance contre le général qui commandait alors son département. Il rejoignit monseigneur le duc d'Angoulême en Espagne, et fut ensuite nommé à la préfecture de la Dordogne. Il créa dans ce département cette belle garde nationale à cheval qui a donné tant de preuves de zèle, d'activité, de dévouement et de courage. Appelé à la préfecture de la Vienne, son premier soin fut de réunir, comme dans la Dordogne, tous les amis de la cause royale en un même corps. Sa confiance fut accordée exclusivement aux hommes recommandables, et il a fait tout le

bien que les circonstances lui ont permis de faire.

Plus tard M. Duhamel lutta avec courage contre un système dont on a reconnu depuis les dangers ; il en combattit les principes dans sa correspondance.

Destitué en 1819 par suite de ce système , il n'a pas encore été réintégré : il vient de recevoir de ses compatriotes , qui l'ont nommé député , une marque d'estime qu'il a due tout à la fois à l'intérêt qu'inspire sa personne , et au souvenir que l'on a conservé des services rendus par son père. M. le comte Duhamel a l'esprit vif et d'une grande sagacité ; il soutiendra toujours avec chaleur et talent la cause des Bourbons à laquelle il s'est entièrement dévoué.

(167)

DELAURO.

(Aveyron , Rodez.)

CÔTÉ DROIT.

Maire de Rodez; il appartient à une des meilleures familles de la bourgeoisie; il jouit de la plus haute considération, et il est généralement respecté. Son père, étant devenu veuf, avait embrassé l'état ecclésiastique, et s'était livré avec zèle à l'éducation de ses enfans: M. Delauro a des connaissances très-étendues en théologie, en finances et en politique.

DUMANOIR LE PELEY (LE COMTE).

(Manche , Saint-Lô.)

CÔTÉ DROIT.

Député depuis 1815, il a parlé plusieurs fois avec beaucoup de sens, lors de la discussion du budget de la guerre et de la marine. En général, il se défie trop de lui-même, et pas assez des autres.

(168)

DUPLAN.

(Gers, Auch.)

CÔTÉ DROIT.

Juge de paix de Samatan, canton de Lombez, département du Gers, M. Duplan possède la confiance de tous les honnêtes gens de son pays. Porté par les royalistes dans trois élections successives il s'était vu écarté par une influence dont les effets n'ont été que trop funestes; sa nomination a été un bonheur pour tous les amis de la monarchie, et le département du Gers s'est estimé heureux d'envoyer à la chambre un député recommandable par toutes les vertus qui constituent le chrétien, le royaliste et l'honnête homme.

DUPLEIX DE MEZY.

(Nord, Lille.)

CÔTÉ DROIT.

Directeur général des postes; il fut complètement étranger aux affaires publiques,

sous l'ancien gouvernement ; nommé en 1814 par le roi préfet du département de l'Aube, il n'exerça aucunes fonctions pendant l'inter-règne , et fut appelé à la préfecture de Lille à la seconde restauration. M. de Mézy a proposé à la chambre plusieurs vues très-sages sur l'administration des postes dont il est chargé (1). Doublement attaché à la famille des Bourbons, et par le serment qu'il a prêté et par les malheurs qui l'ont si long-temps poursuivie, M. de Mézy ne voterait jamais pour aucune mesure qui pourrait ébranler le trône ou en compromettre les intérêts.

(1) Le secrétaire-général de cette administration est M. Roger, de l'académie française, qui a écrit avec tant de courage et d'énergie dans le *Journal Général* pendant les cent jours, et qui, depuis cette époque , a servi la cause royale avec un zèle et une activité qui ne se sont jamais ralentis.

(170)

DUPLESSIS-GRENEDAN.

(Ille-et-Vilaine, Rennes.)

CÔTÉ DROIT.

Député à la chambre de 1815, son nom est devenu célèbre par suite de la proposition qu'il a faite en comité secret au mois d'octobre de cette même année de supplier S. M. d'enjoindre à tous ses procureurs-généraux de faire leurs poursuites et diligences contre les auteurs et fauteurs du retour de Buonaparte. M. Duplessis de Grenedan ne connaîtra jamais de transaction entre son devoir et sa conscience.

DUPONT (LE COMTE).

(Charente, Angoulême.)

CÔTÉ DROIT.

Lieutenant-général des armées du roi; il était en prison à l'époque de la première restauration. Buonaparte, furieux de ce qu'il avait signé en Espagne une capitulation, oublia qu'il

avait puissamment contribué au succès des journées de Marengo et de Friedland, et comme s'il était possible de dire d'un général français ce qu'on dit d'un soldat de je ne sais quelle nation , *il fut brave tel jour*, Napoléon fit planer sur la conduite du général Dupont des soupçons injurieux, et le menaça pendant plusieurs années d'un conseil de guerre qu'il n'avait point l'intention de faire convoquer; l'arrivée du roi le rendit enfin à la liberté, et il fut nommé ministre de la guerre; le général se conduisit avec beaucoup d'énergie, à l'époque du 20 mars, et fit une proclamation qui ne laissait aucun doute ni sur ses propres sentimens ni sur l'espoir de repousser l'ennemi de la France. Après le 8 juillet 1815, il fut nommé ministre d'état, et le département de la Charente le choisit pour député; il est assez extraordinaire qu'avec beaucoup d'esprit, et une grande habitude de la langue, en prose et en vers, il ne se soit presque jamais montré à

la tribune. Dans les deux assemblées où il a siégé jusqu'à présent, il a toujours été au centre qui va se fondre avec le côté droit ; ce petit changement coûtera d'autant moins au général Dupont, qu'il est tout à la fois royaliste par affection pour le roi et par haine pour Buonaparte.

DUPONT (DE L'EURE).

(Eure , Évreux.)

CÔTÉ GAUCHE , PREMIÈRE SECTION.

Avocat avant la révolution ; il était de la chambre des cent jours, et s'occupait, dans les premiers jours de juillet, à rédiger une constitution, lorsque le Roi fit son entrée à Paris, et nous rendit la Charte. On dit que son élection contient des causes de nullité.

(173)

DUPUY.

(Charente, Angoulême.)

côté DROIT.

M. Dupuy, qui pense trop bien pour parler si peu, est du côté droit depuis qu'il n'y a plus de centre.

DURAND.

(Pyrénées-Orientales, Perpignan.)

côté DROIT.

Négociant extrêmement instruit dans l'économie rurale ; il a parlé plusieurs fois sur l'importation et l'exportation des grains. Ses principes sont bons, et il est attaché au gouvernement du Roi.

DURAND-FAJON.

(Hérault, Montpellier.)

côté DROIT.

Président du tribunal de commerce de Montpellier : il n'a pris la parole que deux ou

(174) :

trois fois depuis 1815, mais il s'est réuni constamment pour les questions fondamentales aux membres du côté monarchique de l'assemblée.

DUSSUMIER-FONBRUNE,

(Gironde , Bordeaux.)

CÔTÉ DROIT.

Il servait avant la révolution, n'en adopta jamais les erreurs, et embrassa l'état de négociant, dans lequel ses aïeux et toute sa famille s'étaient fait honorer; il a été en mars 1814 du conseil privé de monseigneur le duc d'Angoulême : sa conduite a été, pendant les cent jours, celle d'un bon et loyal sujet du Roi. Nommé député en août 1815, il a constamment siégé au côté droit; il a un caractère vif, ferme et inflexible sur les principes de l'honneur; le Roi lui a donné des lettres de noblesse.

(175)

DUVERGIER DE HAURANNE.

(Seine-Inférieure , Rouen.)

CÔTÉ DROIT.

Ancien et riche négociant de Rouen ; il a été successivement membre de la chambre du commerce , et administrateur des hospices civils ; il est resté député depuis 1815 jusqu'en 1818. Ses compatriotes s'accordent à dire qu'il ne s'est point borné, pendant toutes les sessions, à offrir dans l'examen des questions générales le tribut de ses lumières, et qu'il a toujours fait servir au bien-être de ses mandataires l'influence qu'il s'est acquise.

ENTRECHAUX (D').

(Var , Draguignan.)

CÔTÉ DROIT.

Capitaine de vaisseau en retraite ; il faisait partie de la malheureuse expédition de Quiberon , et au moment où il sortait de la pri-

(176)

son pour être fusillé, la fille du géolier l'a sauvé miraculeusement. M. d'Entrechaux est retiré depuis long-temps à Besse près Brignoles, où il partage tous ses momens entre l'étude et l'amitié ; quoique très-énergique dans ses opinions, il a une certaine paresse d'esprit qui lui fait trouver du charme à *far niente* ; aussi ne s'était-il pas mis sur les rangs pour être député, et ce n'est qu'après avoir lu et médité la proclamation du roi, qu'il a cédé aux instances de ses amis et au vœu des électeurs.

ESCHASSERIAUX LE JEUNE.

(Charente-Inférieure, La Rochelle.)

CÔTÉ GAUCHE, DEUXIÈME SECTION.

Frère du conventionnel, et conventionnel lui-même, il n'est arrivé à cette assemblée qu'après la mort de Louis XVI, et il y a parlé plusieurs fois en faveur des émigrés ; M. Eschassériaux a dirigé toutes ses études

(177)

vers l'art médical ; sa fortune lui a permis de se livrer avec ardeur à l'étude des sciences qui ont fait l'occupation de toute sa vie. Dans les fonctions administratives qu'il a remplies , il a fait preuve de sagesse et d'impartialité. Porté par les libéraux, il votera avec eux.

ESGONNIÈRE.

(Vendée , Bourbon-Vendée.)

CÔTE GAUCHE , PREMIÈRE SECTION.

Il n'y a point de division d'opinions parmi les députés de la Vendée ; chacun sait comment vote M. Manuel, et M. Esgonnière vote comme lui.

D'ESTERNO (LE COMTE).

(Aisne , Laon.)

CÔTÉ GAUCHE , DEUXIÈME SECTION.

Certains journaux ont annoncé que M. d'Esterno , qu'ils appellent de leur pleine

(178)

l'autorité M. Esterno, a assisté à un banquet qui lui a été offert en réjouissance de sa nomination, et dont les principaux convives étaient des libéraux; il n'est donc plus possible de douter que M. le comte d'Esterno ne se place du côté gauche.

ETIENNE.

(Meuse , Bar-le-Duc.)

CÔTÉ GAUCHE, PREMIÈRE SECTION.

Un des auteurs de la Minerve.

FABRE (LE BARON).

(Morbihan , Vannes.)

CÔTÉ GAUCHE, DEUXIÈME SECTION.

Ce maréchal de camp, frère du célèbre Fabre d'Eglantine, a une réputation militaire très-distinguée. Il a perdu en 1816 le commandement militaire du département des Côtes-du-Nord : il siège avec les libéraux.

(179)

FALATIEU.

Vosges, Épinal.)

CÔTÉ DROIT.

Quoique les biographies le placent du côté gauche, je le mets du côté droit, et je me fonde sur un discours qu'il prononça au mois d'octobre 1816, comme président du collège des Vosges : « Le Roi, disait-il, nous con-
» sacre les soins d'une tendre vigilance, tou-
» jours active, toujours présente : il reste
» au milieu de nous pour nous avertir que le
» bonheur des peuples dépend de la stabi-
» lité de leurs institutions. Ah ! puisse-t-il
» y rester assez, ce monarque chéri, pour
» assurer un bonheur qui serait imparfait
» pour tous, si lui-même n'y trouvait le
» sien ; et puisqu'il est interdit à notre amour
» de lui porter l'expression de nos vœux, que
» du moins les voûtes de cette enceinte en re-
» cueillent les accens. »

(180)

Il est évident que l'auteur d'un pareil discours est un bon royaliste ?

FAURE.

(Charente-Inférieure , la Rochelle.)

GÔTÉ GAUCHE , PREMIÈRE SECTION.

Il ne parle jamais ; s'il parlait , ce serait comme l'extrême gauche , avec laquelle il vote.

FAVARD DE LANGLADE (LE BARON).

(Puy-de-Dôme , Clermont.)

CÔTÉ DROIT.

Membre du conseil des cinq-cents, du tribunat, du corps-législatif, il s'est toujours conduit avec modération. Au 20 mars, il fut rayé de la liste des maîtres des requêtes ; peu de temps après son retour le Roi le nomma conseiller d'état ; il est en outre conseiller à la cour de cassation. Je connais peu de faits re-

latifs à ce député, mais je l'ai vu le 29 septembre à huit heures du matin auprès du berceau de monseigneur le duc de Bordeaux, et je réponds qu'il est royaliste.

FLEURIAU DE BELLEVUE.

(Charente-Inférieure, La Rochelle.)

CÔTÉ DROIT.

Ce député appartient à une famille des plus respectables, dévouée à son Roi, et qui s'est fait constamment chérir par sa bienfaisance et ses vertus; M. Fleuriau de Bellevue a suivi de si nobles traces; il s'est rendu utile à son pays dans plusieurs occasions. Son nom n'est pas inconnu dans les sciences; il est correspondant de l'Institut. Presque tous les procès-verbaux du conseil-général de la Charente-Inférieure ont été rédigés par lui depuis longues années, et prouvent ses connaissances en administration et la sagesse de ses principes.

(182)

FLOIRAC (DE).

(Hérault , Montpellier.)

CÔTÉ DROIT.

Maréchal de camp , ancien préfet du Morbihan et de l'Hérault : tous ses discours sont empreints de cette loyauté chevaleresque qui donne de l'éclat aux pensées les plus simples ; il a voté sur la loi du recrutement avec une énergie qui lui a mérité tous les suffrages ; dans une autre circonstance un pétitionnaire ayant demandé que l'on exécutât la loi sur les suicides , M. Caumartin proposa l'ordre du jour ; alors M. de Floirac s'élança à la tribune , et cet orateur septuagénaire fit entendre ces paroles remarquables.

« On vous propose l'ordre du jour sur des crimes , et moi je vous demande le renvoi à
» monseigneur le garde des sceaux ; la déplorable manie du suicide fait parmi nous les
» plus grands ravages , les journaux nous an-

» noncent quelquefois quatre suicides par jour.
» Les lois sont impuissantes pour arrêter un
» pareil désordre, la religion seule peut don-
» ner ce courage qui fait supporter les grandes
» infortunes, en donnant l'espoir d'une meil-
» leure vie, en procurant des consolations au
» coupable, en lui inspirant des remords,
» mais nous devons à la morale publique de
» faire à cette pétition l'accueil qu'elle mé-
» rite ».

La proposition de M. de Floirac fut adop-
tée ; ce bon et loyal député peut offrir aux
militaires un modèle accompli ; sa con-
duite leur apprendra que ce n'est pas dans
le courage seul que consiste le véritable hon-
neur, et qu'il faut, pour le conserver intact,
respecter son Roi légitime et rester fidèle à son
serment.

(184)

FOLLEVILLE (DE).

(Calvados , Caen.)

CÔTÉ DROIT.

Conseiller au parlement de Rouen avant la révolution et député à la chambre de 1815. Je laisse de misérables libellistes disséquer ce nom pour y chercher des plaisanteries qu'ils croient gaies et qui ne sont que plates ; et je dis , pour être juste , que M. de Folleville a autant de politesse dans les manières que d'inflexibilité dans les principes. Membre de la minorité pendant la session qui vient de finir , il sera , heureusement pour la France , avec les Villèle , les Bonald et les Castelbajac , de la majorité dans la chambre de 1820.

FORBIN DESISSART (LE MARQUIS DE).

(Vacluse , Avignon).

CÔTÉ DROIT.

Colonel de cavalerie, chevalier de Saint-Louis, lieutenant des gardes-du-corps; il est avignonais, et dès le commencement de la révolution il a donné à l'infortuné Louis XVI de grandes preuves de dévouement; il est rentré en France vers l'époque de la mort du duc d'Enghien, dans l'espoir d'être utile aux Bourbons; il a pris une part très-active à la restauration, et à l'époque fatale du 20 mars il a suivi le Roi à Gand. Nommé député à la chambre de 1815, il se fit remarquer par l'énergie de ses discours; il ne fut pas réélu après l'ordonnance du 5 septembre. Le département de Vacluse voulait un député qui fût prêt à tout sacrifier, même sa vie, pour les intérêts

(186)

du trône et de la religion ; en nommant M. de Forbin il a trouvé ce qu'il cherchait.

FORNIER DE CLAUZELLES.

(Arriège , Foix.)

CÔTÉ DROIT.

Lieutenant de l'ouvrier dans le département de l'Arriège, il a eu peu d'occasions de parler à la chambre, mais il a toujours siégé et voté avec les députés qui veulent l'affermissement du trône et le triomphe de la légitimité.

FORNIER DE SAINT-LARY (1).

(Hautes-Pyrénées , Tarbes.)

CÔTÉ DROIT.

La France connaît de lui deux belles actions : d'abord il a proposé au mois de juillet 1814, à la chambre des députés, qu'on suppliât le Roi de donner un état de ses dettes, ensuite

(1) Ce député est questeur ainsi que M. Chabaud Latour.

il s'est rendu à Bordeaux pendant l'interrègne, et il a signé la fameuse déclaration de M. Lainé (Voyez Lainé). Deux traits pareils sont les meilleures preuves de dévouement qu'on puisse donner, aussi doit-on croire à celui de M. de Saint-Lary.

FOURNAS.

(Loire , Montbrison.)

CÔTÉ DROIT.

Il ne ressemble pas à ces députés infatigables qui demandent sans cesse la parole ; M. Fournas est un homme paisible, que la commission des pétitions choisit quelquefois pour son rapporteur, et dont la chambre adopte presque toujours les conclusions, parce qu'elles sont raisonnables et judicieuses. M. Fournas est du reste un excellent royaliste dont la boule n'a pas été donnée une seule fois pour une proposition dangereuse : c'est un soldat fidèle qui ne désertera jamais.

(188)

FOY.

(Aisne, Laon.)

CÔTÉ GAUCHE, DEUXIÈME SECTION.

Il a toujours témoigné une profonde horreur pour les anarchistes, et Joseph Lebon, d'infâme mémoire, l'avait fait arrêter comme modéré. Le général Foy s'est distingué dans un grand nombre de campagnes, et a été nommé député en 1818. Dans une des séances de la dernière session, il prononça un discours dont quelques phrases semblaient offensantes pour les émigrés; M. de Corday, député du côté droit, l'interrompit par une apostrophe violente, et les deux collègues eurent le jour même une explication; le général Foy monta le lendemain à la tribune et déclara hautement qu'il n'avait point entendu outrager les émigrés; qu'il en avait connu beaucoup, et qu'il se faisait un devoir de rendre justice à

(189)

leur courage et à leur loyauté. On dit que cette déclaration noble et franche lui a fait beaucoup d'ennemis dans le côté gauche, je voudrais qu'elle lui en eût fait un si grand nombre que le général passât du côté droit.

FRADIN.

(Vienné, Poitiers.)

CÔTÉ GAUCHE, PREMIÈRE SECTION.

Membre de l'athénée de Poitiers, et professeur de géographie; il parle très-rarement, mais il vote toujours comme MM. Lafayette, Manuel, etc., etc.

FRANÇAIS DE NANTES (LE COMTE).

(Isère, Grenoble.)

CÔTÉ GAUCHE, PREMIÈRE SECTION.

Il était avant la révolution avocat et chef des douanes à Nantes; il est devenu ensuite officier municipal, et député à l'assemblée législative ;

il adopta les principes de la révolution, recula bientôt devant ses épouvantables excès , se cacha pendant la terreur , reparut en 1796 , contribua à la journée du 18 brumaire , et fut nommé directeur-général des droits-réunis , place qu'il occupa pendant quinze ans ; il est juste de dire qu'il trouva moyen de créer dans cette administration des espèces de majorats littéraires pour des écrivains peu favorisés de la fortune : MM. Tissot , Parni et beaucoup d'autres lui ont eu , sous ce rapport , les plus grandes obligations : M. le comte Français , nommé député l'année dernière , n'est presque jamais monté à la tribune ; il a pourtant pris la parole en faveur de la loi des élections ; c'est par reconnaissance qu'il a parlé pour elle.

(191)

FRANCOVILLE.

(Pas-de-Calais , Arras.)

CÔTÉ DROIT.

Député aux états-généraux en 1789, au corps-législatif en 1804, et à la chambre des députés en 1815, il a fait preuve dans ces trois assemblées de modération et de bons sentimens : ce n'est pas un de ces hommes portés par caractère à passer les premiers pour frayer la route, mais il ne s'écartera jamais de celle de l'honneur.

FREMICOURT.

(Nord , Lille.)

CÔTÉ DROIT.

Il a été maire de la ville de Cambray, et l'on assure qu'il remplissait avec distinction cette place honorable; depuis quatre ans qu'il est député il n'a jamais demandé la parole; il est, dit-on, d'une timidité insurmontable;

(192)

elle devient un tort quand on a autant d'esprit et de moyens.

FROC DE LA BOULAYE.

(Marne, Châlons.)

CÔTÉ DROIT.

Riche propriétaire, il fut nommé, en 1814, secrétaire d'ambassade à Constantinople ; depuis 1815, il a toujours été député, et il a toujours appuyé les mesures que les ministres ont proposées.

GAGNEUR.

(Jura, Lons-le-Saulnier.)

CÔTÉ DROIT.

Il a été député à toutes les époques depuis la restauration, et toujours partisan des saines doctrines; c'est lui qui, las d'entendre sans cesse M. Royer Collard parler de matière électorale, s'écria : « Eh! monsieur, nous avons déjà eu la preuve que cette matière élec-

(193)

» torale, était une matière inflammable : »
un pareil trait vaut tout un discours.

GANILH.

(Cantal, Aurillac.)

CÔTÉ DROIT.

Il exerçait à Paris la profession d'avocat en 1789 : il fut alors nommé électeur et envoyé à Versailles pour rendre compte des troubles de Paris ; depuis 1792 jusqu'en 1798, il a vécu dans la retraite ; mais quand Buonaparte revint d'Égypte, il reparut sur la scène, contribua à la journée du 18 brumaire, et fut récompensé par la place de tribun : il voulut parler avec franchise, et fut éliminé ; il n'occupa aucune fonction publique, jusqu'en 1815 ; nommé alors député, il l'a été à toutes les assemblées qui se sont succédées : M. Ganilh ne manque ni de connaissances, ni de moyens ; on lui reproche seule-

(194)

ment de n'avoir pas l'esprit assez juste pour distinguer toujours les théories des réalités.

GARNIER DUFOUGERAY.

(Ille-et-Vilaine , Rennes.)

CÔTÉ DROIT.

Négociant de Saint-Malo qui a passé toute l'année 1813 au secret dans un cachot de Vincennes ; il était de la chambre de 1815 et de 1816 , et il a toujours voté avec la majorité ; quoique très-habile en spéculations commerciales , il n'a jamais eu pour guide l'intérêt personnel , et il a constamment vu , avant tout , l'honneur de servir son Roi ; lié intimement avec tous les chefs de la Vendée , il a abandonné son commerce pendant les cent jours , et il a été se joindre aux fidèles Bretons qui combattaient pour la légitimité. M. Dufougeray est un homme de résolution , qui préfère les actions aux paroles , et sur lequel les Bourbons

peuvent compter dans tous les temps comme sur un de leurs plus fermes et de leurs plus courageux défenseurs.

GASQUET (DE).

(Var, Draguignan.)

CÔTÉ DROIT.

Fils d'un ancien officier de marine; il n'a cessé depuis la première restauration de donner des preuves d'amour et de dévouement aux Bourbons; membre du conseil général de la ville de Lorgues, près Draguignan, c'est lui qui, dès le 27 juin 1815, et quoiqu'il ne fût qu'à trois lieues du quartier général de l'armée de Buonaparte, a eu le courage d'arborer de sa main le drapeau blanc: il alla ensuite à Draguignan déclarer au préfet (M. de Fermon) que tous les habitants avaient pris la cocarde blanche, et qu'aucun ne la quitterait. M. de Gasquet a eu d'autant plus de mérite à provoquer ainsi ce mouvement général, qu'il est grand partisan de la vie paisible; il pos-

sède des connaissances très-étendues en agriculture ; il a même fait faire des progrès à cette science , et il a remporté plusieurs prix pour des mémoires sur la culture des oliviers. C'est par suite de son dévouement qu'il a interrompu ses travaux agricoles pour venir siéger à la chambre des députés ; le prince a demandé ses plus fidèles amis , il a répondu à l'appel de son Roi.

GAUTRET.

(Maine-et-Loire , Angers.)

CÔTÉ GAUCHE , DEUXIÈME SECTION.

Membre du conseil des cinq-cents ; il a été aussi de la chambre des cent jours : aussitôt que sa nouvelle nomination a été proclamée par le président , il a dit aux électeurs : « Ni » despotisme ni anarchie ; tels sont vos vœux » telle sera ma loi ; *la Charte , toute la* » *Charte* avec la dynastie régnante. »

M. Gautret a été porté par les libéraux.

(197)

GAZAN AINÉ.

(Eure, Évreux.)

CÔTÉ DROIT.

Fabricant retiré ; il a su amasser par son travail et son industrie une fortune assez considérable , dont il se fait honneur : ses principes sont ceux d'un honnête homme et d'un bon royaliste.

GENUYT.

(Haute-Marne, Chaumont.)

CÔTÉ DROIT.

Membre du conseil général du département ; il a une physionomie morale toute particulière ; il dirige lui-même la culture de ses propriétés et fait valoir ses biens ; il a toute la vivacité d'un habitant du midi, et la noble franchise de son caractère ne lui permet aucune concession envers les ennemis du roi et des Bour-

(198)

bons : M. Genuyt est fort aimé et fort estimé de tous ses compatriotes, qui viennent de lui donner la preuve la moins équivoque et la plus honorable de leurs sentimens pour lui.

GESTAS
(Basses-Pyrénées, Pau.)

CÔTÉ DROIT.

Membre de la chambre de 1815; il vient d'être réélu à une grande majorité: le pays d'Henri IV ne pouvait pas envoyer à la chambre un député qui eût des antécédens plus honorables et des principes plus sûrs et plus solides.

GIRARDIN (COMTE STANISLAS DE.)
(Seine-Inférieure, Rouen.)

CÔTÉ GAUCHE; DEUXIÈME SECTION.

Élève de J.-J. Rousseau, il se montra d'abord partisan de la révolution. Membre de l'Assemblée nationale législative, il commença

par ignorer l'existence du parti qui voulait le renversement du trône : dès qu'il la connut, il parla avec franchise contre les révolutionnaires qu'il flétrit du nom de *Régicides* dès le mois de juin 1792. Depuis cette époque jusqu'au 18 brumaire, il vécut dans la retraite ; il fut alors nommé tribun, ensuite membre du corps législatif et préfet de Rouen : remplacé dans ses fonctions par M. de Kergariou, il resta trois ans dans l'inaction et fut nommé en 1819, préfet de la Côte-d'Or (Dijon) : il fut encore révoqué au mois de mars 1820. Il siége parmi les libéraux.

GIROD.

(Ain, Bourg.)

CÔTÉ GAUCHE, DEUXIÈME SECTION.

Membre du conseil des anciens en 1795, et du conseil des cinq-cents en 1799 ; nommé baron et maître des comptes en 1807, il fut maintenu dans cette place en 1814, à la pre-

mière restauration. On doit reprocher à M. Girod d'avoir signé l'adresse présentée à Buonaparte par la cour des comptes à l'époque des cent jours: Ce n'est pas une excuse pour un magistrat que de dire qu'il a fait comme les autres, il doit agir selon sa conscience, se souvenir que la fidélité au serment est la première vertu d'un fonctionnaire, et espérer ensuite que s'il ne fait pas comme les autres, les autres feront comme lui.

GOSSUIN.

(Nord , Lille.)

CÔTÉ GAUCHE , DEUXIÈME SECTION.

Membre de l'assemblée soi-disant constituante et de la convention ; il est aujourd'hui receveur-général des finances à Lille : espérons qu'en cette qualité il n'opposera plus aucune entrave à la marche du gouvernement.

(201)

GOIN - MOISANT.

(Indre-et-Loire, Tours.)

CÔTÉ DROIT.

Riche négociant de Tours, vice-président du tribunal de commerce de cette ville; il fut de la chambre de 1815, et demanda des loix très-rigoureuses contre ceux qui feraient entendre des cris séditieux; depuis cette époque il a toujours témoigné un grand respect pour les principes monarchiques et religieux.

GOURGUES (LE MARQUIS DE).

(Tarn-et-Garonne, Montauban.)

CÔTÉ DROIT.

Maître des requêtes en service extraordinaire; officier de la garde nationale à cheval, il a saisi et même cherché toutes les occasions de prouver son zèle et son dévouement à la maison de Bourbon; quand il montera à la

tribune, ce sera pour rendre hommage au principe sacré de la légitimité.

GRAMMONT (LE MARQUIS DE).

(Haute-Saône, Vesoul.)

CÔTÉ GAUCHE, PREMIÈRE SECTION.

Il est député depuis 1816 ; j'ai beaucoup suivi les séances de la chambre, et je ne me rappelle pas l'avoir entendu parler : il vote avec MM. Dupont de l'Eure, Hernoux, etc. etc.

LEGRAVEREND.

(Ille-et-Vilaine, Rennes.)

CÔTÉ GAUCHE, DEUXIÈME SECTION.

Conseiller à la cour royale de Rennes ; on serait tout naturellement porté à croire qu'un magistrat doit adopter et même soutenir toutes les propositions qui tendent à donner de l'éclat à la couronne et de la solidité au trône ; M. le

Graverend suit une marche différente, et jusqu'à présent il s'est toujours montré le propagateur des idées libérales, il a défendu la loi des élections; enfin il a constamment voté avec le côté gauche.

GRENIER (LE COMTE).

(Moselle, Metz.)

CÔTÉ GAUCHE, PREMIÈRE SECTION.

Lieutenant-général des armées du roi, il eut une grande influence dans la chambre des représentans en 1815, et fut nommé avec le duc d'Otrante et Carnot membre de la commission du gouvernement : en 1816 il fut élu député par le département de la Moselle, et il a toujours voté avec MM. Bignon, Lafitte, etc., etc.

GROSSELE DE FLAMARENS.

(Gers , Auch.)

CÔTÉ DROIT.

Possesseur d'une fortune considérable ; il a obtenu depuis long-temps par ses sentimens et sa conduite privée la confiance de ses concitoyens : il est ami de l'ordre et serviteur fidèle des Bourbons dont il défendra la cause.

GUERRONNIÈRE (DUBREUIL HÉLION)

DE LA).

(Charente , Angoulême.)

CÔTÉ DROIT.

Député à la chambre de 1815 , il y a toujours voté avec la majorité : il était particulièrement distingué de Monseigneur le prince de Condé , auprès duquel il avait été blessé et qu'il avait accompagné en Russie. M. de la Guerronnière est un des ces braves gentilshommes qui exposeraient leurs jours pour leur roi sans croire même faire un sacrifice.

(205)

GUILHEM.

(Finistère , Quimper.)

CÔTÉ GAUCHE , PREMIÈRE SECTION.

Négociant de Brest, jouissant d'une fortune considérable; c'est le premier député nommé en vertu de la loi du 5 février.

GUITARD.

(Cantal , Aurillac.)

CÔTÉ GAUCHE , DEUXIÈME SECTION.

Avocat du Roi à Aurillac : on dit qu'il se décidera peut-être à passer du côté droit : *O ultinam !*

HALGAN.

(Morbihan , Vannes.)

CÔTÉ DROIT.

Il sert depuis long-temps dans la marine avec une grande distinction, et il est arrivé par son mérite au grade de contre-amiral ; c'est

S. M. qui lui a conféré ce titre : il jouit parmi ses collègues d'une considération méritée, et on le dit très-reconnaissant des bontés du Roi, et sincèrement dévoué à sa dynastie.

HARDIVILLIERS (D')

(Somme , Amiens.)

CÔTÉ DROIT.!

Député sortant, réélu à une immense majorité ; c'est un des plus riches propriétaires d'Abbeville, et à l'époque du 20 mars il a témoigné au Roi et aux princes tout le dévouement qu'on peut attendre d'un sujet fidèle et d'un bon Français : il dit toujours oui pour les lois monarchiques, et toujours non pour les autres.

HARDOUIN.

(Sarthe , Le Mans.)

CÔTÉ GAUCHE, DEUXIÈME SECTION.

Il n'a jamais parlé à la chambre ; mais il vote comme ses collègues, M. Benjamin de

(207)

Constant , M. Picot Désormeaux et M. le
Marquis de La Fayette.

HARLÉ.

(Pas-de-Calais , Arras.)

CÔTÉ DROIT.

Les biographes prétendent qu'on ne sait comment désigner au juste la place occupée par M. Harlé ; moi je pense qu'on peut sans difficulté le placer du côté droit : puisque S. M. a bien voulu lui accorder l'insigne faveur de nommer son fils receveur-général : on peut être bien sûr que M. Harlé a trop le sentiment des convenances pour se mettre en opposition avec le gouvernement.

HAUDRY DE SOUCY.

(Seine-et-Oise, Versailles.) (1)

CÔTÉ DROIT.

Administrateur des salines de l'Est, propriétaire de la belle-terre de Soucy, près Arpajon

(1) A l'ouverture de la session du collège électoral du département de la Seine, M. le marquis Olivier de Vérac, pair de France et président du collège, a prononcé le discours suivant, aussi remarquable par l'élégance du style que par la force des pensées.

« MESSIEURS,

» Nous sommes au moment d'exercer les
» droits les plus importants que puisse conférer
» le gouvernement représentatif sous lequel
» nous avons le bonheur de vivre ; mais les
» droits sont inséparables des devoirs, et mal-
» heur à nous si nous étions jamais tentés de
» les séparer !

» Le Roi, en donnant une charte à la France,

(Seine - et - Oise) ; il est royaliste en 1820, comme il l'était en 1789, 1793, 1800, 1814 et

» a voulu que les députés librement élus fussent
 » investis du pouvoir de concourir avec lui à
 » la formation des lois , à la fixation des impôts ,
 » à leur équitable répartition , à toutes ces
 » grandes mesures d'ordre public qui fondent
 » et conservent la prospérité des empires. Une
 » loi émanée de sa sagesse a confié à l'élu des
 » propriétaires le droit de choisir ses députés ,
 » appelés à de si hautes fonctions. Mais de ce
 » droit si glorieux , de cette haute prérogative ,
 » ne résulte-t-il pas pour nous le devoir de ne
 » pas tromper les espérances du fondateur de la
 » charte ? Et cependant , messieurs , comment
 » ne seraient-elles pas trompées ces espérances ,
 » si nous permettions aux passions haineuses et
 » perturbatrices de violer l'enceinte de cette
 » assemblée pour y dicter des choix manifestement
 » en opposition avec les intentions paternelles du Roi.

» Une liberté forte et légitime nous est acquise. C'est le Roi qui se rend à lui-même
 » ce glorieux témoignage dans sa dernière pro-

en 1815, c'est-à-dire, sous tous les régimes
et à toutes les époques ; chef d'une famille

» clamation ; et quelle voix impie, en mécon-
 » naissant le bienfait, oserait donner un dé-
 » menti au bienfaiteur ? La liberté est forte ;
 » elle est désormais au-dessus de toute atteinte,
 » parce qu'elle a fait alliance avec la légitimité,
 » principe de toute force et de toute durée ;
 » parce qu'elle a cessé de maudire le passé ;
 » parce qu'elle s'appuie sur la gloire des siècles
 » antérieurs comme sur la gloire contemporaine ;
 » elle est impérissable parce qu'elle repose sur
 » l'amour du Roi ; sur les sermens des princes
 » de sa famille ; parce qu'elle est entourée de
 » toutes les institutions propres à la garantir ;
 » parce qu'enfin vous confierez le soin de la
 » défendre à des mandataires dignes d'une aussi
 » belle cause, et qui mettront leur gloire à jus-
 » tifier votre confiance ; ils la justifieront s'ils
 » n'oublient jamais que la liberté n'est pas la
 » licence ; que la religion n'est pas le fanatisme,
 » que la liberté des cultes n'est pas le dédain
 » de tous les cultes ; ils la justifieront s'ils fer-
 » ment leurs cœurs à ces défiances injurieuses

nombreuse, il a toute sa vie donné l'exemple des vertus religieuses, publiques et privées :

» qui proscrivent en masse des classes entières
» de citoyens, dont tous le crime est d'avoir été
» long-temps proscrits et malheureux.

» Oui, messieurs, j'aime à le croire, ces nouveaux députés du département dont Versailles
» cette ville toute royale est le chef lieu, ne
» mêleront jamais leurs voix aux clameurs séditiieuses qui trop souvent ont consterné la
» France. Conserver ce qui est, telle sera leur
» noble devise.

» Je n'ai qu'un regret, c'est que ce soit une
» voix aussi faible que la mienne qui ait été
» chargée de vous faire entendre d'aussi graves,
» d'aussi importantes vérités. Quand je considère
» cette imposante assemblée dans laquelle se
» trouvent tant d'hommes distingués, soit dans
» la carrière civile par de longs et utiles travaux, soit dans la carrière militaire par de
» brillans faits d'armes et même par d'éclatantes
» victoires, je fais un retour sur moi-même, et
» j'ai peine à m'expliquer la bienveillance du
» Roi. Mais alors je me dis que c'est sans doute

son unique désir a toujours été de mériter l'estime de ses concitoyens , et jamais ambition plus légitime n'a été plus complètement satisfaite. Depuis quinze ans M. Haudry de Soucy a rendu, soit en qualité de maire, soit comme membre du conseil-général, les plus grands services à son département : son zèle n'a jamais été arrêté par aucune considération particulière.

M. de Soucy avait pour concurrent une autre personne qui porte son nom sans être de sa famille. M. le comte de Fitte de Soucy, petit-fils de madame la baronne de Mackan, sous-gouvernante des enfans de France, était

» au président de votre conseil-général que cet
 » honneur a été déferé. Vos suffrages et votre
 » confiance ont préparé la confiance du Roi,
 » honorable et douce récompense d'un zèle
 » obscur sans doute, mais ardent et sans bornes
 » pour les intérêts d'un département au sein
 » duquel j'ai le bonheur de résider. »

sur les rangs pour être député : les électeurs de Seine-et-Oise auraient aussi fait un très-bon choix. Ancien ~~secrétaire~~ d'ambassade à Lisbonne et ancien ~~sous-préfet~~ de Cambrai, M. le comte de Soucy a exercé ces deux fonctions en homme supérieur, et mérite de fixer d'une manière spéciale l'attention du gouvernement.

HAUSEN (DE WERDESHEIM).

(Moselle , Metz.)

côté droit.

Ancien conseiller au parlement de Metz ; député à la chambre de 1815, il s'était acquis l'estime et l'amitié de tous ses collègues par la noblesse de son caractère, la droiture de ses intentions et son dévouement à la dynastie. Il apporte à la chambre de 1820 le même cœur et le même esprit,

(214)

HAUTEFEUILLE (D').

(Calvados , Caen.)

CÔTÉ DROIT.

Colonel d'état-major ; il a été député à la chambre de 1815 et réélu à l'assemblée qui lui a succédé. M. d'Hautefeuille a toujours défendu les bons principes ; les amis de la religion doivent à sa pieuse prévoyance l'addition des mots *morale religieuse* dans la loi sur la licence de la presse : il a démontré le danger des pétitions collectives , il a réclamé des secours pour les colons : enfin on a toujours trouvé et l'on trouvera toujours M. d'Hautefeuille, toutes les fois qu'il faudra prévenir un abus , adoucir une infortune ou faire une loi nécessaire au salut de la monarchie.

HAUTEROCHE (D').

(Hérault, Montpellier.)

CÔTE DROIT.

Neveu de l'Evêque de Limoges et membre du conseil-général du département de l'Hérault, il a montré, dans toutes les occasions importantes le zèle le plus pur et le dévouement le plus actif : doué d'une intelligence peu commune, M. d'Hauteroche se connaît parfaitement en agriculture, et préférant en cela comme en politique une pratique sage à des théories insensées, il est parvenu à faire d'une fortune ordinaire une fortune brillante. Il est correspondant du conseil royal d'agriculture, et jouit dans le département de l'Hérault d'une haute considération.

HAY.-LUCY

(Yonne, Auxerre.)

CÔTÉ DROIT.

Il est à juste titre aimé et considéré dans son département, et il vote à la chambre avec les amis de la monarchie. Il a prononcé sur la nécessité d'augmenter le traitement des vicaires de campagne, un discours qui fait honneur à la rectitude de ses idées, et qui prouve qu'il regarde la religion comme la base des états, l'auxiliaire des rois, et la consolation des malheureux.

HERCEVILLE (ROLAND D').

(Seine-et-Marne, Melun.)

CÔTÉ DROIT.

Officier aux gardes-françaises avant la révolution ; il est neveu de M. le comte Ferrand ; son dévouement au Roi et aux Bourbons ne saurait être révoqué en doute : ce

(217)

qu'on peut dire de lui de plus flatteur et de plus mérité, c'est qu'après avoir exercé les fonctions toujours difficiles et sévères de grand prévôt, il a obtenu la majorité des suffrages, tant il a su inspirer de confiance et adoucir les rigueurs de son ministère.

HERICART-FERRAND DE THURY.

(Seine-et-Oise , Beauvais.)

CÔTÉ DROIT.

Colonel de la neuvième légion de la garde nationale parisienne, inspecteur général et ingénieur en chef des mines ; il joint à une instruction profonde et variée les principes politiques les plus purs ; c'est à sa légion qu'appartiennent les gardes nationaux témoins de la délivrance miraculeuse de S. A. R. Madame duchesse de Berry. M. Héricart de Thury, proche parent de monsieur le comte Ferrand, pair de France, a obtenu le droit d'ajouter ce nom au sien. Cette faveur lui était bien due ;

ces deux noms n'en font qu'un pour les services rendus, l'honneur et le dévouement au Roi.

HERLINCOURT (LE BARON D').

(Pas-de-Calais, Arras.)

CÔTÉ DROIT.

Dès le mois d'avril 1820, M. d'Herlincourt s'était rendu l'organe de la commission des pétitions, pour demander le renvoi au bureau des renseignemens d'un projet de loi sur les élections, rédigé à ce qu'on assure dans un excellent esprit : la proposition fut rejetée, mais l'honorable membre n'en prouva pas moins, dans cette occasion comme dans plusieurs autres, son dévouement au Roi.

HERNOUX.

(Côte-d'Or, Dijon.)

CÔTÉ GAUCHE.

Il pense, parle et vote comme ses collègues Caumartin, Lafitte, etc., etc.

HEROULT DE HOTTOT.

(Calvados, Caen.)

CÔTÉ DROIT.

Ancien conseiller au parlement de Rouen : depuis trente ans il n'a pas varié dans ses opinions parce qu'elles sont fondées sur des principes ; il ne monte jamais à la tribune, mais il s'est rendu souvent très-utile dans ces discussions préparatoires qui ont lieu dans les bureaux, et qui contribuent à former et à motiver l'avis du plus grand nombre.

HUMANN.

(Bas-Rhin, Strashourg.)

CÔTÉ GAUCHE, DEUXIÈME SECTION.

Possesseur d'une fortune immense qu'il doit au commerce des denrées coloniales. M. Humann a été porté par les libéraux : il a de grandes ressources dans l'esprit, et se fera remarquer dans les comités par ses talents finan-

ciers : son accent allemand s'opposera à ses succès de tribune.

HOCQUART.

(Haute-Garonne , Toulouse.)

côté droit.

Issu d'une famille parlementaire , il n'a jamais voulu prendre aucune place de magistrature sous l'ancien gouvernement , et s'est conduit dans les cent jours , avec autant de fermeté que de dévouement ; à l'époque de la seconde restauration il fut nommé par S. A. R. monseigneur le duc d'Angoulême premier président provisoire de la cour royale de Toulouse , et le roi confirma cette nomination.

M. Hocquart est attaché par un sentiment héréditaire , et par une conviction personnelle , à la cause sacrée de la légitimité. La manière distinguée dont il remplit les fonctions de premier président , offre la garantie

du zèle avec lequel il exercera la nouvelle magistrature qui vient de lui être confiée.

HUMBLLOT-CONTE.

(Saône-et-Loire , Mâcon.)

CÔTÉ GAUCHE, DEUXIÈME SECTION.

Fabricant très-connu, qui doit à son industrie une assez belle fortune. Il est possesseur de l'abbaye de la Ferté près Tournus (Saône-et-Loire). Il a été porté par les libéraux et il votera avec eux.

HUERNE DE POMMEUSE.

(Seine-et-Marne , Melun.)

CÔTÉ DROIT.

Nommé à la chambre de 1815 par le département de Seine-et-Marne, il avait laissé de si honorables souvenirs qu'il ne pouvait manquer d'être réélu : M. Huerne est un royaliste très-prononcé qui a suivi avec un succès décidé la profession d'avocat, et qui, après avoir

gagné une grande fortune, plaide aujourd'hui pour les pauvres, afin de prouver qu'il la mérite

JACQUINOT DE PAMPELUNE.

(Yonne , Auxerre.)

CÔTE DROIT.

Il exerçait au commencement de la révolution la profession d'avocat, et il a défendu avec beaucoup de courage et de succès des malheureux que l'on avait arrêtés bien moins pour les juger que pour les sacrifier. Procureur-général en Hollande sous l'ancien gouvernement, il est aujourd'hui procureur du roi près le tribunal de première instance, et il honore par son zèle et son activité le parquet, déjà si riche des talens de M. de Marchangy et de M. de Vatisménil.

(223)

JARD PANVILLIERS.

(Deux-Sèvres , Niort.)

CÔTÉ DROIT.

Il a été élu député à la chambre de 1815, et réélu après l'ordonnance du 5 septembre 1816; il a toujours voté comme tous les fonctionnaires devraient le faire pour soutenir les projets de loi présentés par les ministres au nom du roi.

JAUKOWICS-DE-JESZENICSE.

(Meurthe , Nancy.)

CÔTÉ DROIT.

Il appartient à une famille qui est venue s'établir à Nancy avec le roi de Pologne. Attaché à la France par les plus touchans souvenirs, son amour pour les Bourbons et ses excellens principes politiques ont achevé de le naturaliser parmi nous. Député à la chambre de 1815, M. de Jankovics a voté avec la

majorité, et la chambre de 1820 le verra professer les mêmes doctrines et s'honorer d'être fidèle aux mêmes sentimens.

JOBEZ.

(Jura, Lont-le-Saulmier.)

CÔTÉ GAUCHE, PREMIÈRE SECTION.

Il a été de la chambre des cent jours, ensuite de celle de 1815; il a dénoncé à la tribune celui de tous les ministres qui a donné le plus de preuves de dévouement aux Bourbons, le duc de Feltre, qui a pris le portefeuille de la guerre le 13 mars, sept jours avant l'arrivée de Buonaparte, et qui a suivi le Roi à Gand, en abandonnant sa femme, ses enfans et sa fortune : la sortie de M. Jobez excita de violens murmures; mais son discours n'en fut pas moins imprimé.

JORDAN (CAMILLE).

(Ain , Bourg .)

CÔTÉ GAUCHE , DEUXIÈME SECTION .

A l'époque où des novateurs insensés que les malheurs de la France et l'exécrable régime de la terreur n'avaient pas encore dissuadés de la république, voulaient mettre en action les rêves de leur cerveau malade (en 1796), M. Camille Jordan était royaliste, et fut traité comme tel le 18 fructidor. Son attachement à la religion catholique le fit surtout prendre en aversion par tous les philosophes, et Chénier l'attaqua dans plusieurs satires : des antécédens si honorables pouvaient donner lieu de croire qu'il plaiderait la même cause avec la même énergie au moment où la monarchie renaissante était exposée aux attaques du côté gauche ; les royalistes, que d'anciens services rendus par

M. Jordan attachaient à sa personne, ont vu avec douleur qu'il s'était jeté dans le parti contraire : il faut espérer qu'il reviendra tout-à-fait à ses anciens sentimens; et c'est à un homme aussi religieux que lui que l'on peut dire :

Rompez, rompez tout pacte avec l'impiété.

JOSSE BEAUVOIR.

(Loire-et-Cher, Blois.)

CÔTÉ DROIT.

Membre du conseil-général du département de Loir-et-Cher ; il a toujours détesté la révolution ; il est député depuis 1815 , et n'a pas négligé une seule occasion d'attaquer de front et avec courage tous les principes subversifs de la monarchie et de l'ordre social.

KERATRY.

(Finistère, Quimper.)

CÔTÉ GAUCHE, DEUXIÈME SECTION.

Conseiller de préfecture à Rennes en 1814 ; il n'était connu jusque-là, que par quelques essais littéraires , il s'est lancé tout à coup dans la carrière politique ; s'il n'y avait apporté que cette franchise et cette candeur que ses amis lui reconnaissent et que personne ne lui conteste, il eût sans doute été mieux dirigé, mais il s'est laissé conduire, et par conséquent égarer par un esprit ardent, enthousiaste, qui lui persuade qu'on fait le bonheur d'un royaume comme la France, aussi facilement qu'un livre de philosophie ; de là ces aperçus, ces systèmes, ces vaines théories qui nous font partir d'une fausse donnée pour nous faire arriver à de faux résultats.

Ceux qui connaissent bien M. de Ké-

ratry assurent qu'il a dans le cœur un fond d'amour pour les Bourbons; malheureusement l'idéologie et les abstractions refroidissent l'âme; les opinions de ce député seront excellentes s'il veut se livrer moins à ses pensées, et s'abandonner à ses sentimens.

KERGARIOU.

(Côte-du-Nord, Saint-Brieux.)

CÔTÉ DROIT.

Il a été sous l'ancien gouvernement préfet d'Indre-et-Loire, et depuis la restauration, préfet du Bas-Rhin et de la Seine-Inférieure; il ne doit la perte de sa place qu'au système adopté par le ministère de cette époque : M. de Kergarion a les formes les plus polies, et beaucoup de connaissances acquises; il s'exprime avec élégance et précision; le département des Côtes-du-Nord ne pouvait pas faire un meilleur choix.



KERGORLAY.

(Oise , Beauvais.)

CÔTE DROIT.

Neveu de M. Boigelin, l'ancien Archevêque d'Aix, frère cadet de M. de Kergorlay député du département de la Manche ; il a eu dès sa plus tendre jeunesse, une grande rectitude dans les idées, et un esprit sérieux et réfléchi ; la première restauration avait comblé ses vœux, comme ceux de tous les bons Français, lorsque le 20 mars 1815, vint remettre en question non pas les sentimens des vrais royalistes mais le bonheur de la France : c'est à cette époque difficile que M. de Kergorlay montra un courage très-remarquable, et sortit tout-à-fait par sa conduite de la ligne commune ; c'était le moment (avril 1815), où les citoyens de toutes les classes étaient invités à déposer à leur mairie, où à la préfecture, leur vote pour

l'acte additionnel. M. de Kergorlay osa écrire sur le registre une déclaration de la plus grande énergie qui fut ensuite imprimée et répandue; le libraire Dentu fut arrêté et mis en prison et la police fit des recherches infructueuses pour se saisir de la personne du signataire : je m'empresse de consigner ici ce monument de courage et de fidélité.

Motif du vote négatif de Louis-Florian-Paul de KERGORLAY, sur l'acte intitulé : acte additionnel aux constitutions de l'empire ;

Je crois devoir à mes concitoyens, et je me dois certainement à moi-même, de leur rendre compte du motif qui m'a déterminé à voter contre l'acceptation de l'acte intitulé : *Acte additionnel aux Constitutions de l'Empire*, en date du 22 avril 1815.

« Ce motif est que l'article 67 de cet acte est » attentatoire à la liberté des citoyens français, » en ce qu'il prétend leur interdire l'exercice

» du droit de proposer le rétablissement de la
 « dynastie des Bourbons sur le trône. Je suis
 » forcé de protester contre cet article, parce
 » que je suis convaincu que le rétablissement
 » de cette dynastie sur le trône est le seul
 » moyen de rendre le bonheur aux Français.
 » L'expérience que nous venons de faire du
 » bonheur-pratique dont a joui la France pen-
 » dant la restauration, n'a pu laisser à per-
 » sonne aucun doute à cet égard, et l'unani-
 » mité du vœu national en faveur de Louis le
 » *regretté* est pleinement confirmée par le soin
 » qu'ont pris les auteurs de l'article que je ré-
 » prouve, d'interdire la manifestation de ce
 » vœu unanime. La confusion combinée qu'ils
 » ont mise dans cet article, en y mêlant divers
 » fantômes impopulaires qui n'ont aucun rap-
 » port avec le rétablissement de la dynastie des
 » Bourbons, est une preuve de plus de l'évi-
 » dence du désir général de la nation; ce n'est

» que faute d'objets réels qu'on évoque des fantômes ; et le plus magnifique éloge que l'on puisse faire des actes d'un gouvernement , est de se voir réduit à reconnaître que le seul moyen de le dépopulariser est de lui supposer des intentions.

» Je dois protester aussi contre l'art 6 du décret du même jour , portant que *l'acte additionnel aux Constitutions sera envoyé à l'acceptation des armées*. Il est contraire aux principes admis chez toutes les nations civilisées , d'envoyer des actes constitutionnels à l'acceptation des armées. Chez tous les peuples libres , chez tous les peuples qui ont le sentiment de leur dignité , les armées sont des corps destinés , non à voter sur les Constitutions , mais à obéir à la volonté nationale. Aussitôt qu'une nation souffre que ses armées votent , elle se soumet au pire des esclavages.

» Cet esclavage se décèle assez dans l'art. 5
 » d'un second décret du même jour. Cet article
 » ne dit pas que, suivant que le recensement
 » général des votes sera favorable ou con-
 » traire à l'acte additionnel aux Constitutions,
 » cet acte sera promulgué ou ne sera pas pro-
 » mulgué; mais il dit que le résultat du recen-
 » sement général des votes sera proclamé,
 » et que l'Acte additionnel aux Constitutions
 » sera promulgué. Cette étrange certitude du
 » succès est un langage assez clair, ce me semble
 » et chacun de nous peut l'entendre. Peut-on
 » nous dire plus clairement : *Votez grande*
 » *nation ; mais en votant, conformez-vous*
 » *à l'injonction qui vous est donnée ; votez,*
 » *non en hommes libres, mais en sujets sou-*
 » *mis : votez mais n'oubliez pas que le vœu de*
 » *l'armée étant connu d'avance, il faut bien*
 » *que la loi fléchisse devant les baïonnettes.*

» Quant à moi, je n'ai point encore appris

» à prendre les baïonnettes pour règle de ma
» conscience. »

Après le second retour du Roi, M. de Kergorlay fut nommé député à la chambre de 1815, et soutint avec autant de fermeté que de talent les principes monarchiques et religieux. Les électeurs de l'Oise l'ont choisi pour député, malgré les préventions qu'on avait cherché à répandre sur la prétendue exagération de cet honorable candidat. Il leur a suffi de le voir pour être sûrs qu'on les avait trompés : il s'est fait connaître sous des rapports si avantageux que plusieurs personnes qui devaient voter pour un libéral ont voté pour lui, et d'autres ont témoigné hautement le regret de ne l'avoir pas connu plutôt, déclarant qu'ils lui auraient donné leur voix. Au reste M. de Kergorlay a été parfaitement secondé par la noble délicatesse de M. de Frénilly l'un des

rédacteurs les plus distingués du *Conservateur*, qui ayant la certitude d'obtenir beaucoup de votes, et craignant qu'ils ne se divisassent au détriment des royalistes, a cédé toutes ses voix à M. de Kergorlay; cet exemple a été imité dans plusieurs départemens et prouve que les amis du Roi, n'ont pas d'autre ambition que celle du bonheur public.

KERGORLAY.

(Manche, Saint-Lô.)

CÔTE DROIT.

Riche propriétaire du département de la Manche et frère aîné du député de l'Oise; il apporte à la chambre où il va siéger, un jugement très-sain, de vastes connaissances, de bonnes intentions et un excellent esprit.

Kœchlin.

(Haut-Rhin, Strasbourg.)

CÔTÉ GAUCHE, DEUXIÈME SECTION.

Un des plus riches manufacturiers de l'Alsace, il fait vivre par son industrie un grand nombre d'ouvriers ; ce qui lui donne une grande influence : il a été nommé par les libéraux.

LABBEY DE POMPIÈRES.

(Aisne, Laon.)

CÔTÉ GAUCHE, PREMIÈRE SECTION.

Il fut d'abord militaire, et il adopta sans fureur, mais avec plaisir, les principes de la révolution. Membre de la chambre des représentants pendant les cent jours, il y montra beaucoup de modération : M. Labbey de Pompières doit aux bontés du Roi la croix de Saint-Louis et celle de la légion d'honneur.

LABOUILLERIE (BARON DE).

(Sarthe , Le Mans.)

COTÉ DROIT.

Conseiller d'état, intendant du trésor de la liste civile : sa conduite dans les cent jours est au-dessus de tout éloge ; pénétré de cette grande vérité qu'un homme d'honneur ne peut ni servir deux maîtres, ni prêter deux sermens, il remit au Roi les diamans de la couronne le 15 mars 1815, abandonna ses fonctions le 20, et ne prit aucun service pendant l'interrègne. J'ai amené pendant la nuit du 6 juillet à ce fidèle serviteur du Roi, un exprès qui lui apportait l'autorisation de S. M. pour reprendre sa place : nommé député à la chambre de 1815, il y professa constamment les saines doctrines, et vota avec une grande énergie et l'on peut dire un grand courage contre la loi des élections ; il s'est conduit dans sa place de sous-secrétaire d'état au dé-

partement des finances avec un désintéressement, une sagesse et un dévouement très-remarquables. Les vrais royalistes le voyent rentrer avec une vive satisfaction dans la chambre des députés ; religieux sans fanatisme , instruit sans pédanterie , M. de la Bouillerie est un homme de talent , un homme d'honneur , un homme de bien.

LARDREYT DE LA CHARRIÈRE.

(Ardèche , Privas.)

CÔTÉ DROIT.

Lieutenant de l'ouvèterie dans le département de l'Ardèche, il est député depuis 1816. Soit timidité naturelle, soit défaut d'habitude, il ne parle jamais, mais c'est un bon royaliste, qui vote très-bien, et je n'hésite pas à le mettre au-dessus des grands orateurs qui votent mal.

LAFAYETTE (MARQUIS DE).

(Sarthe , le Mans.)

CÔTÉ GAUCHE , PREMIÈRE SECTION.

Toute la vie politique de ce député peut se réduire à douze années : depuis 1780 jusqu'en 1792. La guerre d'Amérique était le tort de la France (tort qu'elle a cruellement payé), et non celui de M. de Lafayette ; Français et gentilhomme il y déploya un courage bril-

lant; il fut reçu à son retour comme les Français reçoivent la gloire, on ne parla plus que de lui; c'était le héros du jour: les états généraux s'assemblèrent; les esprits les plus sages désiraient une réforme, il la désira comme eux, et jusque là il n'eut aucun tort; au lieu d'une réforme les factieux voulaient une révolution, et sans prévenir le jeune Lafayette de leurs desseins, ils résolurent d'en faire un chef: c'est de ce jour là que date son premier tort qui a enfanté tous les autres; son inexpérience lui fit prendre des chimères pour de brillantes réalités; il se mit donc à la tête du mouvement, espérant prévenir les excès et diriger la révolution. Etrange illusion! Diriger une révolution!..... un homme seul arrêterait plutôt sur une pente escarpée un char entraîné par des courriers vigoureux, on réglerait plutôt le cours d'un aérostat, on remonterait plutôt un torrent qu'on ne dirigerait une révolution; telle fut

la faute de M. de Lafayette, et l'on sent qu'elle devait être féconde en conséquences funestes : il monta, pour voguer sur une mer sans rives, un vaisseau qui n'avait ni mâts, ni voiles, ni gouvernail, et il voulut en être le pilote : ce qui devait avoir lieu arriva ; après trois années d'horribles tempêtes, le vaisseau fut englouti. C'est ainsi, pour quitter le style figuré, que M. de Lafayette fut témoin pendant trois ans des plus affreuses catastrophes qu'il ne pouvait ni prévenir ni réprimer : c'est ainsi qu'il ne put empêcher les meurtres des malheureux Foulon et Berthier ; c'est ainsi qu'il n'empêcha pas une populace effrénée de traîner le 5 octobre, de Versailles à Paris, ses souverains déjà descendus de leur trône ; c'est ainsi que le 4 avril 1791, la voiture de Louis XVI étant attelée pour le conduire à Saint-Cloud, j'ai vu une troupe de factieux s'opposer à la promenade du Roi ; j'ai vu M. de Lafayette

raisonner ces agitateurs, échouer dans ses remontrances, finir par engager le Roi son maître à ne pas sortir, et donner par là gain de cause à la révolte; triste effet de la force des événemens!.....

Le moment arriva où il fut obligé de se soustraire par la fuite à cette même révolution avec laquelle on avait voulu l'identifier; prisonnier en Autriche, puis rendu à son pays, il avait passé vingt-trois ans dans une obscurité profonde; les événemens de 1815 l'ont arraché à sa retraite, et là une nouvelle erreur de son jugement, moins explicable que la première, puisque l'âge devait l'avoir mûri, lui fit commettre une nouvelle faute; il renouvela des hostilités contre un gouvernement et une dynastie qui avaient l'assentiment de la France et de l'Europe: on sait ce qu'il a fait depuis; ceux qui le connaissent assurent qu'il a des qualités

personnelles très-estimables ; ses véritables amis auraient dû obtenir de lui qu'il se livrât dans la retraite à l'exercice de ses vertus privées, au lieu de reprendre un rôle qu'il n'avait pas pu jouer à trente ans, et qui devenait pour sa vieillesse un fardeau bien plus pénible encore.

LAFITTE (LE CHEVALIER).

(Seine , Paris.)

CÔTÉ GAUCHE , PREMIÈRE SECTION.

Il s'est livré aux premiers travaux de la banque dans la maison de M. Pérégaux, père de madame la maréchale Marmont, et il est parvenu à se faire par son intelligence et son crédit une fortune considérable. M. Lafitte avait été nommé en 1814 gouverneur provisoire de la banque de France, mais il y a environ un an qu'il a été remplacé par M. le duc de Gaète. Il siège au côté gauche, et vote avec MM. Bignon, Manuel, etc., etc.

(244)

LAFROGNE.

(Meurthe, Nancy.)

CÔTÉ DROIT.

Notaire royal, qui parle trop peu, mais qui a beaucoup de connaissances acquises en finances et en administration.

LAGRANGE (LE COMTE).

(Gers, Auch.)

CÔTÉ DROIT.

Un des plus braves généraux de l'armée française ; on peut dire qu'il s'est battu dans presque tous les pays du monde ; à Saint-Domingue, en Espagne, en Russie, en Prusse, en Autriche et dans la campagne de France en 1814 ; nommé député en 1817, M. de Lagrange ne s'est jamais montré hostile, seulement il a combattu un article du projet de loi sur le recrutement relatif aux levées d'hommes : « Ne tourmentons pas, s'écria-t-il,

» la nation qui a besoin de repos. » On aimait à entendre un général dont la guerre a illustré le nom , faire ainsi l'éloge de la paix , et l'invoquer comme un bienfait pour son pays.

LAINÉ.

(Gironde , Bordeaux.)

CÔTÉ DROIT.

Il a long-temps exercé à Bordeaux la profession d'avocat, avec un succès dont on se fait une idée quand on sait combien l'art oratoire lui offre de ressources ; membre du corps législatif en 1812 , il a attaché son nom à un acte de courage dont bien peu de personnes étaient capables à cette époque, il a dit la vérité à Buonaparte ; le corps législatif fut fermé le lendemain , et M. Lainé, quoique fort maltraité dans des sorties très-violentes de Napoléon , reprit sans s'effrayer le chemin de Bordeaux, et se livra à ses occupations favorites.

le 12 mars 1814 annonça aux Bordelais le beau jour de la restauration (1) ; M. Lainé fut présenté un des premiers à S. A. R. monseigneur le duc d'Angoulême : nommé député quelques mois après, il montra à l'époque du débarquement de Buonaparte la plus grande énergie ; il retourna à Bordeaux, et calculant tout l'ascendant que pourrait avoir sur les esprits une déclaration énergique du président de la chambre des députés, il

(1) M. Taffard de Saint-Germain et M. le vicomte Both de Tausia ont joué le principal rôle dans cette heureuse et belle journée ; le premier, qui avait depuis un an des affidés, des initiés, était parvenu à leur faire garder le plus profond silence ; et M. de Tausia, aujourd'hui administrateur de la loterie, fut envoyé à Hartwell près de S. M. Louis XVIII, par la ville de Bordeaux, qui, à son retour, lui a fait présent d'une superbe médaille où se trouve retracé ce mémorable événement.

publia; dès le 28 mars, la proclamation suivante, bien digne de figurer dans nos annales.

« Au nom de la nation française, et comme
 » président de la chambre des représentans,
 » je déclare protester contre tous les décrets
 » par lesquels l'oppressur de la France pré-
 » tend prononcer la dissolution des chambres.
 » En conséquence, je déclare que tous les
 » propriétaires sont dispensés de payer des
 » contributions aux agens de Napoléon Buonaparte, et que toutes les familles doivent
 » se garder de fournir, par voie de con-
 » scription ou de recrutement quelconque,
 » des hommes pour sa forte armée. Puisqu'on
 » attente d'une manière aussi outrageante aux
 » droits et à la liberté des Français, il est de
 » leur devoir de maintenir *individuellement*
 » leurs droits; depuis long-temps dégagés de
 » leurs sermens envers Napoléon Buonaparte,
 » et liés par leurs vœux et leurs sermens au

» Roi et à la patrie, ils se couvriraient, d'op-
 » probre aux yeux de la nation et de la posté-
 » rité, s'ils n'usaient pas des moyens qui sont
 » au pouvoir de chaque individu. L'histoire,
 » en conservant une reconnaissance éternelle
 » pour les hommes qui, dans tous les pays
 » libres, ont refusé tout secours à la tyrannie,
 » couvre de son mépris les citoyens qui ou-
 » blient assez leur dignité d'homme pour obéir
 » à de misérables agens. C'est dans la persuasion
 » que les Français sont assez convaincus de leurs
 » droits, pour m'imposer le devoir sacré de
 » les défendre, que je fais publier la présente
 » protestation, qui, au nom des honorables
 » collègues que je préside, et de la France qu'ils
 » représentent, sera déposée dans les archi-
 » ves, à l'abri des atteintes du tyran, pour
 » avoir recours au besoin. »

Après la seconde restauration, M. Lainé
 présida la chambre de 1815, et fut nommé

ensuite ministre de l'intérieur ; l'année d'après il prononça dans l'affaire de Grégoire le discours le plus énergique et le plus attendrissant ; à l'époque de la naissance de monseigneur le duc de Bordeaux , le roi ayant fait une promotion dans l'ordre du Saint-Esprit , il y a compris M. Lainé ; il n'est pas un ami des Bourbons , pas un vrai royaliste qui n'ait été charmé de lui voir obtenir cette récompense d'un grand prix , sans doute , mais qui n'est pas au-dessus de ses talens , de son mérite et de son dévouement.

LAISNE DE VILLEVÊQUE.

(Loiret, Orléans.)

CÔTÉ DROIT.

Négociant d'Orléans ; il est député depuis 1816, et il parle souvent ; n'étant pas toujours assez préparé, il lui échappe quelquefois des expressions hasardées. Il a voté pour l'amendement Boïn. Je ne serais donc pas surpris qu'il revînt au côté droit, et je l'y mets d'avance.

(251)

LALLART.

(Pas-de-Calais , Arras.)

CÔTÉ DROIT.

Maire d'Arras; il a eu pendant les cent jours une conduite parfaite; c'est un homme de bien, probe et religieux; il n'a peut-être pas dans le caractère toute l'énergie désirable, mais il n'aura jamais une pensée qui ne soit pure et une intention qui ne soit excellente; c'est un sujet fidèle, un ami du Roi et des Bourbons.

LALOT.

(Marne , Châlons.)

CÔTÉ DROIT.

La littérature et la politique lui sont également familières; quant à ses sentimens, il suffit pour les apprécier de lire l'excellent discours qu'il a improvisé lorsqu'il a entendu proclamer son nom comme député de la Marne.

MESSIEURS ,

« Pénétré de la plus juste reconnaissance ,
» c'est un besoin pour moi de vous en offrir
» l'expression simple et sans art.

» Je trouverai dans mon propre cœur tous
» les sentimens qui vous animent ; un attache-
» ment vrai , sincère , sans réserve pour notre
» charte constitutionnelle , gage de stabilité
» si nécessaire à tous les intérêts , autel de la
» concorde, où les Français qui veulent le salut
» de la patrie doivent se serrer étroitement
» pour étouffer toutes les divisions dans des
» embrassemens fraternels.

» Je trouverai , messieurs , dans ce cœur
» fait à l'image du vôtre , un amour filial pour
» la race paternelle de nos rois , devenue par
» un miracle si féconde en espérances ; un
» amour reconnaissant pour l'immortel fon-
» dateur de nos libertés , qu'il ne faut séparer
» jamais de ces princes , héritiers de sa bonté

» aussi bien que de sa couronne. Enfin , mes-
» sieurs , j'y trouverai une fidélité inviolable ,
» et s'il était nécessaire , une fidélité intrépide
» à ces doctrines monarchiques dont les es-
» prits les plus prévenus reconnaissent enfin
» l'ascendant inévitable.

» Mais rendons grâce au gouvernement du
» Roi qui veut désormais que tout effort de
» courage devienne inutile. Il ne nous de-
» mande que l'esprit de sagesse dont il se
» montre animé. Suivons un si noble exem-
» ple ; tout nous en promet la persévérance.
» Eh ! quel est l'homme de sens qui voudrait
» manquer de modération , de cette force à la
» fois si douce et si puissante , qui s'ouvre le
» chemin des cœurs , et qui suffit aujourd'hui.

» Puisse , messieurs , une heureuse confor-
» mité de principes et de sentimens nous unir
» à jamais ! Puisse au moins , s'il arrivait
» qu'une légère diversité d'opinions nous sé-
» parât sur quelque point de nos délibérations

(254)

» publiques , puisse au moins la droiture con-
» stante de mes intentions et la sincérité de
» mon cœur ne vous faire jamais repentir de
» votre ouvrage.

LAMBRECHT (COMTE).

(Bas-Rhin , Strasbourg.)

CÔTÉ GAUCHE , PREMIÈRE SECTION.

Jurisconsulte belge, naturalisé Français, ministre de la justice sous le directoire, il a failli être directeur lui-même; ce vieillard donnerait un démenti à sa vie entière et aux principes qu'il a toujours professés, s'il n'était pas du côté gauche.

LAMETH (LE COMTE ALEXANDRE DE).

(Seine-Inférieure, Rouen.)

CÔTÉ GAUCHE, PREMIÈRE SECTION.

Comte avant la révolution, il avait été nommé baron sous l'ancien gouvernement, et il a repris le titre de comte depuis la restauration ; on sait quelle part il a prise à tous les travaux de l'assemblée dite constituante ; il fut bientôt obligé de fuir comme M. de Lafayette ; il fut comme lui mis en prison : revenu en France il ne trouva pas vestige de cette liberté dont il s'était déclaré l'apôtre, il ne trouva qu'un maître qui faisait tout plier sous son sceptre ; il se décida néanmoins à le servir, et fut nommé préfet : conservé dans sa place à la restauration, il voulut y rester pendant les cent jours, et accepta la pairie ; il perdit cette dignité et son emploi à la seconde restauration, nommé député, en 1820, par les libéraux, il vota constamment avec eux.

(256)

LASCOURS.

(Gard , Nîmes.)

CÔTÉ DROIT.

Il a exercé depuis vingt ans un grand nombre de fonctions publiques : il a embrassé franchement, en 1814, la cause royale, et a été appelé depuis 1815 à plusieurs préfectures. Il est aujourd'hui préfet du Gers (Auch) ; il a servi dans la guerre d'Amérique sous M. de Lafayette, mais il n'est pas de la même opinion que son général.

LASTOUR (LE MARQUIS DE).

(Tarn , Alby.)

CÔTÉ DROIT.

Député de 1815, il est du petit nombre de ceux qui furent réélus après l'ordonnance du 5 septembre ; depuis ce temps il a conservé, avec ses fonctions de député, ses con-

naissances en administration et en finance, et son aversion décidée pour les révolutions et les révolutionnaires.

LATOUR-DU-PIN (RENÉ DE).

(Ardennes, Mézières.

CÔTÉ DROIT.

Beau-frère de M. le marquis de Louvois, pair de France, lieutenant-colonel attaché à l'état-major, il était gendre de M. de Salis, député des Ardennes, décédé, qui, malgré ses opinions très-franchement prononcées pour la monarchie, était aimé et estimé même des libéraux. M. de Latour-du-Pin a été de la chambre de 1815, et aujourd'hui comme à cette époque il sera un des appuis les plus dévoués de la légitimité; pendant les troubles de juin, il a fait avec un zèle infatigable le service le plus pénible, et il a eu le bonheur de sauver la vie à plusieurs officiers de la garde royale.

(258)

LE BRUN.

(Seine, Paris.)

CÔTÉ DROIT.

Maire du 4^e arrondissement, chevalier de la légion d'honneur : à l'époque de la terreur, il a montré le plus grand courage, et il s'est signalé par plusieurs belles actions qui ont failli lui coûter la vie et qui ne lui ont coûté que la liberté : simple dans ses mœurs, comme dans ses manières, M. le Brun n'est occupé que de se rendre utile à ses administrés, il a mérité qu'on le surnommât *le père des pauvres* ; son dévouement au Roi et à la légitimité ne s'est jamais démenti, et les cent jours l'ont vu fidèle....

LECABLIER.

(Aisne, Laon.)

CÔTÉ GAUCHE, PREMIÈRE SECTION.

Fils du conventionnel. Il siège à l'extrême gauche.

LECLERC-DE-BEAULIEU.

(Mayenne , Laval.)

CÔTÉ DROIT.

Propriétaire aisé , membre du conseil-général du département ; il est très-instruit et aime beaucoup le travail ; il a donné à la première restauration , pendant les cent jours et depuis le 8 juillet 1815, les plus grandes preuves de dévouement au Roi et à son auguste famille.

LEDISSEZ-PENAUURUN.

(Finistère , Quimper.)

CÔTÉ DROIT.

Directeur des contributions indirectes à Morlaix, depuis plusieurs années, M. Lediszez-Penaurun a toujours professé les opinions du plus dévoué royaliste , et c'est parce qu'il est connu pour tel, qu'il a reçu l'honorable mission qu'on vient de lui confier.

(260)

LEFEBVRE - GINEAU.

(Ardennes , Mezières.)

CÔTÉ GAUCHE , DEUXIÈME SECTION.

Membre de l'institut, et ancien professeur de physique au collège de France; il a occupé depuis vingt ans plusieurs places dans lesquelles il s'est conduit avec beaucoup de modération. Membre de plusieurs assemblées, M. Lefebvre-Gineau n'y a pas développé de grands talens oratoires ; mais il s'est fait remarquer par un esprit sage et conciliant : aussi , quoiqu'il ait eu le tort d'être pendant les cent jours de la chambre des représentans, on peut assurer d'avance qu'en 1820, il ne se levera pas pour appuyer aucune mesure violente , propre à troubler l'ordre public.

LEGONIDEC.

(Orne , Alençon.)

CÔTÉ DROIT.

Ancien militaire, chevalier de Saint-Louis ;
il n'est rentré en France que vers l'année
1802 ou 1803 et depuis ce temps, il est membre
du conseil-général du département de l'Orne ;
il a pour le Roi et la famille des Bourbons un
de ces dévouemens à l'épreuve qui font re-
garder les sacrifices comme des plaisirs.

LEJOLLIS DE VILLIERS.

(Manche , Saint-Lô.)

CÔTÉ DROIT.

Conseiller de préfecture du département
de la Manche ; M. Lejollis de Villiers vote
constamment pour les lois qui lui paraissent
fortifier et non détendre les ressorts de la mo-
narchie.

LEMARCHAND-DE-GOMICOURT.

(Somme , Amiens.)

CÔTÉ DROIT.

Depuis 1796 il a toujours siégé dans les assemblées délibérantes, et toujours il a plaidé la cause de l'équité contre l'injustice : la révolution du 18 fructidor a failli lui coûter la vie ; aux dernières élections, M. de Gomicourt ne s'était pas mis sur les rangs : fatigué d'une lutte de vingt-quatre ans, il voulait jouir d'un repos acheté par un si long et si beau dévouement, mais il a cédé aux vives instances de ses concitoyens, et la chambre de 1820 compte un royaliste de plus.

LEPÊCHEUX.

(Mayenne , Laval.)

CÔTÉ GAUCHE , DEUXIÈME SECTION.

On assure que M. Lepêcheux, qui est peu connu parce qu'il ne monte jamais à la tri-

(263)

bune, parle beaucoup dans les discussions des bureaux ; on assure également qu'il vote toujours avec le côté gauche.

LESEIGNEUR.

(Seine-Inférieure , Rouen.)

CÔTÉ GAUCHE , PREMIÈRE SECTION.

Ce député n'a pas , à ma connaissance , demandé la parole une seule fois depuis qu'il est à la chambre : il siège près MM. Cabanon , Alexandre Lameth , etc. , etc. , et vote comme eux.

LEVISTE-DE-MONTBRIANT.

(Ain , Bourg.)

CÔTÉ DROIT.

Riche propriétaire ; il n'a jamais rempli d'autres fonctions que celles de maire , dans le lieu qu'il habite ; il a consacré sa vie à faire du bien , et à cultiver son esprit par l'étude. Ses opinions ont toujours été celles d'un bon

(264)

Français, et ses sentimens ceux d'un homme d'honneur : il jouit dans son département de l'estime universelle, et sa nomination a été un bonheur pour toutes les classes de la société.

LIMAIRAC.

(Haute-Garonne , Toulouse.)

CÔTÉ DROIT.

Il est député depuis 1816 ; il ne demande pas souvent la parole, mais l'opinion qu'il exprime a toujours un but utile ; à l'époque du recrutement il avait proposé d'exempter du service militaire la famille dont le fils aîné aurait été remplacé ou libéré : cette proposition ne fut pas adoptée, mais l'honneur de l'avoir faite, reste à M. de Limairac qui ne néglige aucune occasion de faire bénir le gouvernement du Roi et la dynastie des Bourbons.

(265)

LIZOT.

(Eure , Évreux.)

CÔTÉ DROIT.

Fils d'un avocat au parlement de Normandie, et avocat lui-même, il a été emprisonné en 1793, et il a vu ses jours en péril par suite de son attachement à la cause royale; le 22 mars 1815 (Buonaparte étant déjà à Paris), il a exigé, comme procureur du Roi à Bernay, l'enregistrement de l'ordonnance royale qui le déclarait traître et rebelle. On sent qu'après avoir donné de pareils gages, M. Lizot est lié pour jamais à la cause sacrée de la légitimité, et quoiqu'il ait, dans les précédentes assemblées, voté pour la loi du 5 février, qui a été si fatale à la France, je n'hésite pas à le placer du côté droit, persuadé que le fond de ses opinions et de ses principes l'y place tout naturellement.

LONGUEVE (HENRI DE).

(Loiret, Orléans.)

CÔTÉ DROIT.

Avocat avant la révolution, il fut député aux états-généraux, et professa dès cette époque des opinions monarchiques; membre du conseil des cinq-cents, sa nomination fut annulée parce qu'il était trop royaliste : député en 1815, il a fait cause commune avec les défenseurs de la monarchie, et il est revenu s'asseoir auprès de ses anciens amis.

LOUIS (LE BARON).

(Meurthe, Nancy.)

CÔTÉ DROIT.

Epris en 1789 du système des novateurs, il s'est arrêté en route, et quand la révolution a pris un caractère alarmant, il s'est réfugié en Angleterre, où il a fait de profondes études sur les lois et les finances de ce pays.

Conseiller-d'état sous l'ancien gouvernement, il fut nommé, à la restauration, ministre des finances, et tout le monde s'accorde à dire qu'il a mis dans cette partie tant d'ordre et d'économie, qu'il avait au commencement de 1815 un fonds de réserve de 52 millions : il est fâcheux que Buonaparte les ait trouvés, en arrivant, dans les coffres du trésor.

M. le baron Louis a suivi le Roi à Gand, et depuis l'année 1815, il a été deux fois ministre des finances. Il a dans le caractère quelque chose de brusque et de décidé dont ses discours se ressentent quand ils ne sont pas écrits, du reste il a de l'activité, des connaissances, et quoiqu'il se soit mis pendant la session dernière, un peu en opposition avec les ministres, on croit qu'il y aura cette année réconciliation.

LOYSSON (DE).

(Marne , Châlons.)

CÔTÉ DROIT.

Il jouit de la meilleure réputation sous tous les rapports moraux, politiques et religieux; quoiqu'il ait beaucoup d'esprit et de connaissance il est d'une modestie qui dégénère quelquefois en timidité; mais on ne doit jamais craindre de lui aucune faiblesse; très-conciliant par caractère, il n'en est que plus ferme quand il s'agit des grands intérêts; la piété la plus pure et la religion la plus éclairée le rendent tout-à-fait étranger aux considérations vulgaires. M. de Loysson appartient à une famille distinguée dans la magistrature, et jouit de la plus haute considération, qu'il mérite à tous égards; il possède une fortune considérable qui devient, grâce à sa bienfaisance, le patrimoine des pauvres et des établissemens

religieux : tel est en peu de mots l'homme excellent que le département de la Marne doit s'honorer d'avoir choisi , et qui sera bientôt aimé et estimé de ses collègues comme il l'a toujours été des royalistes et de tous les gens de bien.

MAGNEVAL (DE)

(Rhône , Lyon.)

CÔTÉ DROIT.

Ce député ayant entendu un orateur se permettre à la tribune des lieux communs sur les rigueurs exercées à Lyon , prit la parole , et adressa au nom de la ville les plus sincères remerciemens au général Canuel , et à M. de Chabrol de Crouzol , qui avaient tous les deux parfaitement rempli leur devoir : M. de Magneval affirma que si l'on n'avait pas pris des mesures aussi promptes , une vaste conspiration , dont Lyon était le foyer et le dépar-

tement le théâtre, aurait pu avoir les suites les plus funestes au repos de la France et à l'ordre public.

M. de Magneval jouit de la confiance de tous les Lyonnais et la mérite par ses principes et son dévouement.

MAINE DE BIRAN.

(Dordogne, Périgueux.)

CÔTÉ DROIT.

Il a été autrefois garde-du-corps de Louis XVI, et depuis 1809 sous-préfet, député au corps législatif, etc. A la première restauration, il a repris du service comme garde-du-corps, dans la compagnie du maréchal Marmont; il était de la chambre de 1815. Après l'ordonnance du 5 septembre il fut nommé président d'un collège électoral, mais on se faisait un plaisir à cette époque de contrarier les vues du mini-

sière, et il ne fut pas réélu; on lui donna, comme dédommagement, une place de conseiller-d'état, et l'année suivante le collège de la Dordogne le nomma député. Lié particulièrement avec M. Lainé, depuis la résistance que ce député courageux opposa en 1813 aux volontés de Napoléon, M. Maine de Biran votera comme les meilleurs royalistes.

MANUEL.

(Vendée, Bourbon-Vendée.)

CÔTÉ GAUCHE, PREMIÈRE SECTION.

Ancien capitaine de cavalerie, depuis avocat célèbre et député à la chambre des représentans; j'avais conçu à cette époque la plus haute idée de son talent; je l'avais entendu le jour où je ne sais quel membre demanda que Napoléon II fut proclamé; M. Manuel prononça un discours qui me fit une vive impression, et se tira de ce pas difficile avec une adresse, une éloquence et une mesure

très-remarquables. J'avouerai avec la même franchise, que je n'ai pas reconnu ce beau talent, à la chambre des députés ; tous ses discours m'ont paru vagues, décolorés, et je n'ai pas retrouvé le grand orateur qui m'avait si vivement saisi.

MARCELLUS (DE).

(Gironde , Bordeaux.)

CÔTÉ DROIT.

Chevalier de Malte , il appartient à une très-bonne famille de la Guienne ; il a été au 12 mars du conseil de S. A. R. monseigneur le duc d'Angoulême. Les libéraux le plaisantent parce qu'il parle souvent de l'autel et du trône ; mais personne n'a plus que lui le droit d'en parler , puisqu'il est le plus religieux des hommes et le plus dévoué des sujets. Plusieurs personnes , indiscrètes par reconnaissance , ont révélé une foule de beaux traits que sa

modestie aurait toujours cachés. Faire du bien, voilà toute sa vie. Le discours suivant qu'il a prononcé à l'époque où les jeunes gens de l'École de Droit demandaient que les places fussent mises au concours, donne une idée de ses principes et peint son âme tout entière.

« Si les jeunes Français, qui sont l'objet des
» espérances et des inquiétudes de la patrie,
» veulent dissiper ces inquiétudes et réaliser
» ces espérances, ils doivent se livrer sans ré-
» serve à leurs devoirs et à leurs études, tra-
» vailler sans relâche à acquérir des vertus,
» des connaissances et des talens, se défier de
» l'excès d'une émulation louable, rester
» étrangers à une tribune et à une enceinte à
» laquelle ils ne sont pas encore condamnés, à
» des questions et à des débats dont l'heureuse
» imprévoyance qui accompagne la jeunesse
» ne leur permet pas de sentir l'importance,
» et borner toute leur politique à servir et à
» aimer leur Dieu, leur prince et leur pays.

» C'est ainsi, Messieurs, qu'on étudiait dans
 » ce grand siècle où tous les talens et toutes
 » les vertus illustrèrent la France, où l'on
 » enseignait aux princes comme aux plus
 » simples sujets qu'ils ne seraient jamais ni
 » grands hommes, ni grands princes, ni hon-
 » nêtes gens, qu'autant qu'ils seraient gens de
 » bien, fidèles à Dieu et au Roi⁽¹⁾ ; qu'il n'y a
 » point de vertu sans religion, et que c'est la
 » vertu seule qui met les hommes en état de
 » bien remplir les postes publics⁽²⁾. Si ces
 » jeunes gens, auxquels notre avenir est con-
 » fié, recevaient et suivaient de sages conseils,
 » ce n'est point dans cette trop orageuse arène
 » de nos débats qu'ils feraient entendre leurs
 » réclamations. Ils sauraient apprécier la sai-

(1) Bossuet, *Oraison funèbre* du prince de Condé. Paroles du Grand-Condé à ses enfans.

(2) Rollin, Discours préliminaire du *Traité des Études*.

» son fortunée, mais trop courte de la vie, qui
» leur faisant un heureux devoir de se renfer-
» mer dans les douces et paisibles occupations
» de l'étude, prépare ainsi pour leur pays,
» dans la fleur de leurs plus belles années, les
» fruits utiles de l'âge mûr ; ils se reposeraient
» avec confiance sur la paternelle sollicitude
» de leur Roi, et ne songeraient qu'à y ré-
» pondre par leurs nobles efforts, leur fidélité
» et leur amour. N'en doutons pas, mes-
» sieurs, tels sont, tels seront toujours les sen-
» timens de la jeunesse française ; et cette belle
» France, cette noble capitale de la civilisation
» comme de la littérature européenne, régnera
» encore sur le monde politique et savant, par
» ses vertus comme par ses chefs-d'œuvre,
» par le goût et le génie, comme par l'hon-
» neur et la foi. »

A la première nouvelle de l'arrivée de
monseigneur le duc d'Angoulême à Bordeaux,
M. de Marcellus fit quinze lieues à pied à

travers des débris d'armées, pour rejoindre le neveu de son Roi, et il proposa avec le dévouement le plus noble toute son argenterie pour faciliter les opérations qui devaient assurer le succès de la cause royale ; enfin M. de Marcellus est le père des pauvres, le défenseur naturel de tout ce qui est juste, et un homme d'un si noble caractère qu'on se sent entraîné à l'admirer et à l'aimer comme on aime et comme on admire la vertu.

MARCHEGAY DE LOUSIGNY.

(Vendée, Bourbon-Vendée.)

CÔTÉ GAUCHE, DEUXIÈME SECTION.

J'ai dit qu'il n'y avait point de division d'opinion parmi les députés de la Vendée ; il y en a cependant une légère entre M. Marchegay de Lousigny et ses collègues ; il n'est que de la seconde section et les autres sont de la première.

MARGADEL (DE).

(Morbihan , Vannes.)

CÔTÉ DROIT.

Un des plus braves officiers qu'il y ait en France , où il y en a tant ; échappé comme par miracle au désastre de Quiberon , il se jetta dans la Vendée , y combattit vaillamment et fut blessé plusieurs fois : après la pacification il se retira dans ses terres , mais à l'époque des cent jours il reprit les armes et fit des prodiges de valeur ; je ne puis résister au désir de citer un trait de M. de Margadel , qui prouve à quel point il réunit deux qualités qui paraissent incompatibles , un esprit vif et un imperturbable sang-froid ; en juin 1815 , au moment où un combat sanglant s'était engagé entre ses troupes et celles du général Travot , un jeune paysan Vendéen , qui se battait pour la première fois , était poursuivi par deux voltigeurs qui allaient le tuer ,

lorsque M. de Margadel s'arrête à trente pas, ajuste les voltigeurs, les renverse tous deux et dit au paysan : « je viens de te montrer » comment on reçoit l'ennemi. »

Peut-on s'étonner qu'avec de tels chefs les Vendéens aient fait tant de prodiges.

MARTIN DE GRAY.

(Haute-Saône, Vesoul.)

CÔTÉ GAUCHE, PREMIÈRE SECTION.

Ce député est presque aveugle, ce qui ne l'empêche pas de se faire conduire à la tribune dans les occasions importantes. Il siège et vote avec les libéraux.

MÉCHIN.

(Aisne, Laon.)

CÔTÉ GAUCHE, DEUXIÈME SECTION.

Ex-préfet des Landes, de la Roër, de l'Aisne, du Calvados, et de Rennes, M. Méchin est

(279)

un homme d'esprit, qui doit regretter de n'être plus rien, et qui prend un mauvais moyen pour redevenir quelque chose.

MENAGER (LE BARON).

(Seine-et-Marne, Melun.)

CÔTÉ DROIT.

Député depuis l'ordonnance de 1816, il a constamment appuyé les projets de loi présentés par le ministère; il parle peu, et se borne à voter; il fait un commerce considérable de charbon, et il est propriétaire de biens très - considérables aux environs de Meaux.

MESTADIER.

(Creuse, Guéret.)

CÔTÉ DROIT.

Avocat-général à Limoges; quoiqu'il ait presque toujours été ministériel, sous un ministère qui a commis de grandes fautes,

je n'hésite pas à le placer du côté droit, parce qu'il a fait plusieurs fois des déclarations de principes qui prouvent qu'il a des opinions monarchiques : il a démontré qu'il fallait faire juger les délits de la presse par les cours royales ; il a demandé des peines très-sévères contre les cris et les ouvrages séditieux, et enfin il a dit hautement à la tribune : « Je ne suis pas de l'école de ceux qui s'écrient : » *Périssent les colonies plutôt qu'un principe.* » M. Mestadier votera toujours pour les lois conservatrices de la monarchie, de la légitimité et de la charte.

MEYNARD.

(Dordogne , Périgueux.)

CÔTE DROIT.

Avocat au commencement de la révolution, il fut nommé, par le département de la Dordogne député, à la convention ; on ne peut

assez le louer du courage qu'il a montré à l'époque de l'assassinat juridique de l'infortuné Louis XVI ; il ne vota que pour une simple détention, et encore son véritable motif était de mettre en sûreté la personne du Roi ; il insista pour l'appel au peuple, pour le sursis, et comme il était à chaque instant interrompu par les vociférations des cannibales qui réclamaient leur proie, il leur dit avec la plus grande énergie : « Ce ne sont pas vos cris que » j'écoute, c'est ma conscience ; » — mot qui dans tous les temps aurait annoncé un très-grand caractère, et que l'imminence du danger rendait sublime.

M. Meynard fut nommé député à la chambre des cent jours, et ne s'y rendit pas ; mais il siégea dans celle de 1815, et l'on conçoit que celui qui avait été royaliste à la convention, l'était encore après le retour du Roi. Il vient de recevoir une nouvelle preuve de l'es-

time de ses concitoyens : ils ne pouvaient pas faire un choix fondé sur de plus honorables souvenirs.

MEYNAUD DE LAVAUX.

(Saône-et-Loire , Mâcon.)

CÔTÉ GAUCHE , DEUXIÈME SECTION.

Lieutenant-général. Il a servi à Saint-Domingue dans les premières années de la révolution. S'il fallait en croire une brochure publiée nouvellement et intitulée : *Le cri d'un colon*, le général Lavaux se serait livré dans l'exercice de ses fonctions à des excès bien reprehensibles. Ne voulant pas qu'un article biographique devienne un acte d'accusation, je ne rapporterai ni les passages qu'on cite ni les actions qu'on reproche à ce député, et je me bornerai à consigner une naïveté qu'on lui attribue. On prétend (toujours le cri d'un colon) qu'il prononça dans un club de Saint-

Domingue un discours qui renferme la phrase suivante :

« J'ai entendu un homme (s'il en est un)
» reprocher à M. Leborgne d'avoir engagé
» M. Rochambeau à donner des places d'offi-
» ciers dans les troupes de ligne aux citoyens
» *ci-devant de couleur.* »

Le général Lavaux a été nommé par le parti libéral.

MIRANDOL. (DE)

(Dordogne, Périgueux.)

CÔTÉ DROIT.

Il a toujours eu une horreur invincible pour la révolution et les révolutionnaires. Député du département de la Dordogne à la chambre de 1815, il y défendit les vrais principes monarchiques, et prononça un discours qui produisit le plus grand effet, sur la question de savoir si l'on diminuerait les corps d'élite. « Aurait-on déjà oublié,

» dit-il , que sans la suppression de la mai-
 » son du Roi , les attentats du 6 octobre
 » n'eussent pas eu lieu , et que si la garde con-
 » stitutionnelle du Roi martyr n'eût pas été
 » licenciée , les braves Suisses n'eussent pas
 » succombé au 10 août. » Ces paroles mémo-
 rables indiquent assez la place que M. de Mi-
 randol occupera à la chambre. De si grandes ,
 de si nobles pensées ne peuvent venir que du
 cœur , et le cœur ne change jamais.

MOLL.

(Haut-Rhin, Colmar.)

CÔTÉ DROIT.

Directeur des contributions indirectes , il
 jouit de l'estime générale ; il parle peu , parce
 qu'il a de l'embarras dans la prononciation ,
 mais ses collègues lui reconnaissent du juge-
 ment , de fort bonnes idées et des principes
 politiques très-estimables.

MONTAIGNAC (LE MARQUIS DE).

(Puy-de-Dôme, Clermont.)

CÔTÉ DROIT.

La députation du Puy-de-Dôme est entièrement composée de royalistes, et M. de Montaignac ne le cède à aucun de ses collègues pour la solidité des principes et le dévouement à la légitimité.

MONTBRON (CHÉRADE DE).

(Haute-Vienne, Limoges.)

CÔTÉ DROIT.

Il faisait partie de la malheureuse expédition de Quiberon, et il n'échappa que par miracle à l'affreuse destinée de ses infortunés compagnons d'armes; il a publié sur cet événement une relation qui offre l'intérêt le plus vif et le plus attachant.

M. de Montbron est auteur du roman héroïque des *Scandinaves*, ouvrage plein d'élé-

vation et de beaux détails. Il a publié l'année dernière un essai sur la littérature des Hébreux qui prouve une grande connaissance de la langue hébraïque et des livres saints :

Nouvelles juives qui se trouvent à la suite de cet essai , comme pour délasser d'une dissertation sérieuse, sont écrites de fort bon goût : il y a dans celle qui porte le nom de Néhémie des choses véritablement sublimes.

M. de Montbron n'a jamais varié dans ses principes politiques, et le département de la Haute-Vienne lui a rendu justice en lui confiant la mission de soutenir la cause du trône et de la légitimité.

MONTCALM (DE).

(Hérault , Montpellier.)

CÔTÉ DROIT.

Il est petit-fils de M. de Montcalm, si célèbre par sa mort glorieuse à Quebec dans le Canada; il s'est fait remarquer dans les

cent jours, par son dévouement à la cause royale, et le titre de colonel de la légion de l'Hérault est doublement flatteur pour lui, puisqu'il devient la récompense du courage qu'il montra lorsque marchant, au mois de juin 1815, à la tête des volontaires royaux de Montpellier contre les troupes de Buonaparte, il les repoussa et fit arborer le drapeau blanc : M. de Montcalm a rendu plusieurs fois à la tribune de la chambre un hommage public aux vertus héroïques des Lescure des Latrémouille et des Laroche-Jacquelin ; émule de ces preux dont-il aime à suivre les traces, M. de Montcalm sera toujours heureux et fier de suivre la ligne de l'honneur et de la fidélité.

MONTMORENCY (LEPRINCE DE).

(Seine-Inférieure , Rouen.)

CÔTÉ DROIT.

Grand d'Espagne de première classe, et frère cadet du baron de Montmorency, pair de France, il a constamment signalé son dévouement à la cause royale, et n'a jamais été infidèle à son nom. Les électeurs de la Seine-Inférieure ont pensé que personne n'avait plus de droits à leur confiance qu'un descendant de ces Montmorency, qui contribuèrent par leur courage à réunir pour jamais la Normandie à la couronne de France.

MOSTUEJOUX (DE).

(Aveyron , Rodez.)

CÔTÉ DROIT.

Les Aveyronnais ont voulu que leur députation ancienne et nouvelle, eût les mêmes sentimens, et après avoir nommé, en 1816,

MM. de Bonald , de Coussergue , et Dubruel ; ils viennent de choisir M. Delauro , maire de Rodez , homme d'un grand mérite , et M. de Mostuéjoux , qui a réuni la grande majorité des suffrages ; il doit cette marque de confiance à l'estime que ses talens et son opinion bien connue ont inspirée depuis long-temps.

MORGAN DE BELLOY.

(Somme , Amiens.)

CÔTÉ DROIT.

Possesseur d'une fortune immense , il y fait participer ceux qui n'en ont aucune ; député depuis 1816 il a souvent pris la parole sur des questions relatives aux finances et aux douanes : il a le grand mérite de parler clairement des objets les moins faciles à comprendre et à exposer ; quant à ses opinions il faut qu'elles soient bien franchement royalistes,

(290)

puisqu'il a été nommé par le département de la Somme.

MORISSET (LE BARON).

(Deux-Sèvres , Niort.)

CÔTÉ DROIT.

Aucun député n'a une correspondance plus active avec son département; il ne laisse jamais échapper une seule occasion de réclamer une diminution d'impôts ou de défendre ses concitoyens contre l'arbitraire des autorités locales. M. Morisset a beaucoup de sagesse et de modération dans les idées , il est sincèrement dévoué au Roi et à sa dynastie.

MORTARIEU (LE BARON DE).

(Tarn-et-Garonne , Montauban.)

CÔTÉ DROIT.

Maire de Montauban à l'époque du 20 mars, il déploya un zèle et une activité qui le firent

distinguer de monseigneur le duc d'Angoulême ; après avoir organisé plusieurs corps de volontaires qui se battirent sous les ordres de ce prince , il resta dans l'inaction pendant tout l'interrègne, et reprit ses fonctions de maire après le retour du Roi. M. de Mortarieu a deux fils au service de S. M. , et tous les deux sont aussi royalistes que leur père.

MOUSNIER-BUISSON.

(Haute-Vienne, Limoges.)—

côté droit.

Député depuis 1817, il a toujours manifesté les opinions les plus sages et les plus monarchiques : il a pris la parole à l'époque de la discussion sur la sursis à accorder aux émigrés pour payer leurs créanciers, et a soutenu cette proposition avec autant de force que de sensibilité ; il a parlé aussi contre le danger de faire prononcer les jurés sur les délits de la presse, et il a fait sentir par des raisonne-

(292)

mens péremptoires , qu'il devait en résulter des absolutions scandaleuses.

M. Mousnier-Buisson votera toujours pour le maintien des institutions monarchiques.

MOUSSAYE (LE MARQUIS DE LA).

(Côtes-du-Nord , Saint-Brieux.)

CÔTÉ DROIT.

Profond diplomate ; il joint à des connaissances très-étendues un dévouement dont il a donné des preuves en plus d'une occasion ; et il défendra à la chambre les droits de la couronne , comme il sait les faire respecter dans les pays où il a l'honneur de représenter son souverain.

MOYSEN.

(Lot , Cahors.)

CÔTÉ DROIT.

Les libéraux assurent qu'il a voté avec eux dans la dernière session contre toutes les lois

présentées par le ministère ; ont-ils tort ? ont-ils raison ? Je crois qu'ils ont tort.

MUYSSART (DE).

(Lille, Nord.)

CÔTÉ DROIT

Maire de Lille, chéri et respecté de tous les habitans, sans exception ; il s'est réfugié en Belgique pendant les troubles de la révolution ; quand il est rentré, il a trouvé tous ses biens vendus ; resté sans fortune, il a appelé à son secours le travail et la philosophie ; un héritage lui a rendu un peu d'aisance, il trouve moyen d'adoucir le sort des indigens, et il répand avec une charité ingénieuse les bienfaits qu'il obtient souvent pour la classe malheureuse, de la munificence du Roi et des princes.

(294)

NICOLAI (DE).

(Aisne , Laon.)

CÔTÉ DROIT.

Ancien préfet de l'Aisne. Le plus grand éloge qu'on puisse faire de lui, c'est de dire qu'il doit sa nomination de député à la reconnaissance que tout le département a pour lui, et au souvenir des services qu'il a rendus. M. de Nicolai, digne du nom qu'il porte, votera avec les amis de la religion et du trône.

NULLY D'HÉCOURT.

(Oise , Beauvais.)

CÔTÉ DROIT.

Maire de Beauvais; excellent administrateur : la ville lui a de grandes obligations pour les services qu'il lui a rendus et qu'il lui rend encore tous les jours; voilà son côté brillant : un peu d'indécision dans sa marche,

voilà ce qu'on pourrait lui reprocher. Il est pourtant juste de dire qu'il est toujours du même avis que le côté droit, sur les grandes questions d'ordre public.

OLIVIER.

(Seine, Paris.)

CÔTÉ DROIT.

Il a été long-temps à la tête d'une maison de banque qui jouissait du plus grand crédit; il s'en est retiré avec la réputation la plus irréprochable: il a beaucoup de droiture et de raison; ses principes sont purs comme ses sentimens; membre du conseil-général et régent de la banque de France, il exerce ces deux fonctions avec autant d'intégrité que de sagesse. L'intrigue qui avait empêché sa nomination aux élections dernières a échoué cette année; les royalistes ont bien concerté leurs mesures, et Paris a un bon député de plus.

(296)

OLIVIER.

(Rhône , Valence.)

CÔTÉ DROIT.

Membre de la cour de cassation. Il a été député à plusieurs assemblées , et il a toujours porté dans l'exercice de ses fonctions autant de sagesse et de prudence que de dévouement et de sagacité. Il a toujours appuyé les projets de loi présentés par le ministère, quand il les a crus rédigés dans un esprit monarchique.

ORGLANDE (LE COMTE D').

(Orne , Alençon.)

CÔTÉ DROIT.

Député à la chambre de 1815, il a voté avec la majorité; il a été réélu après l'ordonnance du 5 septembre, et a constamment donné depuis quatre ans des preuves de dévouement à la dynastie légitime.

PAILLARD DU CLERET.

(Mayenne, Laval.)

CÔTÉ GAUCHE, PREMIÈRE SECTION.

Ce député n'ayant jamais pris la parole, il faut bien se borner à dire qu'il siège et vote avec les libéraux.

PARDESSUS.

(Loir-et-Cher, Blois.)

CÔTÉ DROIT.

Un des professeurs des plus distingués de l'école de droit de Paris, membre de la majorité dans la chambre de 1815; il monta souvent à la tribune où il se fit remarquer par une élocution simple et facile, de grandes connaissances en administration et en législation, ainsi que par cette franchise d'opinions et cette loyauté de sentimens qu'on n'a pas retrouvées au même degré dans les assemblées suivantes, mais qui promettent de renaître dans celle

que les dernières élections viennent de nous donner.

M. Pardessus sera du nombre des improvisateurs, devenus très-rare dans nos assemblées politiques, au grand préjudice des discussions.

PAREL D'ESPERUT (DE).

(Corrèze , Tulle.)

CÔTÉ DROIT.

Il a été élu à la presque unanimité des votes du collège; pas une démarche, pas une sollicitation n'a précédé son élection: M. de Parel a été choisi malgré sa résistance, parce que les électeurs ont vu en lui le plus honnête homme et le plus royaliste du département de la Corrèze: quand son nom a été proclamé, la joie la plus vive s'est manifestée dans la ville de Tulle, les cloches sonnaient, les boîtes se faisaient entendre, partout on criait *vive le Roi, vive le duc de Bordeaux!* Au reste tout

ce que nous pourrions dire ne ferait pas si bien connaître M. de Parel, que le discours qu'il a improvisé après avoir été nommé :

« Messieurs,

» Obligé, comme président du collège, de
» me proclamer moi-même député, je ne
» peux trouver d'expressions pour vous ren-
» dre ma profonde sensibilité pour un choix
» aussi honorable pour moi. Au moment où
» je vais aller représenter les intérêts de ce
» département, qu'il me soit permis de vous
» assurer que je n'aurai d'autre pensée que de
» répondre à la haute confiance dont vous
» venez de m'honorer. Aucune crainte, au-
» cun pouvoir, aucune influence ne me fe-
» ront jamais dévier des principes religieux
» et monarchiques, des sentimens de justice
» et de modération que j'ai pratiqués toute
» ma vie. Sincèrement dévoué, dans tous

» les temps , à l'auguste maison de Bourbon ,
» et depuis , ayant adopté franchement et
» sans aucune arrière-pensée la charte con-
» stitutionnelle que le Roi nous a donnée ,
» vous me verrez , messieurs , suivre con-
» stamment la bannière royale , légitime et
» constitutionnelle. *Dieu, le Roi et la Patrie* ,
» ont été et seront à jamais ma devise ! *Vive*
» *le Roi, vivent les Bourbons!*

Le collège électoral a entendu avec la plus vive émotion cette profession de foi.

On sent , mieux qu'on ne peut l'exprimer , qu'un pareil discours est tout à la fois le portrait le plus fidèle que l'orateur ait pu faire de lui-même , et le gage de la confiance qu'il est si bien fait pour inspirer.

(301)

PASQUIER (LE BARON).

(Seine , Paris.)

CÔTÉ DROIT.

Fils d'un ancien conseiller au parlement , il possédait lui-même cette place à l'âge de vingt-deux ans. M. le baron Pasquier, ennemi prononcé d'une révolution qui avait immolé son père , n'a exercé aucune fonction sous la république , le directoire ni le consulat ; ce n'est qu'en 1810 que Napoléon le nomma maître des requêtes , et ensuite préfet de police ; il l'était encore le 30 mars 1814 , quand les alliés entrèrent à Paris. Le Roi le nomma directeur-général des ponts-et-chaussées ; il fit son devoir dans les cent jours et quitta sa place. Depuis le second retour de S. M. , il a souvent changé de fonctions : garde des sceaux , ministre de l'intérieur par intérim , président de la chambre des députés , une seconde fois garde des sceaux , et enfin

ministre des affaires étrangères; on assure qu'à la fin de 1818, frappé des symptômes effrayans qui annonçaient à la France de nouveaux troubles et de nouvelles révolutions, il présenta au Roi un mémoire rempli de vues sages et d'améliorations utiles; rentré au ministère à la fin de 1819, il a eu à soutenir au mois d'avril et de mai 1820, en l'absence de M. de Serre, tout le poids d'une session très-orageuse. Le talent de tribune est celui que M. Pasquier possède au plus haut degré. Je l'ai entendu souvent improviser avec un rare bonheur; il creuse une question dans toute sa profondeur, et cette analyse est revêtue d'un style remarquablement pur. Il n'était pas d'avis de faire juger les délits de la presse par le jury; son opinion, justifiée par l'événement, lui a fourni un des plus beaux mouvemens oratoires qu'il ait jamais rencontrés: « La France, disait-il en terminant, » est lasse de révolutions; elle a besoin de re-

» pos et de bonheur; elle sait qu'il n'y a pas de
» bonheur sans repos, ni de liberté sans ordre;
» ces biens, elle les a reçus du gouvernement
» royal; en vain ce gouvernement est sans
» cesse attaqué par des esprits inquiets et ja-
» loux, qui revêtent, pour lui faire la guerre,
» toutes les formes, qui empruntent toutes les
» couleurs; il n'en vit pas moins d'une vie
» forte, et il vivra long-temps, parce qu'il a
» de profonde racines dans le cœur des Fran-
» çais; il vivra pour assurer l'existence, la
» tranquillité, le bonheur de tous, même de
» ceux qui mettent le plus d'acharnement à
» le combattre. »

PASTURE (DE LA).

(Eure , Évreux.)

CÔTÉ DROIT.

Député à la chambre de 1815; il ne s'est
jamais séparé de MM. de Corbières, Villèle,
Labourdonnaye, Bonald, etc., etc. C'est un

(304)

homme plein d'honneur et de fermeté, incapable d'aucune concession qui pourrait blesser sa conscience : on lui accorde dans son département l'estime due à son beau caractère.

PAVY.

(Rhône , Lyon.)

CÔTÉ DROIT.

Il a amassé dans le commerce une fortune considérable, et ses manufactures ont été longtemps dans une activité continuelle ; il a été nommé quatre fois président du tribunal du commerce par ses pairs , ce qui prouve une capacité reconnue ; il a de la difficulté à s'exprimer, et on le regrette d'autant plus qu'il a de l'esprit et des connaissances. Sincèrement attaché à la religion, il fait vivre un nombre très-considérable de pauvres ; M. Pavy s'est fait remarquer depuis 1814 par la pureté de ses principes politiques ; il ne s'est point démenti dans les cent jours, et il vient d'être

(305)

nommé par les royalistes sans la moindre division.

PERCEVAL (DE).

(Indre-et-Loire, Tours.)

CÔTÉ DROIT.

Officier avant la révolution, il a donné sa démission en 1792 ; ne voulant point passer du service du Roi au service de la république , il n'a pas émigré , et s'est retiré au sein de sa famille : nommé en 1803 , au camp de Boulogne, adjoint titulaire du commissaire en chef d'Arcambal , M. de Perceval est arrivé par son seul mérite et sans aucune protection aux fonctions de commissaire ordonnateur ; c'est en cette qualité qu'il fut employé dans la campagne de 1813 , où il fut fait prisonnier. Il reçut des magistrats de Francfort le témoignage d'estime le plus honorable. La régence et les principaux habitans le réclamèrent , et

le prince de Schwartzenberg, après l'avoir mis pendant treize jours sous la garantie de M. de Bethmann, lui donna une escorte de trente dragons autrichiens qui l'accompagna jusqu'aux frontières de France.

Après l'abdication de Buonaparte, le 6 d'avril 1814, M. de Perceval se voua franchement au gouvernement du Roi, et fut particulièrement distingué de monsieur le comte de Blacas, président du conseil des ministres, qui le fit employer dans la maison militaire du Roi. Au 20 mars 1815 il suivit le mouvement des troupes royales jusqu'à Lille, et se retira ensuite dans sa famille.

A la seconde restauration M. de Perceval fut accueilli par S. M. et les princes avec une extrême bienveillance, et fut nommé commissaire ordonnateur de la garde; il fut élu en 1816 membre de la chambre des députés, et réélu en 1817. Il y défendit avec courage les

doctrines monarchiques : la sûreté de ses principes et l'étendue de ses connaissances dans l'administration militaire ont déterminé le Roi à lui confier la place si importante dans tous les temps, et plus importante encore aujourd'hui, de secrétaire général du ministère de la guerre : il a su s'y concilier l'estime même des personnes dont il est obligé de contrarier les intérêts : dans l'exercice de ces fonctions comme dans celles de député, il ne s'écartera jamais de la ligne de l'honneur, et la fidélité au Roi et à sa dynastie sera toujours mise par M. de Perceval au premier rang de ses devoirs.

PERRIER (ALEXANDRE).

(Loiret, Orléans.)

CÔTÉ GAUCHE, PREMIÈRE SECTION.

M. Alexandre Perrier, riche manufacturier, a les mêmes principes politiques, les

mêmes opinions que son frère, et vote
comme lui.

PERRIER (CASIMIR).

(Seine , Paris.)

CÔTÉ GAUCHE, PREMIÈRE SECTION.

Ce riche banquier a des connaissances positives en finances; mais il en a abusé le jour où il a critiqué avec aigreur et passion M. le comte Corvetto, qui jouit de l'estime générale.

M. Casimir Perrier siège à gauche, et vote avec MM. Lafayette, Bignon, etc., etc.

PERREAU DE MAGNIES.

(Vendée , Bourbon.-Vendé.)

CÔTÉ GAUCHE, DEUXIÈME SECTION.

Il semblerait au premier aperçu que tous les députés de la Vendée devraient être du côté droit, et ils sont du côté opposé. M. Per-

(309)

nau de Magnies monte rarement à la tribune, mais quand on fait l'appel nominal, on sait d'avance qu'il va mettre une boule noire.

PEYRONNET (DE).

(Cher, Bourges.)

CÔTÉ DROIT.

Chevalier de la légion d'honneur, né à Bordeaux, avocat depuis l'âge de 20 ans ; il a été nommé, en 1816, président du tribunal de première instance, place qu'il a occupée avec la plus grande distinction ; il a commandé une cohorte de la garde nationale, formée, en 1814, des hommes qui avaient rétabli le 12 mars l'autorité des Bourbons. Il a été nommé en 1818 procureur-général à Bourges, et, tout-à-fait étranger dans ce pays, il a su se concilier en si peu de temps l'estime universelle, qu'il a été nommé député à une très-grande majorité. M. de Peyronnet est royaliste comme un Bordelais du 12 mars.

PICOT DESORMEAUX.

(Sarthe , le Mans.)

CÔTE GAUCHE , PREMIÈRE SECTION.

Ce député a toujours gardé, depuis qu'il est nommé, le plus profond silence; mais il a toujours approuvé les discours de ceux de ses collègues qui siègent à gauche; il a toujours voté comme eux.

PIET.

(Sarthe , le Mans.)

CÔTÉ DROIT.

Il a commencé à se faire connaître comme avocat en 1792. Depuis ce moment, presque toutes les époques de sa vie ont été des actes de courage et de dévouement à la cause royale. Il prit la défense des prisonniers traduits devant la haute cour d'Orléans; et quand il vit qu'ils étaient condamnés malgré ses

efforts, après les avoir protégés par son éloquence, il voulut les sauver par son humanité, et il y serait parvenu sans l'hésitation de quelques-uns d'entre eux. Retiré à Nantes, M. Piet sollicita bientôt la périlleuse faveur de défendre Louis XVI. Nommé en 1796 maire d'une petite commune près du Mans, il rendit les plus grands services aux royalistes et aux Vendéens. Nommé l'année d'après député au conseil des cinq-cents, il vit son élection annulée sur la motion des plus ardens révolutionnaires de l'époque. Cependant le zèle de M. Piet ne se ralentit pas; et cherchant toujours à rétablir le gouvernement des Bourbons, il fut arrêté au moment où Buonaparte parvint au consulat. Il resta plusieurs années au temple, et reprit ensuite sa profession d'avocat qu'il exerça avec beaucoup de succès. Il fut membre de la chambre de 1815, et s'y fit remarquer par une grande sévérité de principes et un dévouement iné-

branlable aux doctrines monarchiques. Le Roi, voulant récompenser sa conduite ferme et courageuse, lui a conféré, à la seconde restauration, des lettres de noblesse.

PILASTRE.

(Maine-et-Loire , Angers.)

CÔTÉ GAUCHE , PREMIÈRE SECTION.

Il a été de l'assemblée dite constituante, et depuis, du conseil des anciens; il s'est montré l'apologiste de la journée du 18 fructidor, et l'ennemi prononcé des royalistes. (*Voyez les moniteurs de l'an 6.*)

PLANELLI DE LA VALETTE.

(Isère , Grenoble.)

CÔTÉ DROIT.

Député de la chambre de 1815, il s'est fait remarquer par ses connaissances administratives et financières. Il a été maire de Grenoble pendant plusieurs années, et tous les

partis rendaient justice à son habileté et à son impartialité ; cette place vient de lui être rendue. M. Planelli de la Valette est un très-bon royaliste , qui a dans l'esprit ce qu'on ne réunit pas toujours , beaucoup d'énergie et de mesure.

POMMEROL (BATTANT DE).

(Loire , Montbrison.)

CÔTÉ DROIT.

Ancien conseiller à la cour de cassation, dont il était un des membres les plus instruits ; député à la chambre de 1815 : tous ses collègues lui représentaient le tort que faisait à la cause royale le silence obstiné dans lequel il se renfermait ; mais sa modestie, qui va jusqu'à la timidité, l'a toujours empêché de monter à la tribune ; c'est un des hommes les plus instruits de la chambre, et peut-être celui qui sait le mieux discuter dans un comité une

question importante , et convaincre tous les esprits par son excellente logique et sa raison profonde. Il est aujourd'hui président du tribunal de première instance de Montbrison ; il a préféré cette place à celle de conseiller à la cour de cassation, par goût pour la tranquillité , et pour vivre au sein de sa famille.

PONTET (DE).

(Gironde , Bordeaux).

CÔTÉ DROIT.

Riche propriétaire, il a toujours professé les meilleures opinions : membre du conseil-général du département ; il a été nommé député au mois d'août 1815. Il a l'esprit tout à la fois, vif, conciliant et piquant. Il a constamment siégé au côté droit depuis 1815, et s'est montré ennemi des doctrines qui ont compromis le sort de la monarchie.

(315)

POPULE.

(Loire , Montbrison.)

CÔTÉ GAUCHE , DEUXIÈME SECTION.

Ancien maire de Roanne; il a un rapport assez frappant avec ses autres collègues MM. Dassier et Fournas, c'est qu'il ne demande pas la parole plus souvent qu'eux : heureusement pour ces deux messieurs c'est là que la ressemblance cesse, car M. Populle vote avec MM. Chauvelin, Casimir Perrier, etc., etc., tandis que les autres votent avec M. Lainé, de Villèle, etc., etc.

PORTAL (LE BARON).

(Tarn-et-Garonne , Montauban.)

CÔTÉ DROIT.

M. Portal est , après M. de Richelieu et M. Pasquier , le plus ancien *des ministres* actuels. Il se borne au travail déjà bien assez considérable de son ministère , et n'entre

point dans le labyrinthe politique. M. le baron Portal avait envoyé en 1819 au Sénégal un capitaine de vaisseau de la plus grande distinction, M. le baron de Mackau ; à son retour le ministre exposa à la chambre, d'une manière si simple et si juste, l'utilité dont cette colonie pouvait être, qu'on lui alloua dans le budget les 1,600,000 francs qu'il demandait. M. le baron Portal était convaincu, depuis plusieurs années, du danger de la loi du 5 février ; il est franchement dévoué au Roi et à sa dynastie.

POTEAU D'HANCARDERIE.

(Nord, Lille.)

côté droit.

Député à une époque que Lille ne peut oublier, puisque notre infortuné duc de Berri vint présider le collège électoral, M. Poteau d'Hancarderie s'est montré digne de la mission qu'il a reçue ; réélu après l'ordonnance du 5

(317)

septembre, il a montré toujours le même zèle pour la cause royale, et n'a jamais dévié dans la ligne honorable qu'il a suivie.

POYDAVANT.

(Pyrénées-Orientales , Perpignan.)

CÔTÉ DROIT.

Il vient d'arriver à l'âge exigé pour être député ; payeur du trésor à Rennes, il est bien au-dessus de la place qu'il occupe : il a étudié le droit sous un de nos magistrats les plus distingués, M. Vergès, conseiller à la cour de cassation ; on a toujours remarqué en lui une aptitude précoce aux affaires ; homme de cabinet, et aimant beaucoup le travail, il a autant de pénétration que d'ordre et de clarté dans l'esprit : persuadé que la France ne peut être heureuse que par l'affermissement des principes religieux et monarchiques, M. Poydavant développera souvent cette vérité pendant la session qui va s'ouvrir : il a une élo-

cution facile, des manières affables, et un grand fonds de modestie ; enfin je dirai, pour compléter son éloge, que son caractère et son talent lui donnent beaucoup d'analogie avec M. de Villèle.

POYFERE DE CÈRE.

(Landes, Mont-de-Marsan.)

CÔTÉ DROIT.

Il s'est livré toute sa vie à l'étude de l'agriculture, et de puis le premier retour du Roi il a obtenu plusieurs préfectures ; quoiqu'on ait à lui reprocher d'avoir voté trop souvent avec le ministère de 1818 j'ai l'espoir qu'il restera ferme au côté droit.

PRACONTAL.

(Nièvre, Nevers.)

CÔTÉ DROIT.

Député à la chambre de 1815, il a soutenu avec énergie les opinions qui sont dans le

cœur de tous les bons Français ; il n'a pas dévié un instant du chemin de l'honneur ; il est dévoué jusqu'à l'enthousiasme et brave jusqu'à la témérité.

PRETAVOINE-BIDAUT.

(Eure, Évreux.)

CÔTE DROIT.

Ancien fabricant qui jouit d'une grande aisance ; il est directeur des hospices et possède l'estime générale ; son caractère calme , probe et modéré , le fait choisir pour arbitre dans les discussions particulières ; il est le grand conciliateur entre toutes les personnes qui ont des contestations, et rétablit souvent parmi elles la bonne harmonie. M. Prétavoine-Bidault est un ami intime de M. Lizot, ce dernier a eu beaucoup d'influence sur sa nomination.

PREVERAUD DE LA BOUTRESSE.

(Allier, Moulins.)

CÔTÉ DROIT.

Membre du grand conseil avant la révolution , il a été nommé depuis la restauration conseiller à la cour royale de Riom ; il était membre de la chambre de 1815 ; c'est un de ces magistrats intègres et courageux qui rappellent les Molé , les d'Aguesseau et les Malesherbes.

PRUNELLE.

(Isère, Grenoble.)

CÔTÉ DROIT.

Riche propriétaire , d'un caractère et d'un esprit très-élevé ; royaliste actif et dévoué , il marcha pour rejoindre monseigneur le duc d'Angoulême dans le midi. A son retour quelques hommes féroces vinrent chez lui pour l'attaquer. M. Prunelle conservant alors le

sang-froid qu'il est si facile de perdre au moment du danger , sort seul , tenant un pistolet d'une main et une bouteille de l'autre ; il s'adresse au premier des assaillans et lui dit : Choisis , *bois* ou *meurs* : il but et les autres en firent autant.

PUYMAURIN.

(Haute-Garonne , Toulouse.)

CÔTÉ DROIT.

Directeur de la monnaie des médailles ; depuis 1815, il est en possession d'exciter l'hilarité de la chambre par ses saillies, ses réparties vives et ses boutades ingénieuses : il a dans la prononciation un certain embarras qui l'empêche de faire de longs discours , mais il lance souvent dans le camp ennemi d'excellentes épigrammes qui portent coup, et qui mettent tous les rieurs de son côté.

PUYVALLÉE DE BEUGY.

(Cher, Bourges.)

CÔTÉ DROIT.

Il doit son éducation politique à M. de Bonald, qui l'a accompagné en Suisse et dans plusieurs de ses voyages. Sans atteindre à la supériorité du maître, l'élève a une grande force de conception, un caractère énergique, de l'élévation dans les idées, et dans les opinions cette noble indépendance qui nous permet de nous rendre à l'évidence d'un raisonnement, mais qui nous empêche de céder à l'empire des considérations.

QUATREMIÈRE DE QUINCY.

(Seine, Paris.)

CÔTÉ DROIT.

Cet honorable député était depuis 1816, porté tous les ans, par un grand nombre de royalistes, et tous les ans, un pouvoir ennemi

de lui-même, parvenait à l'écarter : une alliance honorable et franche du gouvernement avec les amis de la monarchie légitime a terminé enfin cette lutte scandaleuse , et M. de Quincy a été nommé : ses droits à l'estime publique sont connus et bien établis : sujet dévoué , il défendit à l'assemblée, dite législative , les prérogatives du trône ; mandataire fidèle, il ne cessa de recommander l'obéissance à la constitution royale , qu'il avait juré de maintenir de tout son pouvoir : martyr courageux , il se laissa plonger pendant quinze mois , en 1793 , dans les cachots de la terreur , pour ne pas apostasier ; orateur éloquent , il harangua les sections en vendémiaire , et les invita à secouer le joug de la convention ; homme de cœur , il prit lui-même les armes , marcha contre l'ennemi commun , et eut l'honneur d'être condamné à mort par contumace : revenu à Paris dans un moment de calme , il fut nommé député : une nouvelle révolution

le fit déporter : rentré une seconde fois dans sa patrie, il suivit le penchant qui l'entraînait vers l'étude des arts, et il y obtint un tel succès qu'il fut nommé membre de l'institut; c'est par des travaux agréables pour lui, et dont la France littéraire a profité, qu'il a charmé le temps qui s'est écoulé jusqu'à la restauration ; le Roi, voulant récompenser tant de services rendus avec un dévouement si noble, nomma M. de Quincy officier de la légion d'honneur, censeur royal, intendant des arts et monumens, et membre du conseil d'instruction publique ; il est inutile de dire qu'un si excellent royaliste a fait son devoir dans les cent jours ; Buonaparte supprima ses trois places : depuis la seconde restauration M. de Quincy a été nommé chevalier de l'ordre de Saint-Michel, et vient enfin d'être élu député : le Roi, la dynastie et la France doivent également s'en réjouir ; le Roi voit entrer dans

(325)

la chambre un de ses plus fidèles sujets , la dynastie son éloquent défenseur ; la France le soutien de ses libertés.

RAMOLINO.

(Corse , Ajaccio.)

CÔTÉ GAUCHE , DEUXIÈME SECTION.

Il est parent de Buonaparte , et siège au côté gauche.

RANCHIN (DE).

(Tarn , Alby.)

CÔTÉ DROIT.

Officier d'infanterie avant la révolution , il n'a jamais douté du retour du Roi, et du rétablissement de sa dynastie; l'estime que l'on a pour ses vertus lui a valu la marque de confiance que ses concitoyens viennent de lui donner ; il sera ce qu'il a toujours été, le soutien fidèle du trône aux dépens de sa fortune et de sa vie.

(326)

RASTIGNAC (DE).

(Lot, Cahors.)

CÔTÉ DROIT.

Maréchal des camps et armées du Roi ; il a été jugé dans le procès du général Lallemand : il parle peu à la chambre, mais il s'occupe beaucoup des affaires de ses commettans, et il a une correspondance très-active avec son département.

RAULIN DE MONTFAUCON.

(Meuse, Bar-le-Duc.)

CÔTÉ GAUCHE DEUXIÈME SECTION.

Ancien juge de paix du canton de Mont-faucon ; il a été destitué en 1816, et il était connu pour avoir une telle influence dans son arrondissement, que le préfet l'avait rendu responsable des troubles qui auraient pu survenir.

Il a été porté et nommé par le parti libéral.

(327)

RAVEZ,

(Gironde , Bordeaux.)

CÔTÉ DROIT.

Né à Lyon en 1770, il arriva à Bordeaux vers la fin de 1792, et présida une société, dite société de Belleville, composée d'hommes entièrement opposés à la révolution, ce qui lui valut de nombreuses persécutions pendant la terreur. Avocat doublement distingué par ses talens et sa moralité, M. Ravez a été au 12 mars du conseil-privé de Monseigneur le duc d'Angoulême: il a gardé pendant les cent jours le même silence que tous ses collègues. Président du collège électoral en octobre 1816, il y développa constamment les principes monarchiques, et fut nommé député et ensuite conseiller d'état, et sous-secrétaire d'état à la justice; il quitta cette place pour celle de président, qu'il occupa pendant la mémorable session de 1819. Il opposa constamment au

déchainement des partis un calme et un courage dignes des plus grands éloges. M. Ravez est véritablement ce qu'on peut appeler *Vir bonus, dicendi peritus*.

REGNOUF DE VAINS.

(Manche , Saint-Lô.)

COTÉ DROIT.

Riche propriétaire et maire de la commune qu'il habite; il était député en 1815, et il a constamment voté avec la majorité; le 21 décembre de la même année, il fit une proposition en faveur des contribuables, tendant à ce que les receveurs généraux, les receveurs particuliers et les percepteurs, ne pussent recevoir aucune indemnité en raison du recouvrement des taxes extraordinaires; cette opinion, développée avec beaucoup de chaleur et d'éloquence, a fait le plus grand honneur à M. Regnouf dans son département: les électeurs royalistes, en le nommant, ont voulu

montrer dans sa personne leur estime et leur reconnaissance pour les députés de 1815.

RENOUARD DE BUSSIÈRE.

(Bas-Rhin , Strasbourg.)

CÔTÉ DROIT.

M. Renouard de Bussière est allié à l'une des meilleures familles de Strasbourg ; riche banquier et le propriétaire le plus imposé du département du Bas-Rhin, il n'a suivi que la carrière du commerce et s'est fait généralement aimer et estimer de ses compatriotes : et il est depuis deux ans président du conseil-général ; il a été porté à la présidence du collège du département par les démarches des royalistes, et à la députation par leurs suffrages. Son opinion est toute monarchique ; il est probable qu'il parlera peu, mais son avis dans les bureaux sera très-utile surtout quand on discutera le budget.

(530)

REGOURD (DE).

(Lot, Cahors.)

CÔTÉ DROIT.

La pratique de toutes les vertus civiles et religieuses, un attachement sincère au Roi et aux Bourbons, et la ferme volonté de contribuer au bonheur de son pays, tels sont les titres que le département du Lot a reconnu en M. de Regourd, et qui ont décidé sa nomination.

M. REVELIERE.

(Loire-Inférieure, Nantes.)

CÔTÉ DROIT.

Commissaire-général de la marine à Nantes. Il est très-honorable pour ce député d'avoir obtenu les suffrages d'un département où son emploi ne lui donnait aucune influence politique. Le haut commerce de Nantes, en le portant à la chambre, a voulu reconnaître sa

loyauté, son honneur et son intégrité, et les autres électeurs ont rendu justice à ses opinions, qui le rendent digne d'avoir été associé à M. Humbert de Sesmaisons. M. Revelière a perdu dans les troubles de la Vendée une mère arrachée de chez elle et fusillée par les républicains; il est du nombre des Français qui à Paris ont provoqué la restauration. Nommé en 1815 chef de division au ministère de la marine, où il était employé depuis plusieurs années, il fut éloigné lors de la retraite de M. Dubouchage, et envoyé à Nantes dans une espèce d'exil honorable; il vient de recevoir la plus haute marque d'estime qu'un homme de bien puisse ambitionner.

(532)

REVOIRE.

(Nord , Lille.)

CÔTÉ GAUCHE, DEUXIÈME SECTION.

Négociant libéral; nommé député en 1816, il siège depuis ce temps au côté gauche : la ville de Lille n'est pas accoutumée à voir ses députés à cette place, et cette année ils seront tous du côté opposé.

RIBARD.

(Seine-Inférieure, Rouen.)

CÔTÉ DROIT.

Député à la chambre de 1815, et ancien maire de Rouen; il est aimé, honoré et respecté de tous les habitans de cette ville, sans en excepter les ultra-libéraux; Dieu, le Roi et la France, telle a toujours été, telle sera toujours sa devise; se livrant avec la régularité la plus exemplaire à toutes les pratiques d'une religion qui nous ordonne la bienfaisance, il en accom-

plit les préceptes par inclination plus encore que par devoir ; ses intérêts personnels ne sont rien pour lui auprès de ceux de ses commettans ; sourd aux vaines clameurs de l'intrigue, il n'écoute jamais que sa conscience , enfin c'est un des hommes qui ont rendu le plus de services à la ville de Rouen⁽¹⁾ ; aussi les habitans de cette industrielle cité , ont ils fait tomber leur choix sur lui, moins encore pour lui décerner une récompense , que pour acquitter une dette.

(1) M. le baron Lézurier de la Martel , ancien maire de Rouen , a rendu aussi à cette ville de très-grands services à l'époque de l'entrée des alliés ; son dévouement sans bornes aux intérêts de ses concitoyens, et sa fermeté conciliatrice, ont épargné à la ville de très-grands malheurs.

RICARD.

(Haute-Garonne , Toulouse.)

CÔTE DROIT.

Il était depuis vingt ans chéri et estimé de tous ses compatriotes ; mais c'est à l'époque des cent jours qu'il s'est fait connaître pour un homme d'une trempe d'âme vigoureuse et d'un dévouement à toute épreuve : un général, ennemi des Bourbons, qui avait arboré, au mois d'avril 1815, le drapeau tricolore à Toulouse, vint à la municipalité pour l'engager à présenter une adresse à Buonaparte ; il y eut convocation extraordinaire à cet effet ; à peine eût-on fait l'énoncé de cette proposition que M. Ricard, qui était alors membre du conseil municipal, se leva et improvisa le discours le plus noble et le plus ferme pour prouver à ses collègues qu'aucun d'eux n'avait le droit de signer une adresse

pour reconnaître un usurpateur : « On nous
 » demande un serment , s'écria-t-il , et nous
 » ne sommes pas dégagés de celui qui nous
 » lie envers le Roi et les Bourbons ! Non , mes-
 » sieurs , non , nous ne signerons pas notre
 » déshonneur ; je suis sûr de vos consciences ,
 » comme de la mienne ! » Un assentiment gé-
 néral servit de réponse à cette déclaration
 énergique , et le conseil municipal de Tou-
 louse resta fidèle au roi.

A l'époque de la seconde restauration M. de
 Villèle , ayant été nommé maire , choisit
 pour son adjoint M. Ricard , qui remplit ces
 fonctions avec autant de zèle que de délica-
 tesse ; le choix des habitans de la Haute-Ga-
 ronne ne pouvait tomber , comme on le voit ,
 sur un homme qui ait tenu une conduite plus
 belle et plus honorable.

RICHARD.

(Loire-Inférieure, Nantes.)

CÔTÉ DROIT.

Conseiller de préfecture de la Loire-Inférieure. Un écrivain qui en voulant offrir les portraits des députés n'en a fait que les caricatures, dit en parlant de celui-ci : « M. Richard » son père a du bien rire le jour où il a appris » que son fils siégeait au côté droit. »

Il est évident que cet écrivain fait allusion aux principes professés par M. Richard le père, ex-conventionnel ; mais d'abord il faut savoir si le brochurier ne se trompe pas, et si c'est bien la même famille ; mais, en admettant ce fait, où a-t-il vu que l'exemple d'un père est toujours perdu pour un fils ; n'est-il pas possible, n'est-il pas naturel que ce père ait reconnu ses fautes, en ait parlé avec amertume devant son fils, et lui ait dit : « Evite la » route que j'ai prise, pour éviter mes regrets.

Quoiqu'il en soit, M. Richard, négociant fort instruit, ouvre souvent de très-bons avis sur les questions de commerce et de finance ; et, depuis cinq ans qu'il est à la chambre, il n'a jamais varié dans ses opinions sur les objets qui intéressent la monarchie et la religion.

RIVIERE.

(Lot-et-Garonne, Agen.)



CÔTÉ DROIT.

Procureur-général à Agen ; il a toujours professé les opinions les plus royalistes ; il a été chargé du rapport sur le concordat , et on a trouvé son discours tout à la fois éloquent et naturel ; si l'on ne savait pas combien ce député a de mérite, on en serait convaincu en voyant l'acharnement que les biographes libéraux mettent à l'attaquer.

(338)

ROBERT.

(Morbihan , Vannes.)

CÔTÉ GAUCHE, DEUXIÈME SECTION.

Une chose qui confond la pensée , et qui ne peut s'expliquer ni se comprendre , c'est que les deux provinces de la Bretagne et de la Vendée , qui ont pris les armes dans les cent jours pour repousser le joug de Buonaparte et conserver les Bourbons , n'aient envoyé à la chambre que des députés du côté gauche.

ROCHEPLATTE (DE).

(Loiret , Orléans.)

CÔTÉ DROIT.

Maire d'Orléans, aussi respectable par ses principes et sa moralité que par l'emploi de sa fortune ; à l'horrible époque du 13 février 1820, il a fait parvenir au pied du trône une adresse où respirent à chaque ligne, les sentimens de l'indignation la plus

(339)

vive et de la plus profonde douleur : tout le monde est d'accord sur le mérite de M. de Rocheplatte ; son éloge est dans toutes les bouches.

RODET.

(Ain, Bourg.)

CÔTÉ GAUCHE, DEUXIÈME SECTION.

Nommé député en 1817 : il n'est jamais content de rien et se plaint toujours ; ses opinions sont des homélies et ses discours des manifestes.

RODIÈRE.

(Aude, Carcassonne.)

CÔTÉ GAUCHE, PREMIÈRE SECTION.

Il jouit d'une honnête aisance , et ne manque, dit-on, ni d'esprit, ni de moyens. M. Rodière vient d'être nommé par les libéraux et doit voter avec eux.

(340)

ROLLAND,

(Moselle , Metz.)

CÔTÉ GAUCHE , DEUXIÈME SECTION.

Il a été député à différentes époques de la révolution , et s'en est toujours montré le partisan.

RONCHEROLLES (LE COMTE DE).

(Eure , Évreux.)

CÔTÉ DROIT.

Un des hommes les plus éclairés de la chambre de 1815, il y proposa plusieurs amendemens qui furent tous consentis par le ministère; son département voulut le réélire après l'ordonnance du 5 septembre, mais le bureau se sépara trop tôt , et faute d'une voix il ne fut pas élu : M. le comte de Rocherolles vient d'être nommé à une très-grande majorité par le département de l'Eure, qui lui a donné des

collègues aussi dévoués que lui au Roi et aux Bourbons.

ROUCHON.

(Ardèche , Privas.)

CÔTÉ DROIT.

Membre du conseil des cinq-cents , il y professa toujours les opinions les plus honorables ; on ne doit jamais oublier que , de concert avec l'abbé Morellet , il défendit la cause des parens d'émigrés , et il parla ensuite en faveur des proscrits fructidorisés : il eut le courage de dire aux meneurs de ce temps-là : « Les Néron et » les Héliogabale , n'ont jamais pris de me- » sures aussi cruelles que celle qu'on vous pro- » pose ; il est atroce de mettre , comme on l'a » fait , les mots de justice et d'humanité à côté » des mesures de confiscation et de proscrip- » tion contre des hommes non jugés ; c'est le » rire ironique d'un bourreau au moment

» où il immole sa victime ». (*Moniteur du* 6 novembre 1796.) M. Rouchon a constamment défendu à la chambre les bons principes, et il a de plus soutenu les intérêts de son département avec autant de zèle que de talent.

ROUILLE DE FONTAINES.

(Somme, Amiens.)

CÔTÉ DROIT.

Riche propriétaire de l'arrondissement de Montdidier (Somme). Il est connu par son attachement à la légitimité ; et l'opposition que les libéraux ont mise à sa nomination, fait suffisamment l'éloge de ses principes et de ses opinions.

ROUX.

(Bouches-du-Rhône, Marseille.)

CÔTÉ DROIT.

Issu d'une famille très-ancienne, qui a toujours été dans le haut commerce ; M. Roux

jouit à Marseille de la réputation d'un négociant probe jusqu'à la délicatesse. Sans consulter les maximes du jour, qui semblent permettre d'arriver à la fortune en peu de temps par les routes les plus détournées, il a préféré rendre le voyage plus long et ne jamais s'écarter du chemin de l'honneur.

ROY.

(Seine , Paris.)

CÔTÉ DROIT.

Il a d'abord exercé la profession d'avocat et n'a pas tardé à s'y distinguer : ennemi déclaré des principes révolutionnaires, il a défendu sans pouvoir le sauver, cet infortuné Durosot, rédacteur de la *Gazette* de Paris, qui a péri le 25 août 1792, et dont les dernières paroles ont été : « Un royaliste comme moi devait mourir » le jour de la Saint-Louis. » M^r Roy a plaidé aussi pour les femmes et les enfans de plusieurs fermiers-généraux; il est parvenu à les faire

rentrer dans une partie de leurs biens ; de belles opérations financières, qu'il entreprit de concert avec M. Destillières, ayant considérablement augmenté sa fortune, Napoléon lui interdit, sans autre forme de procès, la jouissance de la forêt de Navarre dont il était propriétaire ; M. Roy, qui aurait semblé par son silence reconnaître cet acte d'autorité, fit imprimer des factum d'une énergie extrême, et protesta jusqu'à la fin contre cette mesure tyrannique.

En 1815, M. Roy fut membre de la chambre des cent jours ; mais il fit en comité secret la proposition de ne point prêter serment à Buonaparte, et pendant toute la session il garda le silence ; il fut élu de nouveau au retour du Roi, et depuis il a toujours été député ; le 8 décembre 1818 il fut nommé ministre des finances, et remplacé trois semaines après par M. le baron Louis, qui à son tour lui céda la place au mois d'octobre 1819 : depuis cette

époque , M. Roy a fait dans son ministère et dans les différentes branches du service des économies tellement importantes qu'il doit, à ce qu'on assure, proposer aux chambres une réduction de trente millions sur l'impôt.

Un de nos écrivains politiques les plus distingués (M. Fiévée) fait un grand éloge des opérations financières de M. Roy, et de la manière simple et claire dont il les expose. Il est certain que ce ministre a dans cette partie des connaissances positives, et qu'il dirige cette immense administration en homme supérieur à la place qu'il occupe. L'aversion qu'il a toujours eue pour le régime révolutionnaire et sa haine personnelle contre Buonaparte , sont une double garantie de son dévouement au Roi et à son auguste famille.

ROYER-COLLARD.

(Marne , Châlons.)

CÔTÉ GAUCHE, DEUXIÈME SECTION.

Voici un député qui prouve que le cœur le plus droit et les intentions les plus pures ne garantissent pas des erreurs de l'esprit ; assurément on ne peut pas douter de l'attachement de M. Royer-Collard au Roi et aux Bourbons ; en 1795 , quand la France était en proie à l'anarchie , il avait l'honneur de correspondre avec S. M. , et travaillait dans l'intérieur pour l'intérêt du Roi ; pendant les cent jours il a été fidèle , et il se trouve aujourd'hui dans le parti de l'opposition : sa résistance tient , dit-on , à ce qu'on ne suit plus le système qu'on avait adopté , mais on l'a suivi trois ans ce malheureux système , et la monarchie a été mise à deux doigts de sa perte ; j'espère que M. Royer-Collard , qui est opposant de bonne foi et sans entêtement

suivra le noble exemple, d'un de ses honorables amis ; reconnaîtra qu'il s'est trompé et prêterait encore au côté droit, déjà si riche en talens , l'appui de son éloquence et de ses lumières.

RUINART DE BRIMONT.

(Marne, Châlons.)

CÔTÉ DROIT.

Négociant et propriétaire ; il a fait, à l'époque de la loi du recrutement, une proposition qui prouve combien il sent la nécessité de former aux bons principes la génération qui s'élève ; il a demandé que les instituteurs ecclésiastiques ou séculiers fussent exempts de droit du tirage et du service militaire. M. Ruinart de Brimont ne négligera pas une occasion de dire une vérité utile, et la dira souvent avec force et toujours avec esprit,

SAGLIO.

(Bas-Rhin , Strasbourg.)

CÔTE GAUCHE , PREMIÈRE SECTION.

Il n'a jamais parlé à la chambre ; au mois de juin dernier il avait préparé , pour demander le maintien de la loi du 5 février , un discours qu'il n'a pas pu prononcer , et qu'il a fait imprimer ; je ne l'ai pas lu , mais il fallait qu'il fût bien fort , puisque la censure n'a pas permis aux journaux libéraux d'en citer des fragmens.

SAINT-AIGNAN (DE).

(Loire-Inférieure , Nantes.)

CÔTE GAUCHE , DEUXIÈME SECTION.

Ancien préfet des Côtes-du-Nord , ancien maire de Nantes ; il a cru qu'un agent supérieur de l'autorité pouvait contrarier le gouvernement et voter dans un sens opposé à ses inten-

tions ; une destitution est venue lui apprendre qu'il s'était trompé.

SAINT-AIGNAN (LE COMTE DE).

(Côtes-du-Nord, Saint-Brieux.

CÔTÉ GAUCHE, DEUXIÈME SECTION.

Il vient d'être nommé par le département des Côtes-du-Nord ; il a été, dit-on, porté par les libéraux.

SAINT-AULAIRE.

(Gard, Nîmes.)

CÔTÉ GAUCHE, DEUXIÈME SECTION.

On ne peut lui refuser beaucoup d'esprit et une grande facilité d'élocution ; c'est un double motif de regretter qu'il ait abandonné le ministère dans le moment où il fallait le soutenir.

(350)

SAINT-CRICQ.

(Seine-et-Marne , Melun.)

CÔTÉ DROIT.

Directeur-général des douanes ; il a des connaissances assez étendues en finance ; il siégeait au centre ; mais, en juin dernier, les changemens qu'exigeait la loi des élections, l'ont engagé à se réunir au côté droit, et il paraît maintenant décidé à s'y fixer.

SAINT-GERY (LE MARQUIS DE).

(Tarn , Albi.)

CÔTÉ DROIT.

Fils d'un conseiller au parlement de Toulouse mort à Paris sur l'échafaud révolutionnaire ; il avait émigré de bonne heure, et lorsqu'il est rentré en France, il s'est retiré dans le sein de sa famille, et s'est concilié l'estime universelle par ses vertus civiles et re-

ligieuses. Il avait déjà été député en 1815, et on avait remarqué en lui un véritable talent pour les discussions financières ; il vient d'être réélu à une grande majorité.

SAINT-LUC.

(Côtes-du-Nord , Saint-Brieux.)

CÔTÉ DROIT.

Il était préfet en 1816, et il fut destitué pour ce qu'on appelait alors *l'ultracisme*. Cependant M. de Saint-Luc n'a jamais eu aucune exagération dans les idées ; il est incapable, il est vrai, de composer avec ses devoirs et sa conscience, et il donnerait s'il le fallait, pour le Roi et les princes, et son sang et sa vie ; mais la sagesse prédomine dans son caractère et le fait toujours rester dans de justes limites, posées par la raison, et que le dévouement n'a pas besoin de franchir.

SALABERRY.

(Loire-et-Cher, Blois.)

CÔTÉ DROIT.

Fils d'un président à la chambre des comptes qui périt sur l'échafaud révolutionnaire, il n'est rentré en France qu'en 1800 pour se livrer à des études littéraires : il prit une part très-active à la restauration, et dans les cent jours se rendit dans la Vendée ; il combattit sous les ordres du général d'Andigné : il a été depuis la seconde restauration membre de toutes les assemblées, et il y a déployé les talens les plus distingués et l'éloquence la plus entraînante ; il ne parle jamais que d'après son intime conviction, et toujours il anime ses discours par des images vives et des expressions pittoresques ; c'est lui qui a dit à l'époque de la loi de recrutement. « Il ne manque au génie du mal qu'une » armée, il vous la demande ; c'est à l'établis-

» sement d'un gouvernement illégitime qu'il
» veut arriver sur les débris de la Charte et de
» la légitimité renversée, sur les débris du
» trône, au pied duquel tomberait massacrée
» la fidélité impuissante, inutile, rappelée
» trop tard et trop tard reconnue.

Quand on connaît les détails de la conspiration militaire du mois d'août, le discours de M. de Salaberry peut s'appeler une prophétie ; c'est aussi à cet éloquent député qu'on doit cette définition si ingénieuse et si neuve de la calomnie : « elle ressemble au charbon qui
» noircit quand il ne brûle pas. »

M. de Salaberry, qui ne pouvait s'allier qu'à une famille qui partageât ses principes, a marié sa fille à M. de Lavaux, président de la cour royale de Paris ; ce jeune magistrat, pénétré de l'importance de ses fonctions, tient depuis plusieurs mois les débats dans les affaires les plus difficiles avec une fermeté, une décence et une impartialité très-remarquables.

M. de Salaberry est de la cinquième série, et doit sortir de la chambre l'année prochaine; mais les principes monarchiques reprennent trop de force et trop d'empire pour qu'il ne soit pas réélu. Son absence laisserait un vide difficile à remplir.

SALUCES (LUR DE).

(Gironde , Bordeaux.)

CÔTÉ DROIT.

Issu d'une famille très-ancienne et très-illustre, originaire du Piémont; il est colonel de cavalerie et chevalier de St.-Louis. Il était du conseil formé avant le 12 mars à Bordeaux par M. Taffard de St.-Germain, commissaire du Roi chargé de rendre cette partie de la France à l'autorité légitime; il fut au devant de monseigneur le duc d'Angoulême et fut ensuite nommé membre de son conseil; pendant les cent jours il a reçu les pouvoirs du Roi, et il a été son commissaire à Bordeaux; il signi-

fia ces pouvoirs au comte Clauzel, le 12 juillet, dix jours avant la soumission de ce général; député à la chambre de 1815, il ne fut pas réélu après l'ordonnance du 5 septembre; il vient d'être choisi de nouveau par ses concitoyens, qui ne pouvaient faire un choix plus honorable. M. de Saluces réunit au caractère le plus ferme, et à des manières nobles et franches, un esprit d'une sagacité rare; il sera excellent député.

SANSAC (DE).

(Lot-et-Garonne , Agen.)

CÔTÉ DROIT.

Riche propriétaire de l'Agenois; il est avantageusement connu par sa fermeté, la pureté de ses principes religieux et son royalisme éprouvé. On le verra toujours prêt à combattre les projets insensés, les théories séditieuses et tous les rêves démagogiques des prétendus réformateurs de la France.

(356)

SAPEY.

(Isère , Grenoble.)

CÔTÉ GAUCHE , PREMIÈRE SECTION.

Ses parens voulaient en faire un abbé, quand la révolution vint à éclater ; il en adopta les principes , il fut nommé maire , puis sous-préfet ; devint ami de Lucien Buonaparte , membre de la chambre des représentans en 1815 , et de celle des députés en 1819 ; il n'est resté de lui aucun discours remarquable , mais il vote toujours avec le côté gauche.

SAULNIER.

CÔTÉ GAUCHE , PREMIÈRE SECTION.

(Meuse , Bar-le-Duc.)

Secrétaire-général du ministère de la police sous l'ancien gouvernement , il a été remplacé au premier retour du Roi ; le 20 mars il a repris ses fonctions , et les a quittées de nouveau le 8 juillet.

(357)

SAVOYE ROLLIN.

(Isère , Grenoble.)

CÔTÉ GAUCHE , DEUXIÈME SECTION.

Ancien avocat-général au parlement de Grenoble , il fut tour-à-tour tribun , préfet et député ; impliqué dans l'affaire des octrois de Rouen et destitué , il fut acquitté et nommé préfet des Deux-Nethes ; après le second retour du Roi il fut député de l'Isère à la chambre de 1815 ; et depuis cette époque il l'a toujours été : il vote avec MM. de la Fayette , Bignon , Manuel , etc. , etc.

SÉBASTIANI.

(Corse , Ajaccio.)

CÔTÉ GAUCHE , PREMIÈRE SECTION.

Lieutenant-général des armées du Roi ; il a pris une part très-active au rétablissement de l'autorité de Buonaparte après son retour de l'île d'Elbe : membre de la chambre des représen-

tans, il y parla sur la nécessité de faire la guerre et de la faire vigoureusement. Après la bataille de Waterloo, il fut nommé commissaire pour traiter avec les puissances étrangères; mais, soit qu'il n'ait été admis auprès d'aucun souverain, soit que ses propositions aient été rejetées, il ne fit point de rapport détaillé à la chambre; quelque temps après le 8 juillet, il fit, en Angleterre, et en Allemagne un voyage qui dura trois ans; il se rendit ensuite en Corse et c'est ce département qui l'a nommé député; il siége tout auprès de MM. de Lafayette, Corcelles, etc., etc., etc.

SCÉVOLLE (ROBIN DE).

(Indre, Châteauroux.)

CÔTÉ DROIT.

Maire d'Argenton et secrétaire perpétuel du conseil d'arrondissement de Châteauroux : il a constamment exercé des fonctions administratives gratuites : il a la réputation d'un

homme doux et loyal : il adoptera toutes les propositions utiles à la monarchie.

SERRE (DE).

CÔTÉ DROIT.

(Haut-Rhin , Colmar.)

Jeune encore quand la révolution éclata , M. de Serre n'en adopta point les principes ; il émigra et servit avec distinction à l'armée de Condé ; rentré en 1810, il fut avocat-général à Colmar , et premier président à Hambourg : il a occupé plusieurs places depuis la restauration et a suivi le Roi à Gand ; il a été nommé à son retour président de la chambre des députés , et il est aujourd'hui garde des sceaux ; entraîné un moment par de faux systèmes, il a reconnu avec beaucoup de franchise qu'il faisait fausse route , et il est aujourd'hui l'ennemi bien prononcé de ces doctrines pernicieuses qui perdent les états ; il s'est expliqué l'été dernier avec une grande force

sur les troubles de juin, sur les rassemblemens illicites, sur le comité directeur, les frères de Manchester; etc., etc. M. de Serre a un talent de discussion et de réplique très-remarquable ; il est fâcheux que le mauvais état de sa santé l'empêche souvent de prendre la parole; tout se réunit pour faire espérer qu'il s'entendra parfaitement avec les trois nouveaux ministres, et que cet accord dans le conseil du Roi sera le présage du retour de la bonne harmonie parmi tous les Français.

SESMAISONS (HUBERT DE).

(Loire-Inférieure , Nantes.)

CÔTÉ DROIT.

Député à la chambre de 1815, il y a voté, comme il votera dans la session qui va s'ouvrir, pour la royauté, contre la révolution, pour la fidélité, contre la trahison, pour la vertu, contre le crime ; M. de Sesmaisons,

(361)

a publié dans le *Conservateur*, plusieurs articles qui sont tous sortis d'un cœur français.

LA SYLVESTRIE.

(Lot-et-Garonne , Agen .)

CÔTÉ DROIT.

Il a, près d'Agen, des biens considérables ; il s'est acquis depuis long-temps l'estime, et l'on peut même dire la vénération de ses concitoyens ; il joint à un jugement sûr et à un caractère ferme, une probité et une délicatesse de conscience, qui ont passé en proverbe dans son pays ; un zèle actif et éclairé pour la religion distingue cet homme vertueux ; incapable de jamais transiger avec ses devoirs, il est digne de s'asseoir près de M. de Marcellus, son parent et son ami.

SIMEON (LE COMTE).

(Bouches-du-Rhône, Marseille.)

(côté droit.)

Il est à regretter qu'il ne se soit pas décidé au commencement de 1819, à accepter le ministère et à proposer des changemens indispensables à la loi du 5 février; le mal aurait duré un an de moins; mais il faut convenir que depuis neuf mois que M. le comte Siméon est ministre de l'intérieur, il a adopté dans sa correspondance avec les préfets, un système bien plus monarchique; le résultat des élections prouve qu'il a exécuté franchement les ordres de S. M., et tous les royalistes aiment à reconnaître les services éclatans que ce ministre vient de rendre à la France.

(363)

SIMON.

(Moselle , Metz.)

CÔTÉ DROIT.

Le plus riche banquier de Metz, il veut de la stabilité dans le gouvernement, c'est un ami du Roi et des Bourbons.

SIRIEYS-DE-MARINHAC.

(Lot , Cahors.)

CÔTÉ DROIT.

Il a été député en 1815 , et n'ayant pas été réélu en 1816 , il adressa à la chambre une pétition dans laquelle il se plaignait des manœuvres employées pour écarter les royalistes ; il eut à ce sujet un procès avec M. Lezay de Marnésia. M. Sirieys est un zélé défenseur de la légitimité et des principes monarchiques ; il exerce la plus grande influence sur les royalistes de son département , et l'a sou-

vent employée avec fruit pour l'intérêt du trône.

SIVARD-DE-BEAULIEU.

(Manche, Saint-Lô.)

CÔTÉ GAUCHE, DEUXIÈME SECTION.

Administrateur de la monnaie, nommé député en 1817 ; les libéraux prétendent qu'ils peuvent compter sur lui, et je suis persuadé, au contraire, que M. Sivard-de-Beaulieu pensera que si tous les employés en général doivent être dévoués au Roi, c'est surtout de ceux qui ont des places importantes que le gouvernement ne doit craindre aucune opposition.

SOLRE-CROY (LE PRINCE DE).

(Somme, Amiens.)

CÔTÉ DROIT.

Gendre de M. le duc d'Havré; il a été commissaire du Roi pendant les cent jours; il est très-estimé dans le département de la Somme dont il a été commandant : sa nomination a réjoui tous les royalistes.

STAPLANDE.

(Nord, Lille.)

CÔTÉ DROIT.

Un des plus riches propriétaires de Bergues près Dunckerque; il a toujours professé les principes de la plus pure morale, et les opinions du royalisme le plus prononcé.

STRAFORELLO (BARTHELEMY).

(Bouches-du-Rhône, Marseille.)

CÔTÉ DROIT.

Il appartient à une des familles les plus anciennes de Marseille, qui depuis un temps immémorial est à la tête du haut commerce; son dévouement à la dynastie des Bourbons n'est point douteux, et il en a donné plus d'une preuve; on n'a pas oublié à Marseille la fermeté que M. Straforello montra en 1814, lorsque le premier il refusa, en qualité de membre du conseil-général, de signer une adresse qui tendait à mettre à la disposition de Buonaparte toute la garde urbaine marseillaise. Cette adresse ne pouvait devenir à cette époque qu'un arrêt de mort contre cette garde qui s'est montrée depuis si dévouée et si fidèle au Roi.

Les habitans de Marseille, en apprenant que M. Straforello avait réuni l'immense ma-

majorité des suffrages , ont fait éclater des transports d'allégresse qui sont , pour ainsi dire , une seconde nomination.

TARAYRE.

(Charente-Inférieure, La Rochelle.)

CÔTÉ GAUCHE , PREMIÈRE SECTION.

Nommé lieutenant-général par le Roi, le 20 janvier 1815, il a fait la guerre depuis le commencement de la révolution , et siège aujourd'hui à l'extrême gauche ; on est surpris qu'un militaire accoutumé au régime impérial et à toutes les rigueurs du despotisme , qui s'était façonné aux aspérités toujours renaissantes d'un gouvernement ombrageux , ne se trouve pas libre aujourd'hui sous le gouvernement le plus doux de la terre. M. Tarayre a fait pendant la dernière session un discours rempli de véhémence , et comme on l'a imprimé tout nouvellement, avec des variantes plus fortes encore que le discours

(368)

même, le gouvernement l'a fait saisir. Le général Tarayre a été mis en non-activité.

TERNAUX.

(Seine , Paris.)

CÔTÉ GAUCHE , DEUXIÈME SECTION.

Colonel de la troisième légion de la garde nationale de Paris, et riche *manufacturier* ; il a fait faire des pas rapides à l'industrie française ; le Roi lui a donné des preuves multipliées de bienveillance, et lui a conféré le titre de baron ; ceux qui s'intéressent réellement à lui, aimeraient mieux le voir s'occuper de commerce que de politique.

TERRIER DE SANTANS.

(Doubs , Besançon.)

CÔTÉ DROIT.

Maire de Besançon , l'une des villes les plus dévouées aux Bourbons ; si les habitans n'avaient pas les sentimens de royalisme gravés

(369)

dans le cœur, ils ne seraient pas dignes d'avoir pour leur premier magistrat, un homme aussi noblé dans sa conduite, et aussi ferme dans ses principes que cet honorable député.

TEISSERE (CAMILLE).

(Isère, Grenoble.)

CÔTÉ GAUCHE, PREMIÈRE SECTION.

Parent de MM. Savoye-Rollin et Casimir Perrier, il s'est placé près d'eux, et ils vont ensemble contre le ministère et le gouvernement.

THIARS (DE).

(Saône-et-Loire, Mâcon.)

CÔTÉ DROIT.

Sorti de France en 1791, il a passé une partie de son émigration auprès de monseigneur le duc d'Enghien, qui a eu pour lui des bontés

particulières. M. de Thiars a embrassé le parti libéral ; mais il est impossible que ce soit d'une manière exagérée , le souvenir du héros de Vincennes le ramènera toujours à des sentimens monarchiques.

THIBOUT DE PUISAC.

(Orne , Alençon.)

CÔTÉ DROIT.

Membre du conseil-général du département de l'Orne. Il a fait long-temps la guerre avec la plus grande distinction ; c'est un excellent royaliste qui jouit de l'estime universelle ; les électeurs qui l'ont nommé ont voulu honorer en lui ses vertus privées , ses anciens faits d'armes , et son dévouement inviolable au Roi et aux Bourbons.

THOMASSIN DE BIENVILLE.

(Haute-Marne , Chaumont.)

CÔTÉ DROIT.

Maire de Chaumont , homme des plus recommandables par la pureté de ses mœurs , la sévérité de ses principes , la noblesse de son caractère , et la variété des ses connaissances. M. Gigault de la Salle , aujourd'hui greffier en chef de la cour des comptes , qui a laissé de vifs regrets dans le département de la Haute-Marne dont il a été préfet , a souvent confié à M. Thomassin de Bienville des missions aussi importantes que délicates auprès des généraux des troupes alliées , et il s'en est toujours acquitté avec autant de sagacité que de prudence ; on ne trouvera donc pas étonnant que le choix des électeurs de la Haute-Marne se soit fixé , malgré les manœuvres de la malveillance (1), sur un

(1) A Chaumont, on a trouvé, le 10 novembre,

homme aussi distingué, surtout quand on saura que M. de Bienville réunit aux excellentes qualités qu'il possède l'attachement le plus sincère et le plus pur au Roi et aux princes de sa famille : ce choix heureux honore donc également les électeurs et l'élu.

sous le portail de l'église Saint-Jean, un écrit dans lequel il était facile de reconnaître l'expression de la rage aveugle, des espérances criminelles. et des sinistres projets du parti qui a succombé presque partout dans les élections, et dont fort heureusement l'impuissance égale la fureur. Voici cette affiche plattement séditieuse.

PAR PERMISSION DU ROI.

« Les comédiens du Roi donneront le 14 novembre, jour des élections, une première représentation du *Coup d'état*, comédie en un acte, en attendant la parodie, tragédie à grand spectacle! »

TIXIER (LE).

(Indre-et-Loire, Tours.)

CÔTÉ DROIT.

Je ne puis donner sur ce député aucun renseignement bien précis; je sais seulement qu'il a été nommé par les royalistes, et qu'il votera avec eux.

TOUPOT DE BEVAUX.

(Haute-Marne, Chaumont.)

CÔTÉ DROIT.

Vice-président du tribunal de Chaumont; comme il était beaucoup plus loin de messieurs Manuel, Bignon, etc., etc., que de messieurs Benoît, de la Bourdonnaye, etc., en se rapprochant encore un peu de ces derniers, il se trouve du côté droit.

(374)

TRAMECOURT (DE).

(Pas-de-Calais , Arras.)

CÔTÉ DROIT.

Ancien officier au régiment du Roi; il voudrait encore aujourd'hui, quoique sexagénaire, verser son sang pour son prince s'il fallait le défendre : il emploie une fortune considérable à rendre heureux tout ce qui l'entoure, et les bénédictions du pauvre sont le prix de ses bienfaits.

TREHU DE MONTHIERY.

(Ille-et-Villaine , Rennes.)

CÔTÉ GAUCHE, PREMIÈRE SECTION.

Elu député en 1816, il n'a pas manqué une séance, et n'a pas parlé une seule fois : il pense comme MM. Bignon, Lafitte, d'Argenson, etc. On sait donc d'avance tout ce qu'il pourrait dire.

TRONCHON.

(Oise , Beauvais.)

CÔTÉ DROIT.

Il a des propriétés assez considérables dans la Brie. Pendant la dernière session, il a soutenu les propositions du ministère, excepté le nouveau projet de loi des élections : ce n'est pas qu'il ne désirât des changemens à la loi du 5 février, mais il voulait que pour les opérer on partît d'une autre base. C'est donc bien à tort que les membres du côté gauche ont cru, d'après sa résistance, pouvoir le regarder comme un des leurs : M. Tronchon ne peut jamais siéger dans cette partie de la chambre. Les faits que je vais citer, et qui doivent l'honorer à jamais, le prouveront facilement. Député à l'assemblée législative, il y a soutenu, en 1792, avec le plus grand courage et au péril de sa vie, les droits de la couronne ; il a demandé, en

bravant les vociférations des jacobins; que l'on arrêta un député qui avait insulté le monarque. Enfin le 10 août, lorsque l'infortuné Louis XVI arriva dans l'assemblée avec la reine et le dauphin, M. Tronchon s'apercevant que les scélérats menaçaient de l'œil et du geste cet auguste enfant, le prit dans ses bras et le conduisit dans l'intérieur de la salle à côté du président. On sent que l'homme courageux qui a témoigné un si grand respect pour son Roi et un intérêt si vif pour l'héritier du trône, doit siéger avec les amis du frère du roi martyr, avec les amis de cette princesse, sœur du dauphin qu'il a sauvé.

TURCKEIM (LE BARON DE).

(Bas-Rhin, Strasbourg.)

CÔTÉ GAUCHE, DEUXIÈME SECTION.

Riche banquier, et membre du tribunal de commerce de Strasbourg; il a des con-

naissances très-étendues en finances, et il est fort estimé de ses concitoyens, pour ses qualités morales : chez lui le libéralisme est plutôt un travers de l'esprit, qu'un vice de cœur.

TURMEL (DE).

(Moselle, Metz.)

cour d'août.

Maire de Metz, il n'a accepté cette place que pour faire le bien, et empêcher d'autres de faire le mal ; sa manière d'administrer est tellement paternelle qu'il se fait respecter et chérir de toute la ville. M. de Turmel s'est retiré du service après plusieurs campagnes honorables, et il consacre son temps à cultiver les arts, à soulager le malheur et à faire bénir l'autorité du Roi.

(378)

USQUIN.

(Seine-et-Oise , Versailles)

CÔTÉ DROIT.

Député depuis 1815 ; il a toujours détesté la révolution , et a prévu dès 1789 les maux qu'elle causerait à la France : M. Usquin , privé par la banqueroute de l'état du capital d'une charge , fut obligé de relever par son industrie personnelle une fortune que la force des événements avait détruite ; le succès a surpassé ses espérances et même son ambition. Des spéculations brillantes et d'heureuses combinaisons lui ont valu des biens considérables , qu'il se montre digne de posséder , puisque l'indigence et l'amitié ne réclament jamais en vain son appui. Propriétaire d'une belle terre près de Saint-Germain-en-Laye , son bonheur est que tout le monde soit heureux autour de lui ; son nom est estimé de

ses égaux , respecté de l'artisan et béni du pauvre.

M. Usquin a toujours professé, depuis qu'il est à la chambre , les principes d'un royaliste franc et dévoué; quoique des biographes l'aient mis au centre , c'est au côté droit qu'il est placé; il est connu et estimé de MM. de Villèle, de Corbières , et il vota toute la session dernière avec ces honorables députés.

VALLEE.

(Meuse, Bar-le-Duc.)

CÔTÉ GAUCHE, DEUXIÈME SECTION.

Nommé par le Roi conseiller à la cour de cassation le 15 février 1815, et député du département de la Meuse depuis 1817, M. Vallée offre la preuve fâcheuse que le magistrat d'une cour suprême peut siéger et voter avec les membres de l'opposition.

(380)

VANDŒUVRES (DE).

(Aube , Troyes.)

CÔTÉ DROIT.

Procureur-général à Dijon ; ses réquisitoires sont remarquables par la justesse des idées , la vigueur de la logique , et la pureté des principes ; on peut être sûr que M. de Vandœuvres ne laissera jamais porter atteinte à la monarchie et à la religion sans leur prêter l'appui de son beau talent.

VASSAL-DE-MONTVIEL.

(Lot-et-Garonne , Agen.)

CÔTÉ DROIT.

Maire de Villeneuve-d'Agen et député depuis 1816 , M. Vassal-de-Montviel n'a jamais oublié que c'est à son dévouement aux Bourbons qu'il doit d'avoir été nommé par son département ; ses principes politiques ne peuvent pas plus varier que les sentimens

d'estime et de respect qu'il a su inspirer à ses administrés.

VATIMESNIL (LEFEBVRE DE).

(Eure , Evreux.)

CÔTÉ DROIT.

Ancien conseiller au parlement de Rouen, et président du conseil-général du département : il a toujours eu l'attachement le plus profond et le mieux raisonné pour les principes monarchiques : propriétaire d'une fortune considérable, il l'emploie au soulagement des pauvres, et à des objets d'utilité publique ; aussi est-il chéri et respecté des cultivateurs, des artisans et de tous ceux qui le connaissent ; M. de Vati-mesnil est le père du célèbre avocat-général du même nom , l'un des hommes les plus éclairés du barreau Français, qui suit dignement les traces des d Aguesseau et des Séguier ; les écrivains séditieux le redoutent, comme les mal-veillans craignent les reverbères.

(382)

VAULCHIER (DE).

(Jura , Lons-le-Saulnier.)

CÔTÉ DROIT.

Préfet de Lons-le-Saulnier en 1814, il s'est conduit à l'époque du 20 mars avec un courage et un dévouement dignes d'un meilleur succès ; après la seconde restauration , M. de Vaulchier a été nommé préfet de Mâcon , où il n'a pas pu rester par suite du système adopté alors : bon administrateur et bon royaliste , M. de Vaulchier sera bon député.

VERNEILH DE PUYRASEAU.

(Dordogne , Périgueux.)

CÔTÉ GAUCHE , DEUXIÈME SECTION.

Ancien député à l'assemblée législative en 1791, ancien préfet du Mont-Blanc, sous Napoléon, ancien membre de la chambre des représentans en 1815, il fut nommé député de la

(383)

Dordogne en 1817, et parla en faveur des bannis et de la loi des élections.

VERNIER.

(Aube, Troyes.)

CÔTÉ GAUCHE, DEUXIÈME SECTION.

J'ai entendu assurer qu'il avait été nommé par les libéraux, et qu'il voterait avec eux. Si je me trompe, je prie M. Vernier de réclamer, et j'aurai un véritable plaisir à le faire changer de côté.

VIENNOT-VAUBLANC (LE COMTE DE).

(Calvados, Caen.)

CÔTÉ DROIT.

Il fut nommé, en 1791, député du département de Seine-et-Marne à l'assemblée législative, où il devint un des plus nobles défenseurs de l'opinion royaliste : dès la seconde séance, il signala son zèle pour la bonne cause, en combattant avec chaleur

la proposition de ne point accorder le fauteuil au Roi le jour qu'il viendrait faire l'ouverture de la session, et il obtint l'ajournement de cette proposition séditieuse ; bientôt on le vit s'élever contre le despotisme des municipalités, s'opposer à ce qu'il fût dressé une liste des officiers français prévenus d'émigration, défendre les prêtres non sermentés et les ministres du Roi indignement outragés par Fauchet. Il empêcha M. Bertrand de Molleville d'être mis en accusation, et parvint à faire révoquer le décret de proscription porté contre M. le marquis de Noailles, ambassadeur à Vienne : le 9 février 1792, Bazire fit la motion *de séquestrer les biens des émigrés, sans avoir égard à la triste position de leurs femmes et de leurs enfans.* M. de Vaublanc tonna contre tant d'inhumanité et d'injustice, mais ce fut sans succès ; son discours fut couvert par des vociférations, et sa personne violemment menacée. Il courut pourtant dans cette circon-

stance de bien moindres dangers que lorsqu'il réclama la punition des massacres qui avaient accompagné la révolution du Comtat : on proposait d'amnistier Jourdan et les autres scélérats, auteurs de ces massacres. M. de Vaublanc s'écria d'une voix formidable : « Vous accordez » l'impunité à des assassins. Je vois la glacière » d'Avignon s'ouvrir dans Paris. » Ces énergiques paroles provoquèrent les hurlemens des députés jacobins; Choudieu demanda qu'il fût renvoyé à l'Abbaye *pour avoir calomnié le peuple*; tout le monde sait les terribles assauts qu'il livra aux clubs et aux clubistes et surtout à Marat, contre lequel il obtint un décret d'accusation. Le trait suivant fait l'éloge de son cœur. M. de Vaublanc entra dans l'assemblée au moment où on lisait l'horrible pétition d'un fils qui dénonçait son père; il interrompit cette lecture, et déploya toutes les ressources de son talent contre les prémices d'un parricide. Mis hors la loi par la convention, il parcouru

la France à pied dans tous les sens , au risque d'être arrêté à chaque instant ; le 9 thermidor mit un terme à ses angoisses , et il présidait une des sections de Paris , lorsque ces sections résolurent de marcher contre l'assemblée républicaine : traduit pour le crime de cette glorieuse présidence devant un tribunal sanguinaire , il fut condamné à mort par contumace ; cependant il n'en fut pas moins élu dans le même temps député de Seine-et-Marne au conseil des cinq-cents , et l'arrêt de mort fut annulé ; il soutint dans cette nouvelle assemblée sa réputation d'homme de talent et de Français fidèle , fut nommé membre de la commission des inspecteurs chargés de prendre des mesures de résistance contre le triumvirat directorial , fut pros crit le 18 fructidor an 5 , et condamné à la déportation . Il reparut dans la carrière des affaires publiques quelque temps après le 18 brumaire , devint en 1800 membre du corps législatif , et fut appelé en 1805 aux

fonctions de préfet du département de la Moselle; il remplissait ces fonctions en 1813, lorsque l'armée de Mayence reflua dans l'intérieur, et que Metz fut encombré de soldats blessés et malades; la contagion infecta bientôt la ville. M. de Vaublanc fit établir plusieurs hôpitaux qu'il visitait plusieurs fois par jour; il fut atteint lui-même de l'horrible maladie, et reçut sur son lit de douleurs des témoignages non équivoques du plus tendre et du plus touchant intérêt. Au mois de mars 1815, époque de l'apparition de Buonaparte sur le sol français, fidèle à ses devoirs et à ses sermens, M. de Vaublanc prit, de concert avec M. le maréchal Oudinot, les mesures nécessaires pour conserver la ville de Metz au Roi. Il ordonna même aux habitans de s'approvisionner pour un siège : instruit des progrès de la petite armée de l'île d'Elbe et des defections qui l'avaient grossie, il n'en fit pas moins proclamer la déclaration du congrès de Vienne, qui mettait Bu-

naparte hors la loi : celui-ci donna l'ordre de l'arrêter ; M. de Vaublanc échappa à ce nouveau danger , en se rendant à Luxembourg. Bientôt il rejoignit le Roi à Gand , et il y composa plusieurs mémoires sur la situation des affaires de la France : à la seconde restauration il fut d'abord nommé conseiller d'état , et préfet des Bouches-du-Rhône , puis ministre de l'intérieur ; tout le monde se rappelle la circulaire qu'il écrivit en cette dernière qualité à tous les préfets du royaume ; elle atteste également et son dévouement à la légitimité et son attachement à la Charte. Nous regrettons de n'en pouvoir citer que le passage suivant.

« Mettez au premier rang de vos devoirs,
 » disait M. de Vaublanc aux premiers magis-
 » trats des départemens, le maintien de l'or-
 » dre public ; et si des insensés osaient ré-
 » pandre les bruits du rétablissement des dîmes,
 » du retour des droits féodaux, de la violation
 » des propriétés garanties par la Charte , ne

» vous bornez pas à montrer le ridicule de
» cette imposture, remonte à la source, dé-
» couvrez ceux qui la répandent, et qu'ils soient
» livrés aux tribunaux ; n'hésitez pas à vous
» transporter sur-le-champ dans les communes
» où l'imposture pourrait s'accréditer, n'at-
» tendez pas que le mal ait fait des progrès :
» qu'une course rapide oppose à l'instant
» même aux perturbateurs tout le poids de
» votre autorité agissant sur le lieu même ».

M. de Vaublanc vit dans la retraite depuis
qu'il a quitté le ministère, et les nouvelles fonc-
tions que le département du Calvados vient de
lui confier le mettront encore à même d'em-
ployer ses talens à la défense de la monarchie
et au maintien des vrais principes.

(390)

VIEUVILLE (DE LA).

(Ille-et-Vilaine , Rennes.)

CÔTÉ DROIT.

Préfet de Colmar en 1817 , il a laissé dans ce département de vifs regrets et d'honorables souvenirs ; rapprocher les hommes divisés par des nuances d'opinion , faire bénir le nom du Roi et des princes ; telle était à Colmar et telle est aujourd'hui à Rennes son unique occupation ; ses administrés ne prononcent son nom qu'avec respect et reconnaissance.

VILLE-AU-COMTE (DE LA).

(Côtes-du-Nord , Saint-Brieux.)

CÔTÉ DROIT.

Maire de Saint-Brieux , il jouit de la plus haute considération : sa piété , son dévouement au roi , ses vertus publiques et privées le rendent cher à tout le département qui l'a plutôt proclamé que nommé son député.

VILLEFRANCHE (DE).

(Yonne, Auxerre.)

CÔTÉ DROIT.

Membre de la chambre des députés depuis 1816, il n'a jamais varié, et il a constamment voté pour la monarchie et contre la révolution. Lorsqu'on a discuté le projet de loi sur la formation de l'armée, M. de Villefranche a combattu avec force le titre 6 de l'avancement. « On veut, a-t-il dit, dépouiller le Roi » d'une de ses plus belles prérogatives, d'un » droit inhérent à sa couronne, à celle de tous » les souverains de l'Europe, celui de nommer » à tous les grades de l'armée ; rappelons-nous » de trop funestes exemples ; c'est ainsi qu'on » a dépouillé l'infortuné Louis XVI de toutes » ses prérogatives, toujours en invoquant le » salut du peuple. Trente ans de révolution » nous ont suffisamment instruits de la valeur

» véritable de tous ces grands mots vides de
 » sens. Aujourd'hui la France a besoin de re-
 » pos, et la monarchie de stabilité. Fortifions
 » le pouvoir royal au lieu de l'affaiblir, et que
 » l'expérience du passé ne soit pas perdue
 » pour nous. »

Une pareille profession de foi est la meilleure garantie qu'on puisse donner des sentimens de M. de Villefranche; elle nous prouve qu'il combattra toujours à outrance ces prétendus constitutionnels, qui crient bien haut *vive la charte, toute la charte*, et qui ne demandent qu'à en retrancher tout ce qui consacre la permanence et la force de l'autorité royale.

VILLÈLE (DE).

(Haute-Garonne , Toulouse.)

CÔTÉ DROIT.

Ancien maire de Toulouse, et président du collège électoral de la Haute-Garonne. Il a été depuis 1815 de toutes les assemblées qui se sont succédé, et dans toutes les sessions on a remarqué cette éloquence si simple et si naturelle, ce dévouement si vif et si profond à son roi, cette probité de talent, si je puis m'exprimer ainsi, qui ont concilié à M. de Villèle l'estime de tous les vrais royalistes et même des libéraux. Le jour où ce député d'une raison si calme et d'un si beau caractère est entré avec M. de Corbière et M. Lainé dans le conseil du roi a été un jour de fête pour tous les Français qui savent rendre hommage au talent et à la vertu.

Le discours que M de Villèle a prononcé le

jour de l'ouverture du collège du département de la Haute-Garonne est aussi remarquable par le noblesse des sentimens que par l'élégante simplicité du style : je vais le rapporter.

« MESSIEURS ,

» De toutes les faveurs dont la bonté du roi
» pouvait me combler , il m'a fait la plus
» grande à mes yeux , en me nommant pour
» vous présider : c'est assez vous dire, Mes-
» sieurs, et le prix que j'attache à cet honneur,
» et le sentiment que j'éprouve.

» Vous avez entendu les paroles que S. M.
» vous a adressées. Réunis par ses ordres,
» exerçant le plus grand des droits politiques,
» en vertu des institutions que lui-même vous
» a données, vous ne sauriez repousser les con-
» seils de sa sagesse.

» Les institutions octroyées par le monarque
» à ses peuples ne doivent point servir à ren-

» verser le trône : les droits politiques accor-
» dés aux citoyens pour la conservation de
» l'ordre établi ne doivent point servir à pro-
» voquer des révolutions. La génération à la-
» quelle nous appartenons a pris une part suf-
» fisante dans les terribles chances de ces gran-
» des convulsions politiques. Que d'autres se
» lancent (si notre exemple est perdu pour eux)
» dans cette carrière hasardeuse : nous les y
» avons précédés, nous ne saurions les y
» suivre. Ne possédons-nous pas déjà tous les
» avantages dont la demande sert si bien ail-
» leurs les desseins des novateurs ?

» Mais les passions, à défaut de motifs rai-
» sonnables, savent trouver des prétextes pour
» prolonger l'aveuglement dont elles profitent,
» et nous éloigner du but vers lequel elles sem-
» blent vouloir nous conduire. C'est ainsi que
» ne pouvant nier les avantages dont nous
» jouissons, elles s'efforcent de nous alarmer sur

» leur conservation , et nous conduiraient , si
» nous nous livrions à elles , jusqu'à prendre
» des précautions destructives de ces mêmes
» institutions qu'elles feignent de voir mena-
» cées.

» C'est encore ainsi qu'abusant du principe
» de l'égalité de tous les Français devant la loi,
» elles nous représentent la garantie cherchée,
» même par les républiques, dans la propriété,
» comme portant atteinte chez nous à cette
» égalité ; c'est ainsi que s'armant de vains
» titres conservés ou accordés par le monarque
» dans l'intérêt de sa couronne, elles cherchent
» à éveiller les jalousies, à semer la méfiance
» et la discorde parmi les citoyens , comme si
» l'intérêt le plus généralement senti et le plus
» unanimement reconnu ne les faisait appeler
» tous indistinctement à utiliser , pour le ser-
» vice de leur pays, les talens et les vertus que
» le ciel leur a départis.

» Mais l'expérience ne peut tarder à démon-
 » trer combien sont dénuées de fondement ces
 » préventions fantastiques. Il n'y a en France
 » ni vieille ni nouvelle nation, comme on
 » voudrait nous le persuader. Il n'y a ni an-
 » ciens ni nouveaux intérêts, la France ac-
 » tuelle, telle que la restauration nous l'a ren-
 » due, les intérêts actuels, tels que la charte
 » royale les a réglés; voilà ce qui est réel et vrai.
 » C'est pour la conservation de ces intérêts qui
 » sont les intérêts de tous; c'est pour le main-
 » tien de l'ordre qui fait la sûreté de tous, que
 » sont créées ces institutions dont les fonctions
 » que nous allons remplir sont le premier
 » degré.

» Dégagés des erreurs que je viens de signa-
 » ler, voyez, Messieurs, comme en devient
 » plus facile la tâche qui nous est imposée.
 » L'élection de nos députés cesserait dès lors
 » d'être une lutte déplorable entre deux in-
 » térêts opposés, dont chaque année la France

» doit attendre avec anxiété l'issue, pour savoir
 » si elle conservera son repos, son gouverne-
 » ment et ses institutions.

» Je le répète avec confiance, ces doctrines
 » désolantes qui font de nous une nation divi-
 » sée en deux nations, un peuple divisé en deux
 » peuples, ne sont pas vraies. Nos passions
 » seules et l'aveuglement qui les suit peuvent
 » leur donner quelque crédit et quelque appa-
 » rence de réalité : elles ne sont pas vraies, car
 » si elles l'étaient, il n'y aurait plus pour nous
 » que désordre et destruction à attendre. *Un*
 » *royaume divisé avec lui-même ne peut sub-*
 » *sister.* Ne faudrait-il pas en effet, comme on
 » n'a pu s'empêcher de l'admettre, que, dans
 » cette situation effroyable, une des deux na-
 » tions finît par être vaincue, et sans doute dé-
 » pouillée, écrasée, anéantie par l'autre : il
 » faudrait donc rentrer dans la carrière des
 » révolutions.

» Mais c'est le roi lui-même qui nous l'a

» dit , nous n'y rentrerons point ; l'usage de
» son autorité tutélaire saura nous en préser-
» ver , et jamais force ne manquera chez nous
» au gouvernement, lorsque le gouvernement
» aura la ferme volonté d'user de cette force
» pour contenir les perturbateurs. Nous ne ren-
» trerons point en révolution ; car les senti-
» mens du peuple sont en opposition avec ceux
» des artisans de discorde ; leurs provocations
» insensées ne produisent plus d'effet sur lui ;
» ils s'en sont plaints eux-mêmes , car ils ont
» dit : *Il a donné sa démission.*

» Nous ne rentrerons point en révolution ,
» la providence y a pourvu. Ce n'est point
» pour l'abandonner qu'elle a fait naître l'en-
» fant du miracle, et qu'à sa naissance les
» transports unanimes de la population ont
» démenti les assertions sinistres de ses calom-
» niateurs.

» Nous ne rentrerons point en révolution ,
» car *si la providence a fait son devoir,*

» *nous ferons aussi le nôtre*, et nous la se-
» conderons de tous nos efforts ; réunis en ce
» moment pour élire nos députés, nous les
» choisirons parmi les plus dignes, parmi les
» plus intéressés au maintien de l'ordre établi ;
» parmi les amis de l'autel et du trône, ces
» deux remparts de la liberté française, ces
» éternels soutiens de la prospérité de notre
» belle patrie. *Vive le Roi ! vive le duc de*
» *Bordeaux ! règne à jamais sur la France,*
» *pour son bonheur, l'auguste race des*
» *Bourbons !* »

VILLEMAIN.

(Morbihan, Vannes.)

CÔTÉ AUCHE, PREMIÈRE SECTION.

Ce député, nommé en 1819, n'est pas parent du littérateur distingué qui porte le même nom ; on dit pourtant qu'il a aussi des connaissances et de l'esprit ; on ne lui repro-

(401)

che que sa place à la chambre, et ses votes constamment hostiles.

LA VILLEMARQUÉ (DE).

(Finistère, Quimper.)

CÔTÉ DROIT.

Bon et franc Breton dans la véritable acception du mot, c'est-à-dire qu'il est fidèle à son Roi, et que dans l'occasion il saurait renouveler ses preuves.

VILLENEUVE (FERDINAND DE).

(Basses-Alpes, Digne.)

CÔTÉ DROIT.

Il était sous-préfet dans le Midi en 1815 ; lorsqu'il apprit le débarquement de Bonaparte, il rassembla à la hâte quelques corps de gardes nationales, et tâcha de le rejoindre à marches forcées ; malgré son zèle et son incroyable activité il ne put atteindre que son arrière-garde , dont il fit plusieurs soldats

prisonniers; dès la fin de 1815, et lorsque les autorités instituées par Buonaparte employaient les moyens les plus rigoureux pour maintenir sa puissance, M. de Villeneuve se rendit à Digne, y montra les pouvoirs du Roi, et fit arborer le drapeau blanc. Cet excellent royaliste joint le *sang froid* qui calcule à la résolution qui exécute. Nommé depuis deux ans préfet des Pyrénées-Orientales, il est regardé comme un administrateur du premier mérite, et les habitans du département des Basses-Alpes, dont il a été long-temps préfet, l'ont élu député pour lui prouver leurs regrets et leur reconnaissance.

VOGUÉ (CHARLES DE).

(Gard , Nîmes.)

CÔTÉ DROIT.

Officier de carabiniers en 1790, il fut blessé à Nancy en défendant M. de Malseigne; en 1815, il servit sous les ordres de mon-

seigneur le duc d'Angoulême dans le Midi, et depuis le départ de ce prince pour l'Espagne, il continua à exercer dans le département du Gard des hostilités contre les soldats du général Gilly; nommé député à la chambre de 1815 et réélu après l'ordonnance du 5 septembre 1816, il a toujours témoigné les sentimens dont tout bon Français doit s'honorer, et il a prouvé qu'un homme d'honneur qui a servi son prince les armes à la main, peut le servir encore en discutant avec fermeté les grandes questions qui se rattachent à l'intérêt général.

VOGUÉ (EUGÈNE DE).

(Ardèche, Privas.)

COTÉ DROIT.

De nombreux volontaires allèrent à sa voix rejoindre pendant les cent jours monseigneur le duc d'Angoulême ; il était député en 1815, il aurait été réélu en 1816, s'il avait eu qua-

rante ans accomplis ; il vient de l'être à une très-grande majorité. Il a toujours manifesté les sentimens d'un bon et franc royaliste, et il soutiendra aujourd'hui, comme il l'a fait à cette époque, les principes conservateurs de la religion et de la monarchie.

VOYER D'ARGENSON.

(Haut-Rhin, Colmar.)

CÔTÉ GAUCHE, PREMIÈRE SECTION.

Il siège à l'extrême gauche, et vote toujours en opposition avec le gouvernement.

VOYSIN DE GARTEMPE.

(Creuse, Guéret.)

CÔTÉ DROIT.

Il était autrefois procureur - syndic à Guéret, et il est aujourd'hui premier président de la cour royale à Metz : il a couru de grands dangers en 1792, à l'assemblée législative dont il était membre,

et il attaqua avec tant de force Pétion, Thuriot, etc., qu'il fut arrêté en 1793, et ne dut son existence qu'au 9 thermidor. Nommé député à la chambre de 1815, M. de Gartempe y est resté jusqu'en 1817, et quoiqu'on ait pu lui reprocher un peu de faiblesse dans ses votes ministériels, je n'hésite pas à croire qu'il ne s'en fût pas placé dans les rangs des amis les plus fidèles des Bourbons et de la légitimité.

WELCHE.

(Vosges, Épinal.)

CÔTÉ DROIT.

J'étais tenté de le placer du côté gauche, mais ayant appris que les chefs du parti lui voulaient beaucoup d'avoir voté pour l'arrestement de M. Boin, j'ai jugé que puisque les libéraux lui faisaient la guerre, il devait faire la paix avec les royalistes.

(406)

WENDEL (DE).

(Moselle , Metz.)

CÔTÉ DROIT.

Riche propriétaire et possesseur de forges dans le département de la Moselle, connu par le discours énergique et franc qu'il prononça dans la séance du 24 mai 1820; ce discours, le plus remarquable sans contredit de tous ceux qui furent prononcés dans cette mémorable et longue discussion, peignait trop bien la tactique anti-monarchique pour qu'on y répondît autrement que par des calomnies; on accusa donc M. de Wendel, dans je ne sais quelle brochure, d'avoir profité de *l'émigration de ses frères, dont il était le fondé de pouvoirs, pour s'enrichir à leurs dépens* : on ne peut répondre à cette allégation que par un fait : pour que M. de Wendel ait pu avoir la procuration de MM. ses frères pendant leur émigration, une seule difficulté s'élève; c'est que ses frères

(407)

sont rentrés long-temps avant lui, donc il leur
aurait plutôt donné ses pouvoirs qu'il n'au-
rait reçu les leurs.

Et voilà justement comme on écrit l'histoire.

RÉSUMÉ.

CÔTÉ GAUCHE.

CÔTÉ DROIT.

118.

302.

CONCLUSION.

CETTE différence énorme de voix en faveur de la couronne prouve jusqu'à l'évidence que cette session sera une des plus belles qu'il y ait jamais eu.

Le ministère, qui avait déjà donné aux royalistes pendant les élections des preuves de franchise, vient de leur accorder les plus solides garanties en s'enrichissant de trois nouveaux membres, que la chambre estime et que la France honore.

On achevera de modifier la loi des élec-

tions (1), on opposera d'utiles barrières au débordement des écrits licencieux, les outrages à la religion seront sévèrement punis, l'instruction publique reposera sur des bases plus solides, enfin les lois protégeront le trône, le trône protégera la France, et ses députés, secondant les vues du plus sage des Rois, termineront une révolution que des insensés peuvent seuls vouloir prolonger.

De si grands bienfaits seront dus à cette belle et imposante réunion d'hommes à la fois énergiques et prudents qui sont venus pour finir nos maux, et qui justifieront ainsi le titre de cet ouvrage : *La Chambre de 1820, ou la Monarchie sauvée.*

(1) Discours du Roi à l'ouverture des Chambres.

SUPPLÉMENT.

BERBIS (LE CHEVALIER DE).

(Côte-d'Or.)

CÔTÉ DROIT (1).

Issu d'une des familles les plus anciennes et les plus recommandables de la Bourgogne, il entra en 1788 dans un régiment d'artillerie comme officier à la suite ; la révolution ayant éclaté, il émigra, pour ne pas servir la république ; rentré quelques années après, il se retira dans le sein de sa famille, et il chercha toutes les occasions d'être utile à ceux que des ser-

(1) Ayant reçu des renseignemens plus détaillés sur ce député après l'impression de son article, je m'empresse de publier les honorables détails qui le peignent sous un jour si avantageux.

vices rendus aux princes, ou leurs opinions royalistes, exposaient aux persécutions du gouvernement révolutionnaire ; son zèle , son activité , étendaient de jour en jour ses relations et ses correspondances d'une manière utile à la cause légitime ; et lorsque le génie du mal commença à perdre de sa puissance , M. le chevalier de Berbis fut des premiers à seconder l'élan des Français fidèles, dont les vœux rappelaient notre Roi. Nommé alors membre du conseil municipal de Dijon, et du conseil général du département de la Côte-d'Or, il prouva qu'il méritait cette marque d'estime et de confiance en se consacrant à tous les détails de l'administration , et en y portant son esprit d'ordre et de justice. Le retour de Buonaparte rendit bientôt ses soins inutiles ; mais rappelé à ses fonctions aussitôt après les cent jours , il trouva , dans les malheurs que cette déplorable époque avait entraînés à sa suite , des

moyens d'utiliser son désir de servir son pays, et il se dévoua avec une persévérance et une application dont peu de personnes auraient été capables, au travail aride de la liquidation des fournitures et des réquisitions faites dans le département, à l'occasion de l'entrée et de la résidence des armées étrangères. Pour apprécier ce genre de travail il faut se rappeler que le département de la Côte-d'Or a été le quartier-général des trois souverains alliés du Nord, et qu'une armée de 120 mille hommes a campé et manœuvré pendant quinze mois autour de Dijon. La commission de liquidation dont M. de Berbis était membre et vice-président a été constamment occupée pendant plus de cinq années à débrouiller le chaos des immenses fournitures faites par toutes les communes, souvent sur des réquisitions illégales ou irrégulières, et elle est parvenue à terminer tous les comptes. Dans cet intervalle, M. le che-

valier de Berhis, en relations journalières avec tous les maires et les principaux propriétaires du département, a été connu et jugé; l'estime et la reconnaissance de ses compatriotes lui ont été acquises; et lorsqu'il s'est agi de nommer des députés, le vœu unanime des électeurs amis de l'ordre et de la légitimité a appelé à la chambre celui dont le zèle, l'intelligence et le désintéressement à toute épreuve leur donnaient de sûres garanties.

RÉÉLECTIONS.

M. Lefebvre Gineau ayant été élu par les collèges d'arrondissement de Mézières et de Vouziers, M. le comte de la Bourdonnaye par les collèges des départemens de Maine-et-Loire et d'Indre-et-Loire, M. Pardessus par les collèges des départemens de Loir-et-Cher et des Bouches-du-Rhône, et M. Bignon par les collèges de la Vendée et du Haut-Rhin, il y aura lieu à option et à réélection.

Il y aura lieu également à réélection dans les Basses-Pyrénées, pour cause de nullité de l'élection de M. de Saint-Cricq, et dans la Haute-Vienne, pour cause de nullité de l'élection de M. Bachellerie.

Il en sera de même pour les députations de Seine-et-Oise, de l'Arriège et de la Dordogne, rendues incomplètes par la mort de MM. de

Jumilhac et Calvet de Madaillan, et par la démission de M. Laval.

Ces réélections ne peuvent avoir lieu que lorsqu'une loi aura définitivement fixé la circonscription des arrondissemens, et déterminé le mode des remplacements éventuels.

NOTE.

Page 172. J'ai dit, dans l'article *Dupont de l'Eure*, que son élection renfermait des causes de nullité ; mais la chambre l'a déclarée depuis bonne et valable.

ERRATA.

Page 154, ligne dernière, les mots *mais son* ne doivent pas être répétés.

Page 155, ligne 5, la peine rêvée, lisez la peine réservée.

Page 223, Jankowics, lisez : Jankowics.

Page 244, Lagrance, lisez : Lagrange.

Page 286, ligne 5, nouvelles Juives qui set rouvent, lisez : les nouvelles Juives qui se trouvent.

SESSION

1820 ET 1821. ⁽¹⁾

A

ADMIRAUT. 4 ans.

Albert. 4 ans.

Amariton de Montfleury. Nouveau.

Ambrugeac (comte d'). 3 ans.

Andigné de Mayneuf. Sortant , réélu.

Andrault. Nouveau.

Anglès. 2 ans.

Angosse (d'). 4 ans.

Arnaud de Puymosson. 3 ans.

Astoin. Nouveau.

Aubergeon (d'). Nouveau.

Augier du Chézeaud. 2 ans.

Aupetit-Durand. Nouveau.

(1) Ce qu'on a mis après chaque nom indique le temps que MM. les Députés ont encore siéger.

Aurran de Pierrefeu. 2 ans.

Avoyne chanteraine. 3 ans.

B

Bachelorie. Nouveau.

Balisson de Mortain. Nouveau.

Barbary de l'Anglade. 2 ans.

Barbier. 1 an.

Barrairon (comte), décédé.

Barthe-Labastide. Sortant, réélu.

Bastarrèche. 4 ans.

Bayet. 1 an.

Bazire. Nouveau.

Beaurepaire (marquis de). Sortant, réélu.

Beauséjour. 4 ans.

Beausset (marquis de). Nouveau.

Bechade-Didier. Nouveau.

Becquey. 4 ans.

Bédoch. 3 ans.

Bellart. 2 ans.

Benjamin-de-Constant-de-Rebecque. 3 ans.

Benoist. Sortant, réélu.

Berbis (chevalier de). Nouveau.

Berset (de). Nouveau.

Bertin de Veaux. Nouveau.

Beslay. Sortant, réélu.

Béthisy (comte de). Nouveau.

Beugnot (comte). 4 ans.
Bignon (baron). Sortant, réélu.
Billardet. Nouveau.
Bizemont (de). 1 an.
Blanquart Bailleul. 1 an.
Blondel d'Aubert. Nouveau.
Bodin. Nouveau.
Bogue de Faye. 1 an.
Boin. Sortant, réélu.
Boisclairaux (comte de). Nouveau.
Boisgelin (comte de). 2 ans.
Bonald (vicomte de). 1 an.
Bondy (comte de). 3 ans.
Bonnet. Nouveau.
Borel de Brétizel. 2 ans.
Boscal de Réal. Nouveau.
Boucher. Nouveau.
Bourcier. 1 an.
Bourdeau. Sortant, réélu.
Bourdonnaye (comte de la). Sortant, réélu.
Bourrienne (de). Nouveau.
Bouthilliers (marquis de). Nouveau.
Bouville (marquis de) Nouveau.
Brackenoffer. 4 ans.
Brenet. Nouveau.
Bressant de Rase. Nouveau.
Breton. 2 ans.

Bricoult (de). Nouveau.
Brigode (baron de). 3 ans.
Broglie (prince de). 3 ans.
Brun de Villeret. (baron). 2 ans.
Bucelle. Nouveau.
Buquet (baron). Nouveau.
Burelle. 4 ans.
Busson. 4 ans.

C

Cabanon. 4 ans.
Caisergues. Nouveau.
Calmont. Nouveau.
Calvière (baron de).
Cambout de Coislin (marquis de). 1 an.
Camille Jordan. 3 ans.
Caquet. Nouveau.
Cardeneau (baron). 3 ans.
Cardonnel (de). 4 ans.
Carlet de Loisy. Nouveau.
Cassaignolles. 2 ans.
Castelbajac (vicomte de). 4 ans.
Caumartin. 2 ans.
Causans (marquis de). Nouveau.
Cayrol (de). Nouveau.
Cesbrons Lavaux. Nouveau.
Chaballier. Nouveau.

Chabaud-Latour (baron de). 3 ans.
Chabrol de Chaméanne (comte). 3 ans.
Chabrol de Crouzol (comte). Nouveau.
Chabrol de Tournœl (comte). 1 an.
Chabron de Solilhac. Sortant, réélu.
Chalvet Rochemontais (marquis de). Nouveau.
Chambost (de). Nouveau.
Champy. Nouveau.
Charlemagne. 3 ans.
Chatellux (comte de). Nouveau.
Chauvelin (marquis de). 2 ans.
Chevalier-Lemore. Sortant, réélu.
Chifflet. Nouveau.
Chilhaud de la Rigandie. Nouveau.
Clarac (baron). Nouveau.
Clauzel de Coussergues. 1 an.
Clément. 4 ans.
Coen de Saint Luc. Nouveau.
Corbière. 2 ans.
Corcelles (de). 2 ans.
Corday (de). 1 an.
Cordoue (de). Nouveau.
Cornet-d'Incourt. Sortant, réélu.
Cotton (de). 2 ans.
Courtavel (comte de). Nouveau.
Courvoisier. 4 ans.
Creuzé. Nouveau.

Crignon d'Auzouer. 2 ans.
Croï Solre (prince de). Nouveau.
Croizet. Nouveau.
Cursay (de). Nouveau.

D

Daigremont Saint-Mauvieux. Nouveau.
Dalphonse (baron). 4 ans.
Darrieux. Nouveau.
Dartigaux. 4 ans.
Dassier. 3 ans.
Daubières. Nouveau.
Daugier (comte). 4 ans.
Daunou. 3 ans.
Davelny de Bellancourt. Nouveau.
Deforest-de-Quartdeville. 3 ans.
Delacroix-Frainville. 4 ans.
Delaitre (baron). 1 an.
Delaroche. 4 ans.
Delaunay (Orne). 2 ans.
Delaunay (Mayenne). 4 ans.
Delauro. Nouveau.
Delbreil d'Escorbiac. Nouveau.
Delong. 2 ans.
Delessert (baron). 2 ans.
Demarçay (baron). 4 ans.

Déqueux Saint-Hilaire. 3 ans.
Desbordes-Borgnis. 3 ans.
Descordes. Nouveau.
Despatys. 3 ans.
Despériers de Langelouse. Nouveau.
Desterno (comte). Nouveau.
Devaux. Sortant, réélu.
Dijon (comte). 1 an.
Donnadien (vicomte). Nouveau.
Doria (marquis). Sortant, réélu.
Doublat. Sortant, réélu.
Dounous. Nouveau.
Druet des Vaux. 2 ans.
Dubotderux (comte). Nouveau.
Dubreuil Helion de la Gueronnière. Nouveau.
Dubruel. 1 an.
Ducherray. Nouveau.
Dudon (baron). Nouveau.
Dugas des Varennes. Nouveau.
Duhamel (comte). Nouveau.
Dumanoir (comte). 3 ans.
Duplan. Nouveau.
Dupleix de Mezy. 3 ans.
Duplessis de Grenedan. Nouveau.
Dupont (comte). 1 an.
Dupont (Eure). Sortant, réélu.
Dupuy. 1 an.

Durand. 1 an.

Durand-Fason (baron).

Dussumier-Fonbrune. Sortant, réélu.

Duvergier de Hauranne. Nouveau.

E

Entrechaux (d'). Nouveau.

Eschasseriaux. Nouveau.

Esgonnière. 3 ans.

Étienne. Nouveau.

F

Fabre (baron). 4 ans.

Falatieu. Sortant, réélu.

Faure. 4 ans.

Favard de Langlade (baron). 1 an.

Fleuriau de Bellevue. Nouveau.

Floirac (comte de). 2 ans.

Folleville (de). 1 an.

Forbin-des-Issars (marquis de). Nouveau.

Fornier de Clauzelles. 4 ans.

Fornier de Saint-Lary. Sortant, réélu.

Fournas. 3 ans.

Foi (comte). 4 ans.

Fradin. 4 ans.

Français (comte). 4 ans.

Francoville. 1 an.

Fremicourt. 3 ans.

Froc de la Boulaye. 1 an.

G

Gagneur. 1 an.

Ganilh. 4 ans.

Garnier-Dufougerais. Nouveau.

Gasquet (de). Nouveau.

Gazan, aîné. Nouveau.

Genuyt. Nouveau.

Gestas (comte de). Nouveau.

Girardin (comte de). 4 ans.

Girod (baron). 3 ans.

Gossuin. 3 ans.

Gouin Moisant. 2 ans.

Gourgnes (marquis de).

Grammont (de). 3 ans.

Grenier (comte). 3 ans.

Grossoles de Flamarens. (de). Nouveau.

Guilhem. 3 ans.

Guitard. 4 ans.

H

Halgan. 4 ans.

Hardivilliers (d'). Sorti, réél.

Hardoin. 3 ans.

Harlé. 1 an.
Haudry de Soucy. Nouveau.
Hausen (de). Nouveau.
Hautefeuille (comte d'). 1 an.
Hauteroche (d'). Nouveau.
Hay. Nouveau.
Hericard Ferrand de Thury. Nouveau.
Herlincourt (baron d'). 1 an.
Hersart de la Villemarqué. Nouveau.
Hernoux. 2 ans.
Hernoux de Hottot. 1 an.
Humann. Nouveau.
Hocquart. Nouveau.
Hierne de Pommeuse. Nouveau.
Humblot Conté. Nouveau.

J

Jacquinet Pamplume. 1 an.
Jaukowics de Jeszenicse. Nouveau.
Jard-Panvilliers. 2 ans.
Jobez. 1 an.
Josse Beauvoir. 1 an.

K

Kératry. 3 ans.
Kergarion (comte de). Nouveau.
Kergolay (Oise de). Nouveau.

Kergolay (Manche de). Nouveau.
Kœchlin. Nouveau.

L

Labbey de Pompierres. 4 ans.
Labouillerie (baron de). Nouveau.
Labretonnière (de) Nouveau.
Ladrey de la Charrière. 1 an.
Lafayette (marquis de), 3 ans.
Laffitte (chevalier). 2 ans.
Lafrogne. 1 an.
Lagrange (comte de). 2 ans.
Lainé. Sorti, réélu.
Laisné-de-Villêque. 2 ans.
Lallart. Nouveau.
Lalot (de). Nouveau.
Lambrechts. 4 ans.
Lameth (comte de). 4 ans.
Lascours (baron de). 3 ans.
Lascours (de). 4 ans.
Latour-Dupin (marquis de). Nouveau.
Laval. 2 ans. Démissionnaire.
Lebrun. Nouveau.
Lecarlier. 4 ans.
Leclerc de Beaulieu. Nouveau.
Ledissez-Penaurum. Nouveau.
Lefèvre-Gineau. Nouveau.

Legonidec (chevalier). Nouveau.

Legraverend. 2 ans.

Lejollis de Villiers. 2 ans.

Lemarchant de Gomicourt (chev.) . Sorti, réélu

Lepescheux. 4 ans.

Leseigneur. 4 ans.

Letissier. Nouveau.

Leviste de Montbriant.

Limaiac (de). 1 an.

Lizot. Sortant, réélu.

Loisson. Nouveau.

Longuève (Henry de). Nouveau.

Louis (baron). 1 an.

Lur-Saluces (comte de) Nouveau.

M

Magneval (de). 2 ans.

Maine de Biran (chevalier). 2 ans.

Manuel. 3 ans.

Marcellus (comte de). Sorti, réélu.

Marchegay. Nouveau.

Margadel (chevalier). Nouveau.

Martinde Gray (baron). 3 ans.

Méchin (baron). 4 ans.

Ménager (baron). 3 ans.

Mestadier. 2 ans.

Meynard de Laveaux. Nouveau.

Mirandol (comte). Nouveau.

Moll. 2 ans.

Montbron. (de) Nouveau.

Montcalm (marquis de). 2 ans.

Montmorency (prince de). Nouveau.

Montaignac (marquis de). 1 an.

Morgan de Belloy (baron). Sortant, réélu.

Morisset (baron). 2 ans.

Mortarieu (baron de). 3 ans.

Mouznier Buisson. Sorti, réélu.

Moussaye (marquis de la). Nouveau.

Mostuéjoulx (de). Nouveau.

Moyzen. Sorti, réélu.

Muyssart (comte de). Nouveau.

N

Nicolaï (marquis de). Nouveau.

Nully d'Hecourt (de). 2 ans.

O

Ollivier (Seine). Nouveau.

Ollivier (Drôme). Nouveau.

Orglandes (comte d'). 2 ans.

P

Paillard du Cléré. 4 ans.

Pardessus. Nouveau.

Parel Despérut (vicomte de). Nouveau.

Pasquier (baron). 2 ans.
Pasture (de la). Nouveau.
Paul de Château-double. 1 an.
Pavée de Vandœuvres. Nouveau.
Pavy. Nouveau.
Perceval (de). 2 ans.
Perrier (Casimir). 2 ans.
Perrier (Alexandre) 2 ans.
Perreau. 3 ans.
Peyronnet (de). Nouveau.
Picot Désormeaux. 3 ans.
Piet. Nouveau.
Pilastre. Nouveau
Planelli de la Valette (marquis). Nouveau.
Pommerol (de). Nouveau.
Pontet. Sortant, réélu.
Populle. 3 ans.
Portal (baron). 3 ans.
Poteau d'Hancarderie. 3. ans.
Poydavant. Nouveau.
Poyféré de Cèrr (baron). 3 ans.
Pracontal (marquis de). Nouveau.
Prétavoine-Bidaut. Nouveau.
Prévéraud de la Boutresse.
Prunelle. Nouveau.
Puymaurin (baron de). 1 an.
Puyvallée, fils aîné (de). Nouveau.

Q

Quatremère de Quincy. Nouveau.

R

Ramolino. 3 ans.

Ranchin (de). Nouveau.

Rastignac (marquis de). Sortant , réélu.

Raullin. Nouveau.

Ravez. Sortant réélu.

Régnaud-de-Vains. Nouveau.

Regourd (de). Nouveau.

Renouard de Bussières. Nouveau.

Revelière. Nouveau.

Revoire. 3 ans.

Ribard. Nouveau.

Ricard. Nouveau.

Richard. 1 an.

Riocourt (comte de). Nouveau.

Rivière. 1 an.

Robert. 3 ans.

Robin de Scévole. Nouveau.

Rocheplatte (comte de). Nouveau.

Rodet. 3 ans.

Rodière. Nouveau.

Rolland. 3 ans.

Rolland d'Herceville. Nouveau.

Roncherolles. Nouveau.

Rouchon. 1 an.
Rouillé de fontaine.
Roux. Nouveau.
Roi. 1 an.
Royer-Collard.
Ruinart de Brimont. 1 an.

S

Saglio. 4 ans.
Saint-Aignan (le baron de). 4 ans.
Saint-Aignan (de). Nouveau.
Saint-Aulaire (comte de). 3 ans.
Saint-Cricq (comte de). 3 ans.
Saint-Gery. Nouveau.
Salaberry. (comte de). 1 an.
Sapey. 4 ans.
Saulnier. 2 ans.
Sansac (de). Nouveau.
Savoye-Rollin. 4 ans.
Sébastieni. 4 ans.
Serre (de). 2 ans.
Sesmaisons (comte de). Nouveau.
Siméon. 1 an.
Sirieys de Mayrinhac. Nouveau.
Sévard de Beaulieu. 3 ans.
Staplande (de). Nouveau.
Silvestrie (de). Nouveau.

T

Tarayre. 4 ans.

Teissère. Nouveau.

Ternaux (baron) 2 ans.

Terrier de Santans (marquis). Nouveau.

Thiard (comte). Nouveau.

Thiboust de Puisac. Nouveau.

Thomassin de Bienville. Nouveau.

Toupot de Bévoux. 4 ans.

Tramecourt (marquis de). Nouveau.

Tréhu de Monthierry. 2 ans.

Tronchon. 2 ans.

Turkeim (baron de). 4. ans.

Turmel (de). Nouveau.

U

Usquin. 1 an.

V

Vallée. 2 ans.

Vandœuvres (de). Nouveau.

Vassal de Monviel. 1 an.

Vastimenil , père (de). Nouveau.

Vaublanc (comte de). Nouveau.

Vaulchier (de). Nouveau.

Verneilli-Puiraseau. 2 ans.

Vernier. Nouveau.

Vieuville (de la). Nouveau.

(434)

Villeaucomte (de). Nouveau.

Villefranche (marquis de). 1 an.

Villèle (de). 1 an.

Villemain. 4 ans.

Villeneuve (marquis de). Nouveau.

Vogné (Charles , comte de). Nouveau.

Vogné (Eugène , comte de). Nouveau.

Voyer d'Argenson (marquis). 2 ans.

Voysin de Gartempe. Nouveau.

W

Welche. Sortant , réélu.

Wendel (de). 3 ans.

FIN.

**RETURN
TO →**

CIRCULATION DEPARTMENT
202 Main Library

642-3403

LOAN PERIOD 1	2	3
4	5	6

ALL BOOKS MAY BE RECALLED AFTER 7 DAYS

1-month loans may be renewed by calling 642-3405

6-month loans may be recharged by bringing books to Circulation

Renewals and recharges may be made 4 days prior to due date

DUE AS STAMPED BELOW

SEP 16 1976

SEP 16 1976

FORM NO. DD 6, 40m, 6'76

UNIVERSITY OF CALIFORNIA, BERKELEY
BERKELEY, CA 94720

